

**SELON « HAARETZ »**

**Deux émissaires soviétiques auraient fait une visite discrète à Jérusalem**

LIRE PAGE 2

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

**1,20 F**

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,20 dirhams ; Tunisie, 100 m.c. ; Liban, 100 L.L. ; Israël, 100 N.S. ; Espagne, 20 pes. ; Grande-Bretagne, 16 p. ; Grèce, 15 dr. ; Iran, 45 rials ; Italie, 250 L. ; Japon, 125 y. ; Pays-Bas, 10 fl. ; Belgique, 10 fr. ; Norvège, 2,50 kr. ; Portugal, 0,85 esc. ; Suède, 2 kr. ; Suisse, 0,90 fr. ; U.S.A., 65 cts ; Venezuela, 50 s. ; Mex. Tarif des abonnements page 14

**S. RUE DES LILLES**  
2927 PARIS - CEDEX 03  
C.C.P. 4297-23 Paris  
Télé. Paris n° 6872  
Tél. : 770-91-29

**BULLETIN DE L'ÉTRANGER**

**Moscou, le P.S. et la raison d'État**

Quelles que soient les vraies raisons du nouvel ajournement du voyage de M. Mitterrand à Moscou, une chose est certaine : les Soviétiques n'ont aucune hâte de recevoir le premier secrétaire du parti socialiste français. La raison d'État et la raison des partis se conjuguent pour ne pas traiter avec des regards particuliers un homme dont l'action actuelle n'entre pas dans les schémas établis à Moscou.

Depuis des décennies, les dirigeants du Krenin veulent mener de front la lutte idéologique et la politique de coexistence pacifique avec les États capitalistes. Aux propagandistes, il appartient de poursuivre l'offensive contre l'ennemi de classe, de mettre en garde les populations des pays socialistes contre les séductions de l'adversaire, d'annoncer la victoire inéluctable du communisme sur toute la terre. Aux responsables de l'appareil d'État, il revient de tenir compte des réalités présentes, d'entretenir des relations cordiales avec les gouvernements en place et de négocier de bons contrats avec les pays capitalistes les plus développés. L'époque est bien révolue où les autorités de la Russie révolutionnaire s'assignaient pour mission première d'invoquer le prolétariat mondial, et au besoin à l'aider, à secouer ses chaînes. De nos jours, les Soviétiques traitent avec beaucoup de bon sens les représentants de cette société dont ils attendent patiemment la mort.

A certains moments, on a même l'impression que les hommes en place à l'Est éprouvent comme une solidarité avec les puissants de l'Ouest dont le piedestal chancelle. Les journaux d'Europe orientale et de Chine sur les derniers à annoncer l'affaire du Watergate. Il ne fallait pas enlever la peine à M. Nixon. Le capitalisme qu'ils combattent quotidiennement a maintenant un visage anonyme.

Les gouvernements soviétiques ont même poussé très loin la politesse à l'égard de régimes que, en bonne doctrine, ils attaquent vigoureusement. L'ont-ils pas acceptés, jusqu'au dernier moment, par exemple, la présence à Moscou de diplomates cambodgiens auxquels les Khmers rouges déniaient toute autorité ? Certes, il y a la distinction classique, et commode, entre l'État, qui coexiste avec les autres États, et le parti, qui veut bouleverser le monde. Mais cette frontière est artificielle. Dans les pays communistes, c'est la direction du parti qui constitue le véritable gouvernement. Et c'est le secrétaire général qui est le numéro 1, reconnu de plus en plus comme tel par les hommes d'État étrangers. Placé à ce poste — un poste de cuisinier, disait Lénine — pour contrôler l'appareil, il assume vite un destin national et s'accommode des compromis que la doctrine rejette.

Les Chinois accusaient jadis les Soviétiques de manœuvrer avec une souplesse inconvénante pour les vrais marxistes, et de sacrifier la révolution aux intérêts de l'État. Au plus fort de la polémique « idéologique » entre les deux grands du communisme, les maoïstes proclamaient qu'ils ne baisseraient jamais leur drapeau rouge. Ils en sont venus, eux aussi, à faire ce qu'ils reprochaient à leurs adversaires. N'ont-ils pas, après le coup d'État de 1973, maintenu des relations avec la jeune chlienne, alors que, cette fois au moins, l'U.R.S.S. coupait les ponts ? N'ont-ils pas accueilli avec beaucoup d'honneur des hommes, tel M. Strauss, qui ont bâti leur réputation sur l'anti-communisme ?

L'important n'est plus pour les États communistes ce que pensent leurs interlocuteurs, mais ce qu'ils apportent. Dans bien des cas ils préfèrent avoir affaire à des conservateurs qui disposent du levier de la puissance.

(Lire page 8 l'article de Raymond Barrillon : « Le cœur de Moscou ne pencherait-il plus à gauche ? »)

**A EN JUGER PAR LES PREMIÈRES RÉACTIONS**

**M. Ford n'obtiendra pas du Congrès le vote de l'aide militaire de 722 millions de dollars réclamée pour le Vietnam du Sud**

**Vers un nouveau gouvernement à Phnom-Penh**

C'est finalement 722 millions de dollars que le président Ford a demandés aux Chambres réunies du Congrès, le jeudi 10 avril, pour l'assistance militaire au Vietnam du Sud, à justifié l'importance inattendue de cette somme par la nécessité de stabiliser la situation militaire pour permettre une négociation, mais les premières réactions des parlementaires ne doivent lui laisser aucune illusion sur ses chances de faire approuver sa requête. Quant au Cambodge, le chef de l'exécutif n'a pas caché son pessimisme : une aide éventuelle de la part des États-Unis arriverait désormais trop tard.

A Phnom-Penh, le chef de l'État intérimaire, M. Sautham Khoy a demandé vendredi au chef du parti démocrate cambodgien, M. Chau Sau — qui n'a participé à aucun cabinet depuis la chute du prince Sihanouk, — de former un nouveau gouvernement. M. Chau Sau souhaite cependant que l'actuel premier ministre, M. Long Boret, soit amené à proposer lui-même sa démission.

De notre correspondant

Washington. — « Le dernier discours de l'ère vietnamienne » Ce commentaire débattu fait à la télévision par M. Bundy, ancien conseiller du président Kennedy, exprime bien le sens profond de l'adresse « historique » du président Ford aux deux Chambres réunies. En fin de compte, le président, tout en reprenant de vieux arguments, sonnait le glas de la politique vietnamienne menée par ses prédécesseurs et approuvée par les Congrès successifs. Le discours présidentiel a, certes, surpris et déconcerté beaucoup de parlementaires et d'observateurs qui s'attendaient à un message conciliant, tenant compte de l'état d'esprit du Capitole et d'une majorité de l'opinion publique (75 % d'Américains, selon le dernier sondage Harris, se déclarent contre l'aide militaire au Vietnam et parmi eux 87 % acceptent le risque d'un « bain de sang » possible à la prolongation de l'assistance militaire au Vietnam. En effet, le président Ford a demandé presque 1 milliard de dollars d'aide d'urgence répartie entre 722 millions pour l'aide militaire et 250 millions pour l'aide économique et humanitaire, soit plus du triple des 300 millions de dollars demandés en janvier et que le Congrès refusait d'accorder. Par contre, le président ne demande plus rien pour le Cambodge, considérant que l'aide américaine en tout état de cause arriverait trop tard. Ce pays est pratiquement passé au compte des profits et pertes.

Pourquoi avoir demandé pour le Vietnam des crédits dont le président sait à l'avance qu'il seront sinon totalement refusés, du moins très sensiblement réduits ? A vrai dire, les milieux officiels ne se font pas d'illusions. Les premières réactions du sénateur Jackson et d'autres démocrates confirment un refus absolu. Mais l'éclairage donné du côté officiel au discours présidentiel corrige et atténue sensiblement les déclarations du chef de l'exécutif. « Nous soutiendrons nos amis, nous honorerons nos engagements, nous défendrons les principes de notre pays », a dit le président Ford.

HENRI PIERRE.  
(Lire la suite page 2.)

**PLACÉ SOUS LE SIGNE DE LA « RÉCONCILIATION »**

**Le voyage de M. Giscard d'Estaing en Algérie se poursuit dans un climat de grande cordialité**

« Une page est irrévocablement tournée », déclare le président Boumediène

Alger a réservé, jeudi, au président Giscard d'Estaing un accueil chaleureux et coloré. Le chef de l'État français et M. Boumediène ont même parcouru à pied durant environ 200 mètres une partie de la rue Didouche-Mourad (ex-rue Michelet) au milieu d'une foule nombreuse et amicale. Les deux chefs d'État ont eu ensuite un premier entretien en tête à tête au Palais du peuple, avant de visiter ensemble l'usine de la Sonacome de Bouzina, édifiée avec le concours de Barlet.

Dans la soirée, à l'issue du grand dîner qu'il offrait à ses hôtes français, le président Boumediène a affirmé avec force que leur présence prouvait qu'« une page était irrévocablement tournée ». M. Giscard d'Estaing, en se félicitant de la « réconciliation » entre Paris et Alger, a souligné que, dans leur lutte pour leur libération économique, les pays du tiers-monde étaient « tout ce qui ressemblerait à un défi ». Le président de la République a rappelé la volonté de son gouvernement de « mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour assurer la dignité et la sécurité des travailleurs algériens en France ».

Les deux chefs d'État se rendent ce vendredi à Constantine et à Skikda (ex-Philippeville).

De nos envoyés spéciaux

Alger. — La première journée du président Giscard d'Estaing en Algérie a manifestement été un succès. D'abord parce que depuis la visite officielle de M. Fidel Castro à Alger, en 1972, c'est au chef de l'État français que les Algériens ont réservé l'accueil le plus chaleureux. Il y avait quelque chose d'étonnant à entendre la foule, et plus particulièrement les enfants des écoles, scander : « Yâh Giscard ! », « Giscard ! Giscard ! », et aussi, pour la première fois, appeler leur président par son prénom, parce que la rime était belle en arabe : « Yâh Voléry ! Voléry Hour ! ». Certains avaient même confectionné de petits drapeaux tricolores, et on a entendu lancer à plusieurs reprises des « Vive la France ! ». Le soir, le journal télévisé de 20 heures en langue arabe a consacré vingt minutes à la visite. Vint ensuite une séquence de deux minutes sur l'entretien et le consulat d'Algérie, descriptif et sobre. On ne pouvait manquer d'être frappé par le contraste entre la chaleur de l'accueil et ces images de destruction. Le présentateur a posé deux questions, qui furent son seul commentaire : « Les Algériens sont-ils découverts, les coupables seront-ils châtiés ? La visite du président Giscard d'Estaing permettra-t-elle d'apporter une réponse à ces questions que l'on se pose une nouvelle fois ? » Aussitôt après la télévision a été retransmise intégralement en direct et en couleurs (procédé Secam) les toasts prononcés au début du dîner au Palais du peuple par le président et Mme Boumediène en l'honneur de M. et Mme Giscard d'Estaing et de leur suite.

Au chef de l'État algérien, qui avait prononcé un véritable discours-programme d'une haute tenue, le président de la République a répondu en employant pour la première fois le mot de « réconciliation ». « Il ne s'agit pas d'effacer le passé, a-t-il précisé, il s'agit de reconnaître le présent et de préparer l'avenir. » On lira en page 3 les passages essentiels de ces deux discours.

Dans l'après-midi, les deux chefs d'État s'étaient rencontrés en tête à tête pendant une heure trois quarts.

PAUL BALTA  
et THOMAS FERENCZI.  
(Lire la suite page 3.)

**L'honneur du geste**

Treize ans après la fin de la tragédie, la France est acclamée à Alger en l'honneur de son président.

« C'est encore trop tôt », avait dit, non sans quelque amertume, le général de Gaulle lorsque, peu avant qu'il quitte le pouvoir, une nouvelle invitation à la troisième, croit-on, — à se rendre en Algérie lui avait été remise. Pourtant l'indépendance de l'Algérie avait finalement été son œuvre, et il savait bien qu'il aurait été accueilli dans la grande ville toute blanche avec une attention particulière par les dirigeants, une chaleur sincère par le petit peuple. Mais les plates lui semblaient trop mal éclaircies, les souvenirs trop récents, pour qu'il pût se hasarder la France qu'il voulait incarner dans un voyage prématuré.

Son successeur confiant volontiers qu'il amènerait de faire, un jour peut-être, la visite ainsi retardée. Mais, n'ayant pas le prestige du général et plus prudent par tempérament, Georges Pompidou n'a jamais osé ce projet, d'ailleurs traversé à diverses reprises par les grincements des relations entre les deux pays.

Ainsi est-ce à M. Giscard d'Estaing qu'échoit le risque et l'honneur du geste. En le voyant remonter ce qui fut la rue Michelet aux côtés du chef de l'État algérien sous les vivats de la foule, en l'entendant prononcer les mots justes, les mots qu'il fallait dire, avec dignité et réalisme, comment ne pas être ému ? Comment ne pas avoir une pensée pour ces millions de morts innocents, les nôtres et les leurs et le drame des rapatriés ? Ces souffrances et ces violences toutes proches encore et en voie de s'éteindre, mais déjà souvenirs cruels sans doute mais déjà historiques, et puis aujourd'hui ses souvenirs, cette amitié, ces acclamations. Les peuples ont la mémoire courte, leur dit-on souvent. Il y a des moments où il est heureux vraiment qu'il en soit ainsi.

P. V.-P.

**L'AUTRE RÉFORME DE L'ENSEIGNEMENT**

par CHARLES DEBBASCH (\*)

Encore une réforme, est tenté de penser l'ensemble de l'opinion publique lorsqu'on lui parle de la dernière mutation envisagée pour l'école ! L'utilisation abusive, depuis des années, du thème de la réforme de l'enseignement explique sans doute que les citoyens blasés par de répétées appels au loup ne se portent plus au secours des ministres en passe d'être dévorés par la kyrielle de syndicats, d'associations ou de groupes de pression que l'éducation nationale sacrifie comme des antécoprs pour le proliférer des milieux extérieurs. Faut-il pour autant renoncer à adopter l'appareil éducatif à son école ?

L'abondance des réformes et leur fragilité s'expliquent, sans aucun doute, par la conception même qui préside à leur élaboration. Pour résoudre une crise brutale ou larvée, le ministre du moment se livre à un savant compromis entre les exigences des enseignants et de leurs représentants, la volonté des services des rues de Grenelle et de Fivoli, éventuellement sa propre opinion. Le Parlement intervient rarement et, si l'initiative est prise, elle est de droit, d'économie et des sciences d'Aix-Marseille.

Président de l'université de droit, d'économie et des sciences d'Aix-Marseille.

**AU JOUR LE JOUR**

**RÉCONCILIATION**

Il y a tout de même beaucoup de Français qui n'éprouvent pas un dessein particulier de se réconcilier avec l'Algérie. Pour la bonne raison qu'ils n'ont jamais été fâchés avec elle et qu'ils ne voient pas très bien pourquoi l'Algérie serait fâchée avec eux. Les guerres de libération engagent tout un peuple, mais les guerres coloniales s'engagent finalement que ceux qui les ont voulues.

N'est-il pas plus important de réconcilier la France avec les Français qui ont été en fin de compte les vaincus de cet épisode sans gloire d'une histoire inévitable ?

ROBERT ESCARPIT.

**LES DIVERGENCES ENTRE MÉDECINS ET SÉCURITÉ SOCIALE SE SONT BRUSQUEMENT AGGRAVÉES**

(Lire nos informations page 32.)

**FELICIEEN MARCEAU**

**LE CORPS DE MON ENNEMI**

ROMAN



**GALLIMARD**

**HISTOIRE**

**Robert Aron et l'épuration**

Avec ce quatrième volume de son « Histoire de l'épuration », Robert Aron achève la grande fresque qu'il avait mise en chantier il y a près de vingt-cinq ans et commencé à publier en 1954 avec l'« Histoire de Vichy » (en collaboration avec Georges Elgey), poursuivie avec l'« Histoire de la libération de la France » parue en 1959 (écrite, comme l'« Histoire de l'épuration », en collaboration avec Y. Garnier-Rizet). Les deux premiers volumes du dernier cycle décrivaient l'épuration politique (« De l'indulgence aux massacres », 1967 ; « Des prisons clandestines aux tribunaux d'exception », 1969) ; les deux derniers ont traité de l'épuration professionnelle dans « La monde des affaires » (1974) et enfin, avec cet ultime tome, dans la presse, la littérature, les arts, la vie administrative, syndicale et parlementaire.

C'est donc un tableau très ample des années cruciales de la guerre et de l'après-guerre, complété par une foule d'autres ouvrages (notamment « Les Grands Dossiers de l'histoire contemporaine », 1962 ; un « Charles de Gaulle », 1964, etc.), qu'a dressé Robert Aron essayiste politique et religieux en même temps qu'historien. Témoin de son temps, ses premiers livres, d'inspiration personnelle et fédéraliste, qui s'intitulaient « Décadence de la nation française » et « Le Cancer américain », remontent à près d'un demi-siècle.

PIERRE VIANNON-PONTÉ.  
(Lire la suite page 23.)

مكتبة الأصيل

# ASIE

## LA DÉFENSE DE SAIGON

### Les gouvernementaux affirment avoir repoussé les forces révolutionnaires à Xuan-Loc

Une accalmie était enregistrée vendredi matin, 11 mars, dans le secteur de Xuan-Loc (10 kilomètres à l'est de Saïgon), où une bataille jugée décisive pour le sort de la capitale sud-vietnamienne était en cours depuis mercredi matin. Le haut commandement de Saïgon a affirmé que les forces gouvernementales avaient été repoussées, abandonnant plus de quatre cents tués sur le terrain ainsi que neuf chars T-54.

Jeudi, des combats acharnés s'étaient livrés dans les rues menées de Xuan-Loc, où les forces adverses se disputaient le terrain maison par maison. Toujours selon le haut commandement sud-vietnamien, les éléments des forces révolutionnaires qui avaient réussi à pénétrer à l'intérieur de la ville ont finalement été repoussés et vendredi matin seules quelques escarmouches étaient signalées à la périphérie de l'agglomération.

C'est la première fois depuis la chute de Ban-Me-Thuot, le 10 mars, que les forces gouvernementales se battent réellement pour défendre leurs positions. Des unités d'élite sont engagées dans le secteur de Xuan-Loc et ont reçu mission de ne céder le terrain à aucun prix. Elles seraient pour l'instant légèrement supérieures en nombre à leurs adversaires. Ce dernier point amène cependant plusieurs observateurs à s'interroger sur la suite des événements, au cas où les forces révolutionnaires, qui disposent de troupes fraîches venant des parties septentrionales et centrales du pays, décideraient de lancer des offensives supplémentaires dans la capitale. L'envoi de renforts gouvernementaux serait alors problématique.

Il n'est un secret pour personne, indique en effet notre envoyé

## Vietnam du Sud

### M. Ford n'obtiendrait pas du Congrès l'aide militaire demandée

(Suite de la première page.)

Il ressort clairement des explications de collègues que le gouvernement américain s'engage dans une opération de retraite en bon ordre, tant sur le plan diplomatique que militaire. Parce que le président s'adressait à trois auditoires à la fois : au Vietnam, à ses concitoyens et à l'opinion internationale, son discours ne pouvait être qu'ambigu. S'il avait annoncé ou même laissé prévoir la fin ou une réduction très nette de l'aide

américaine, ses propos auraient provoqué un désastre au Vietnam, une panique chaotique dont les civils américains stationnés à Saïgon risqueraient d'être les victimes. L'objectif recherché est d'arriver à « un certain degré de stabilisation militaire » permettant d'ouvrir des négociations « ordonnées » avec les parties intéressées, à commencer par les gouvernementaux de Saïgon et de Hanoï. « Une négociation sous une forme ou sous une autre est maintenant

probable », assure-t-on au plus haut échelon du gouvernement, mais ses chances de succès dépendent d'une amélioration de la situation militaire et, si possible, d'un retour à l'équilibre. En fait, à défaut d'une aide militaire d'urgence, les officiers craignent de perdre leurs moyens de pression sur le gouvernement de Saïgon et d'exposer les ressortissants américains à la vindicte ou aux représailles de leurs protégés.

D'où le choix fait par le président Ford d'accepter les recommandations du général Westland d'augmenter les demandes de crédits militaires et humanitaires.

Mais pourquoi avoir si massivement augmenté la note ? Parce que, dit-on ici, la situation est aujourd'hui bien différente de ce qu'elle était en janvier, au moment de la demande initiale de 300 millions de dollars. D'autre part, si le Congrès refuse cet effort massif, le gouvernement aura démontré à l'opinion internationale et d'abord aux Asiatiques, qu'il a fait l'impossible pour tenir ses engagements. A cet égard, on insiste beaucoup, à l'attention des étrangers, sur le fait qu'en renonçant à agir les Etats-Unis auraient perdu de leur crédibilité tant auprès de leurs alliés que de leurs adversaires. Nous ne voulons pas rouvrir le débat, entretenir la récrimination, ment en substance les officiels mais les obligations et les devoirs qu'impose aux Etats-Unis leur rôle mondial subsistent et nous devons les préserver. En fait, et bien qu'on se demande en haut lieu de chasser un bouc émissaire, un refus du Congrès établirait clairement les responsabilités.

Pour sa part, le gouvernement veut agir. Sur le plan diplomatique, il demande à Hanoï de cesser ses opérations militaires, et aux signataires des accords de Paris, notamment à l'Union soviétique et à la Chine, d'user de leur influence pour faire arrêter les combats. En plus des crédits supplémentaires, le président Ford demande au Congrès de

clarifier le « user power act », afin de lui permettre d'employer des troupes américaines dans le but limité de protéger l'évacuation des Américains et de ceux des Sud-Vietnamiens dont la vie est en danger (selon le Pentagone, un million cinq cent mille personnes « courent un grand risque » et deux cent mille « sont en danger de mort »). Cette demande provoque déjà de vifs remous au Capitole, dans la mesure où elle permettrait au gouvernement de faire débarquer des troupes sur le territoire vietnamien, créant ainsi un risque de complications militaires sérieuses pouvant mener à un état de quasi-belligérance. Mais, d'autre part, il est difficile au Congrès de refuser à des citoyens américains menacés la protection souhaitable. Le président espère que cette autorisation ne sera pas nécessaire, mais, compte tenu de l'urgence, il demande au Congrès de se prononcer à ce sujet aussi bien que sur ses autres demandes d'ici le 19 avril.

Le reste du discours présidentiel n'a rien ajouté de nouveau aux positions connues du gouvernement des Etats-Unis, sinon qu'il aurait prochainement des consultations avec les dirigeants australiens, néo-zélandais, indonésiens et de Singapour, invités à se rendre à Washington.

Pinalement, le président Ford a adressé au Congrès un nouvel appel à la coopération entre le législatif et l'exécutif : « L'histoire nous met à l'épreuve. Nous ne pouvons nous permettre l'indiscipline, la désunion ou le désordre dans la conduite des affaires étrangères. (...) Je demande au Congrès d'aider à maintenir le renom de l'Amérique à travers le monde. Nous sommes une seule nation, un seul gouvernement et nous devons avoir une seule politique étrangère. » Mais beaucoup de membres du Congrès constatent que l'appel à l'unité du président implique que le Congrès se rallie aux points de vue de la Maison Blanche.

HENRI PIERRE.

# PROCHE-ORIENT

## Israël

### SELON « HAARETZ »

### Deux émissaires soviétiques auraient fait une visite discrète à Jérusalem

De notre correspondant

Jérusalem. — Le grand quotidien indépendant *Haarets* annonce, de vendredi 11 avril, sous un titre couvrant plus de la moitié de sa première page, la visite discrète qu'aurait effectuée récemment en Israël deux émissaires soviétiques. Les deux émissaires, dont les noms et les titres ne sont pas indiqués, se seraient entretenus avec MM. Rabin et Allon, afin de leur exposer le point de vue de Moscou sur le meilleur moyen de sortir de la crise du Proche-Orient. En échange d'une renonciation d'Israël à la totalité des territoires occupés lors de la guerre de 1967, l'U.R.S.S. serait prête non seulement à rétablir ses relations diplomatiques avec l'Etat juif, mais aussi à garantir ses frontières. La visite de ces émissaires aurait été convenue au cours de nombreux entretiens qu'aurait eus à Washington les ambassadeurs israélien et soviétique, MM. Simha Dinitz et Anatole Dobriline.

Selon *Haarets*, les envoyés de Moscou se seraient efforcés de démontrer à leurs interlocuteurs de Jérusalem que, après l'échec de la mission Kissinger, seul un règlement global avec l'ensemble des pays arabes aurait des chances de succès. Possédant que la conférence de Genève est le meilleur moyen de parvenir à un tel règlement, Moscou serait prêt, pour lui apporter la voie, à renoncer à une représentation directe

### M. Allon attendu à Washington

Interrogés ce vendredi matin, les officiels israéliens se sont déclarés dans l'impossibilité de confirmer ou de démentir ces révélations. Au ministère des affaires étrangères, on a ajouté qu'Israël avait toujours soutenu la réhabilitation des relations diplomatiques avec l'Union soviétique et qu'aucun effort n'aurait jamais été négligé dans ce but par Jérusalem. Vraies ou fausses, ces révélations viennent à un moment particulièrement délicat, Jérusalem s'apprête en effet à renouer avec Washington un dialogue qui a récemment rompu dans la nuit du 22 mars par l'échec de la mission Kissinger et s'interroge non sans inquiétude sur le résultat de la réunion de Genève et de la politique américaine au Proche-Orient.

Dans l'attente des conversations qu'aura M. Allon à Washington jeudi prochain et l'occasion d'une tournée de conférences, on indique à Jérusalem que rien n'est changé au sujet d'un règlement avec l'Egypte et que cela sera confirmé par le conseil des ministres de dimanche. On s'en tient ici à l'exigence d'un engagement égyptien de caractère politique — comme, par exemple, la non-belligérance — en échange de concessions territoriales substantielles. Jérusalem veut bien faire comprendre que M. Allon « ne va pas à Canossa », il n'est pas question de consentir au jour d'aujourd'hui ce qui a récemment refusé au secrétaire d'Etat américain.

### ANDRÉ SCÉAMAMA.

La Conférence nationale de la section française au Congrès juif mondial aura lieu les 12 et 13 avril 1975, au centre Rachi (Broca), 30, bd de Port-Royal, Paris-8<sup>e</sup>. La séance d'ouverture, samedi 12 avril, à 20 h. 45, sera accessible au public sur invitation. Y prendront notamment la parole M. Raymond Aron, sur « Le monde face à la crise », et M. Nahum Goldmann, président du Congrès juif mondial, sur « Le peuple juif face à un monde en mutation ».

## LE DISCOURS DU PRÉSIDENT AMÉRICAIN

### « Nous ne pouvons abandonner nos amis... ni permettre que la détente puisse être utilisée pour pêcher en eau trouble »

Nous publions ci-dessous les principaux extraits du discours prononcé par le président Gerald Ford.

#### ● VIETNAM.

« La situation au Vietnam du Sud est de très grande importance. Elle est essentielle à la sécurité collective de l'Alliance atlantique. Je demande donc au Congrès de lever l'embargo sur les armes destinées à notre allié turc. En même temps, et pour renforcer le gouvernement démocratique en Grèce (...), nous étudions un projet d'aide économique et militaire. Nous soumettrons prochainement des demandes précises au Congrès à ce sujet. »

#### ● TURQUIE.

« La Turquie est située en bordure de l'Union soviétique et elle est essentielle à la sécurité collective de l'Alliance atlantique. Je demande donc au Congrès de lever l'embargo sur les armes destinées à notre allié turc. En même temps, et pour renforcer le gouvernement démocratique en Grèce (...), nous étudions un projet d'aide économique et militaire. Nous soumettrons prochainement des demandes précises au Congrès à ce sujet. »

#### ● PROCHE-ORIENT.

« Nous avons accepté en principe de convoquer la conférence de Genève, et nous sommes prêts à utiliser d'autres forums (...). Nous avançons dans toutes les directions qui paraissent les plus favorables, soit vers des accords intérimaires, si les parties le désirent. N'acceptons pas la stagnation ni l'impasse. »

#### ● ALLIANCE ATLANTIQUE.

« Nos relations avec l'Europe n'ont jamais été meilleures (...). Il est temps de faire le point, de réfléchir sur notre avenir, de réaffirmer notre cohésion et notre destin commun. C'est pourquoi j'espère rencontrer les autres leaders de l'Alliance atlantique à un « sommet » occidental dans un très proche avenir. »

#### ● UNION SOVIÉTIQUE.

« Une combinaison de fermeté et de souplesse, les Etats-Unis ont au cours des dernières années jeté les bases de relations plus sûres [avec l'U.R.S.S.] fondées sur l'honnêteté et le respect mutuel. Mais nous ne pouvons espérer que l'Union soviétique se montre modérée si les Etats-Unis sont prudents et faibles. Nous sommes prêts à discuter sur notre avenir, de réaffirmer notre cohésion et notre destin commun. C'est pourquoi j'espère rencontrer les autres leaders de l'Alliance atlantique à un « sommet » occidental dans un très proche avenir. »

## La France est mieux placée que quiconque pour agir au Vietnam

écrit un quotidien de Saïgon

Un seul quotidien de Saïgon, le *Trang Den* (indépendant) a commenté, jeudi 10 avril, la déclaration dans laquelle le président Giscard d'Estaing préconise l'application des accords de Paris et la réunion d'un conseil national de réconciliation au Vietnam. Le *Trang Den*, écrit *Trang Den*, se trouve dans une situation plus favorisée que quiconque pour agir au Vietnam. Elle a, en effet, écrit le journal, la possibilité de prendre contact avec chacune des neuf parties co-signataires.

#### ● A GENEVE, les représentants du groupe des pays non alignés, réunis jeudi, ont affirmé que « seul un nouveau gouvernement à Saïgon, décidé à mettre en œuvre les clauses de l'accord de Paris, peut mettre fin à la guerre au Vietnam ».

« A PARIS, au cours de sa réunion hebdomadaire, le bureau politique du parti communiste a déclaré qu'il est « urgent que le gouvernement français rompe enfin toutes relations » avec les représentants de Phnom-Penh et reconnaisse « sans délai » le gouvernement royal d'union nationale du Cambodge. « Il est urgent, indique-t-il également, qu'au-delà des déclarations, le gouvernement français agisse effectivement pour l'application des accords de Paris, dont le respect suppose la non-ingérence des Etats-Unis dans les affaires du Vietnam, le départ de Thieu, agent de l'impérialisme américain. »

« D'autre part, M. Chalandon, secrétaire général adjoint de l'U.D.F.R., constate, dans une déclaration remise à la presse, l'occasion des déclarations de M. Giscard d'Estaing sur le Vietnam et de sa visite à Alger, « la continuité d'une politique française faite d'ouverture et d'honnêteté vis-à-vis du Vietnam et d'ini-

## Cambodge

LES KHMERS ROUGES SONT A 3 KILOMÈTRES DE L'AÉROPORT DE PHNOM-PENH

Phnom-Penh. — Les Khmers rouges sont parvenus à se rapprocher à moins de 3 kilomètres de l'aéroport de Pochentong, le jeudi 10 avril, à la suite d'une fausse manœuvre des forces républicaines. Celles-ci ont fait un erreur de tir qui a provoqué la mort d'une trentaine de leurs hommes et en a blessé de nombreux autres. Les révolutionnaires ont ainsi pu installer leur avant-poste immédiatement au nord de l'aéroport, en menaçant directement les pistes d'envol. De sources officielles, la capitale cambodgienne, on déclare que « la sécurité de l'aéroport est réduite actuellement au strict minimum ».

Les défenseurs de Phnom-Penh ont également abandonné, vendredi, le village de Khnoum, situé à 6 kilomètres au nord-ouest de la capitale. Les Khmers rouges n'ont jamais été aussi près de la ville dans ce secteur. (A.F.P., U.P.I.)

## Sikkim

### Le Parlement vote l'abolition de la monarchie et le rattachement du territoire à l'Inde

New-Delhi (A.F.P., U.P.I., A.P., Times). — L'Assemblée législative du Sikkim, petit royaume himalayen situé aux confins de l'Inde, du Bhoutan, du Népal et de la Chine, a voté, jeudi 10 avril, en faveur de l'abolition de la monarchie et du rattachement pur et simple du territoire à l'Union indienne. La population sera appelée, lundi prochain, à entériner ce vote par référendum.

Le vote de l'Assemblée sikkimaise — où le Congrès du Sikkim, parti pro-Inde, dispose de la quasi-totalité des sièges — a eu lieu au lendemain d'affrontements entre l'armée indienne et la garde personnelle du souverain, le chogyal (le *Monde* du 11 avril). Selon le ministère indien des affaires étrangères, les troupes indiennes ont une vision est stationnée sur le territoire du Sikkim — sont intervenues à la demande du chef du gouvernement local, M. Dorji, qui avait accusé les gardes du palais d'avoir, à deux reprises, lundi et mardi, ouvert le feu sur des

manifestants désarmés exprimant leur opposition au souverain.

Protectorat de fait, le Sikkim avait changé de statut en septembre 1974. A la suite d'une vigoureuse campagne menée par M. Dorji, un vote du Parlement de New-Delhi lui avait conféré le statut d'Etat associé à l'Union indienne. Il compte, depuis lors, deux représentants dans le Parlement indien. Bien que le souverain n'ait plus qu'une fonction honorifique, M. Dorji n'en continuait pas moins de réclamer sa destination.

Il émettait les « mandats anti-constitutionnels » du chogyal. Le ministre indien des affaires étrangères, M. Chavan, a adressé, jeudi, une lettre au souverain pour lui demander de s'adapter aux changements démocratiques nécessaires dans son royaume. Mme Gandhi a, d'autre part, assuré M. Dorji de son soutien total, « spécialement lorsque la préservation et le renforcement d'un gouvernement démocratique et le bien-être du peuple du Sikkim sont en jeu ».

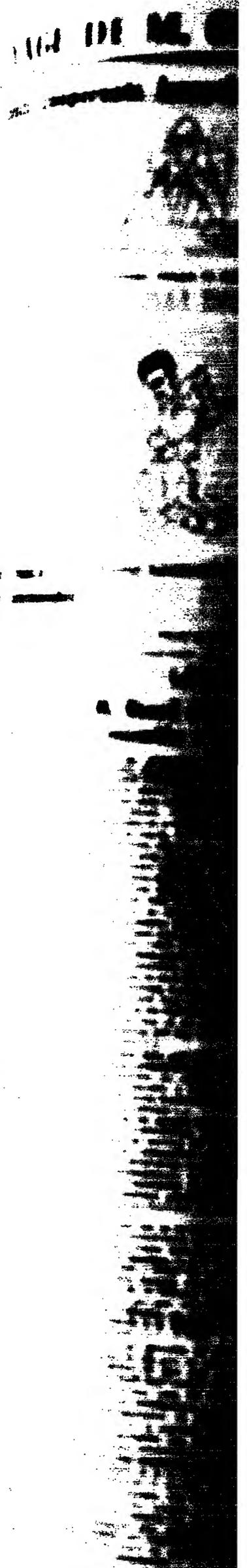
**Av. des Ternes Paris 17<sup>e</sup>**

**Studios, 2, 3, 4, 5, 6 pièces 5 500 F le m<sup>2</sup>.**

Livraison : 3<sup>e</sup> trimestre 1975  
Renseignements et vente sur place lundi, jeudi, vendredi de 14 h à 19 h. Samedi

et dimanche de 10 h à 19 h.  
et GEIC : 52, Champs-Élysées 75008 Paris  
Téléphone 254.78.78.  
Réalisation SERDI.

صك: امن الاصل



# LE VOYAGE DE M. GISCARD D'ESTAING EN ALGÉRIE

## Cinq mille deux cents coopérants français

C'est avec l'Algérie que la coopération culturelle, scientifique et technique est la plus développée. Les dépenses françaises à ce titre s'élevèrent à 173 millions de francs en 1974, ce qui représente le quart du budget global de la coopération culturelle du ministère des affaires étrangères. A titre de comparaison, les dépenses seront de 109 millions pour le Maroc et de 21 millions pour le Québec ; 80 % des crédits seront à la rémunération des coopérants. Leur nombre total s'élevait au 1<sup>er</sup> janvier 1975, à cinq mille deux cents.

Dans le domaine culturel, les coopérants assurent pour l'essentiel les tâches d'enseignement. Les effectifs dans ce secteur s'élevèrent, pour l'année 1974-1975, à 2 426 coopérants civils et 609 volontaires du service national actif, encore dénommés V.S.N.A. : 1 779 coopérants travaillent dans l'enseignement moyen et secondaire et 647 dans le supérieur. Les autorités algériennes soulignent que ces chiffres sont encore insuffisants.

Dans les facultés, les coopérants sont pour la plupart des assistants français employés de l'Université algérienne, mais les enseignants de haut niveau sont en nombre insuffisant.

Dans le secteur de la coopération technique, les effectifs s'élevèrent au 1<sup>er</sup> janvier 1975, à un total de deux mille cent vingt

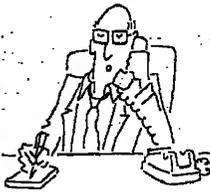
personnes, dont mille cent soixante-trois volontaires du service national actif.

Dans leur majorité, les coopérants sont affectés à des tâches de formation ou de conseil. Ils sont présents à peu près dans tous les secteurs d'activités, et tout particulièrement dans le secteur (environ 500) l'agriculture (environ 400), l'industrie (500), les services publics (300), etc.

Depuis quelques années les crédits consacrés aux bourses et aux missions de courte durée ont connu une sensible augmentation. Ils se montent en 1975 à près de 8 millions de francs.

Un certain nombre de Français — environ cinq cents — ont été recrutés directement par des administrations ou des sociétés nationales algériennes. Leur activité est régie par des contrats précis, d'où le nom qui leur est donné de « cadres coopérants ». Leur statut est à tous égards beaucoup plus proche de celui des fonctionnaires algériens que de celui des coopérants, dont ils ne tiennent ni les garanties ni le salaire.

Enfin, quatre cent cinquante enseignants français exercent dans les établissements de l'enseignement supérieur et culturel français en Algérie fréquentés par ordre de priorité par les enfants de la communauté française et des couples mixtes et des étrangers francophones.



COOPERANT FRANÇAIS EN ALGÉRIE



COOPERANT ALGÉRIEN EN FRANCE

840 000 ALGÉRIENS VIVENT EN FRANCE

Sur quelque 4 millions d'étrangers résidents en France, environ 840 000 sont de nationalité algérienne (contre 798 000 au 1<sup>er</sup> janvier 1973). Bien que cette immigration ait diminué après l'interdiction des départs vers la France décidée par le gouvernement d'Algérie à la suite des événements racistes de l'automne 1973, la population d'origine algérienne reste la plus importante, devant les communautés portugaise (310 000 membres environ), italienne (272 000), espagnole (270 000), marocaine (269 000), tunisienne (148 000) et yougoslave (79 000). Le nombre de familles algériennes vivants en France est évalué à 75 000, dont 15 000 ménages mixtes. Les jeunes comptent quelque 225 000 enfants et adolescents de moins de seize ans, et 85 000 jeunes gens de seize à vingt-cinq ans. Le taux d'activité de cette population algérienne est de 55 %, alors qu'il est de 48 % pour l'ensemble des autres étrangers et seulement de 40 % pour la population française. Les Algériens travaillent pour la plupart dans le bâtiment et la métallurgie et jouent un rôle important dans ces deux secteurs. La moitié d'entre eux sont des manœuvres et plus du tiers des O.S. Les accords bilatéraux sur la main-d'œuvre prévoyant que le taux des Algériens admis à la formation professionnelle des adultes serait de 45 % de l'ensemble des étrangers. Toutefois, ce taux n'a été atteint qu'en 1965, et semble avoir diminué depuis lors malgré l'ancienneté de l'immigration algérienne.

## Libres opinions

### MERVELLE ! OU CHEMIN DE DAMAS

par ROBERT DE MONTVALON (\*)

MERVELLE ! Paris-Match se vante à la description de l'Algérie nouvelle et le *Parisien libéré* brûle de voir sa nouvelle passion pour l'islam ce qu'il a adoré : l'Algérie française. Les caméras de notre télévision fouillent les coins et les recoins de ce pays, nous le montrent fier, simple, travaillant, aimable, « normal », quoi ! Un vrai pays avec de vrais hommes. Et les anciens dévots de l'Algérie française célèbrent avec éclat l'Algérie algérienne. Décidément, la V<sup>e</sup> République, c'est la rue du Faubourg-Saint-Honoré transformée en chemin de Damas.

On se frotte les yeux. On en voit trente-six chandelles. On pleure d'étonnement. La mariée est belle ! Vive la mariée !

Mais les larmes n'ont jamais empêché de songer.

Qu'ils ont de tous dans leur sac, nos fameux mass media ! Un claquement de doigts — de doigts augustes, — et ce qu'ils nous décrivent comme carpe apparaît sous les traits d'un lapin, ce qu'ils peignent en noir devient blanc comme neige, ce qu'ils balisent prend le parole. Pour mettre le paquet, on peut dire qu'ils mettent le paquet. Ils ont la conversation appuyée.

Mais pourquoi cette grande conversion ? Parce que l'Algérie a gagné la guerre, parce qu'elle est notre premier client et notre premier fournisseur, parce que la Méditerranée est petite. Bref, parce que nous ne pouvons plus faire autrement. On ne choisit l'ouverture qu'après avoir épuisé les joies de la fermeture, la dépossession qu'après avoir possédé à en crever, la liberté qu'après avoir essayé la contrainte.

Tout comme on n'a mis fin à la traite des noirs que lorsque le muscivore de négro a cessé d'être le moins chère des sources d'énergie.

Alors, la politique, c'est quoi ? L'art du possible, disent les seigneurs. Mais qui décide de ce qui est possible ? Ceux qui, après de longues prudences, cueillent le fruit qui est mûr tout simplement parce qu'il est mûr (ils en auraient sans être mangé un autre), ou ceux qui travaillent à rendre possible ce que les seigneurs du moment jugent impossible parce que c'est incompatible avec leur pouvoir ?

Nous pourrions avoir aujourd'hui une pensée pour ceux-ci, ces hommes et ces femmes nommés... Mais ne donnons pas de noms. Ils sont trop.

On nous dit que, en politique, il y a la droite et la gauche, les exploitants et les exploités. Il y a aussi ceux qui organisent la victoire et ceux qui mettent leur pied dans la porte pour éviter qu'elle ne se reforme. Ils font confiance aux courants d'air. Peut-être parce que courant d'air est le petit nom de l'Esprit.

Ils ont encore du travail devant eux.

(\*) Ecritain.

## DANS LE CADRE DU DEUXIÈME PLAN QUADRIENNAL

### L'Algérie a déjà passé en France pour 3 milliards de francs de commandes

Le deuxième plan quadriennal algérien prévoit un investissement annuel de 110 milliards de francs, soit environ 130 milliards de francs. Au mois de novembre 1974, M. Belaid Abbesselem, ministre algérien de l'industrie et de l'énergie, a fait en France une visite d'une dizaine de jours à la tête d'une importante délégation de dirigeants des sociétés nationales afin de voir dans quelle mesure les industriels français pourraient participer à la mise en œuvre de ce plan.

Il est difficile de chiffrer déjà de façon précise l'impact de cette mission. Mais le C.N.P.F. a annoncé qu'un certain nombre de contrats avaient été signés en décembre et en janvier avec le ministre algérien de l'industrie et de l'énergie. Le montant total sur 2 979 millions de francs et concernent notamment la fourniture à la Société nationale des chemins de fer algériens de cent cinquante-cinq voitures de banlieue et de trente-quatre fourgons, la livraison d'autocommutateurs téléphoniques correspondant à une capacité de cent vingt-cinq mille lignes, la construction d'une usine d'ammoniac à Annaba, la réalisation d'une cimenterie à Constantine et d'une autre à Beni-Saf.

Un certain nombre de projets sont à l'heure actuelle en cours d'étude ou de négociation. Parmi les plus importants, on peut citer l'investissement d'un complexe sidérurgique de 10 à 12 millions de tonnes de capacité dans l'Ouest algérien, la mise en place d'une usine de fabrication de véhicules particuliers à Oran (100 000 unités par an), la livraison d'une usine de fabrication de moteurs à Djijel (100 000 unités par an) et de nombreux autres projets dans les secteurs des industries électriques et électroniques, des matériaux de construction, des industries chimiques, textiles, de la cellulose, du bois, etc.

Au total, le C.N.P.F. attend actuellement au minimum quelque 20 milliards de francs de commandes. Les usines devant être livrées non plus « clés en main » comme par le passé, mais par contrats en qualité de partenaires, les usines algériennes doivent donc accepter la responsabilité de former les cadres locaux qui feront fonctionner l'usine et fabriqueront le produit confectionné en usine, comme en quantité aux normes prévues par le contrat.

Pour chaque projet, le financement est assuré pour 50 % par l'Algérie et pour 50 % par des prêts. Dans ces conditions, les industriels français estiment indispensable de bénéficier de garanties plus étendues que celles dont ils disposent actuellement. Ce problème est à l'étude.

D. J.

## UN CLIMAT DE GRANDE CORDIALITÉ

(Suite de la première page.)

Après cet entretien ils s'étaient rendus à Bouïba, une localité située à vingt-sept kilomètres à l'est de la capitale, dans la zone industrielle. Ils ont visité la usine de fabrication de véhicules industriels de la Société nationale de mécanique (SONACOME), qui est considérée de part et d'autre comme un modèle de coopération. Pendant son séjour, M. Giscard d'Estaing et M. Boumediène ont été guidés par M. Daoud Akrouf, le président de la SONACOME, ont parcouru les différents ateliers au milieu du roulement des moteurs, du vacarme des presses, du grincement des têtes : centre de formation, bâtiment de mécanique, forge, services généraux, bâtiment d'emboutissage et de montage, aucun des aspects de la fabrication n'a été négligé. Le président français, posant question sur question, s'est montré curieux de tout, se faisant préciser de nombreux détails. A ses côtés, le président algérien, absorbé dans ses pensées, fumait sigare sur sigare. M. Giscard d'Estaing a surtout été intéressé et impressionné par le travail spectaculaire des forges à vapeur et par la puissance de la presse de 3 000 tonnes. L'une des plus puissantes du monde. Il est sorti à plusieurs reprises du groupe des officiels pour aller à la rencontre des ouvriers en serrant de nombreuses mains.

Alors qu'il allait quitter l'usine, le président français a reçu un cadeau : les élèves du centre de formation de la SONACOME lui ont offert dans un coffret une pièce en acier qu'ils avaient confectionnée.

A l'issue de la visite, le chef de l'Etat a indiqué que l'entreprise qu'il venait de voir donnait un bon exemple de ce que pouvait être la coopération entre la France et l'Algérie.

PAUL BALTA et THOMAS FERENCZI.

## LES DISCOURS DES DEUX CHEFS D'ÉTAT

### M. Giscard d'Estaing : Tout ce qui peut ressembler à un défi doit être rejeté

Voici les principaux passages du discours prononcé par M. Valéry Giscard d'Estaing à Alger le 10 avril 1975.

« Chacun ressent que la venue en Algérie, sur votre invitation, du chef de l'Etat français, treize ans après l'indépendance de votre pays, exprime aux yeux du monde, mais ce qui est plus important, vis-à-vis de nous-mêmes, qui nous obligeons bien, la réconciliation amicale de nos deux pays. Sans doute, cette réconciliation était-elle déjà entrée peu à peu dans les faits. Il restait à en prendre acte au niveau des plus hautes responsabilités politiques, par cette visite dont vous avez dit vous-même qu'elle n'était à nul autre pareille (...). Nous pouvons aller plus loin. J'ai la conviction, en effet, que dans le monde où nous vivons, placés là où nous sommes, et nous constatons comme nous nous connaissons, les Français et les Algériens ont des choses à se dire, et les Algériens et les Français ont des choses à faire ensemble (...).

« Nos deux pays sont ainsi, plus que d'autres, conscients de la nécessité de chercher en commun les moyens de parvenir à l'édification d'un nouvel ordre économique, plus juste et plus efficace (...).

« Sur tous les aspects de la vie économique internationale, l'Algérie a un corps de doctrine qui vise à remettre au déséquilibre existant entre pays industrialisés et pays en voie de développement, et à tenir compte de l'émergence de nations nouvelles, justement anxieuses d'assurer la valorisation de leurs richesses (...).

« Bien avant que ne se produisent les tensions économiques que nous connaissons, j'avais déclaré à la ONUCED, à Santiago, il y a trois ans, qu'il était temps de considérer l'espèce humaine comme un tout, sur le plan de sa loi commune collective, et qui doit chercher à traiter les problèmes de l'industrie et de l'inégalité à la dimension de la terre entière (...).

« Depuis, les difficultés se sont développées et ont pris un caractère d'urgence. Je suis plus que jamais convaincu que l'analyse faite par de nombreux pays du tiers-monde sur les conséquences à tirer de la désorganisation du système monétaire et sur la nécessité d'une nouvelle organisation des rapports entre les pays industrialisés et les autres, est très largement justifiée. Le régime absolu de la loi du marché n'est ni rationnel ni accepté, qu'il s'agisse de l'énergie des matières premières ou des produits alimentaires, surtout lorsque les déséquilibres existants sont aggravés par une inflation qui engendre partout l'incertitude, réduit les ressources et dérègle les mécanismes.

« Entre la France et l'Algérie existent des convergences certaines. Cela ne signifie pas que nos vues doivent nécessairement être identiques. Mais nous sommes convaincus les uns et les autres que tout ce qui peut ressembler à un défi doit être rejeté, car les défis mènent à la confrontation, et la confrontation au désastre collectif. C'est pourquoi

### M. Boumediène : un avenir libéré de toute rancœur

Le président Boumediène a déclaré notamment, à l'issue du dîner offert à M. et Mme Giscard d'Estaing :

« Il y a treize ans, par un printemps de douleur et de désespoir, chargé de menaces et déjà de promesses, des armes se talaient enfin sur la terre algérienne.

« Que votre visite s'accomplisse aujourd'hui, par cet autre printemps de travail et de sérénité, nous paraît être la preuve que la vertu du temps et la sagesse des hommes peuvent se conjurer pour puiser dans le passé le ferment d'un avenir libéré de toute rancœur et de toute rançune (...).

« Une page est tournée, irréversiblement tournée, et votre présence (parmi nous) nous en affirme l'évidence pérenne (...).

M. Boumediène évoque alors la « lucidité » du général de Gaulle :

« Il est à l'honneur de nos deux peuples, au lendemain d'un conflit long et cruel qui les avait marqués dans leur chair et dans leur esprit, d'avoir voulu, par-delà les blessures et les ressentiments, tracer la voie à une forme de relations nouvelles. Ce pari fut rendu possible par la générosité clairvoyante du peuple algérien, qui sut transcender ses souffrances pour regarder vers l'avenir... et grâce aussi à la lucidité de celui-là que sa patrie profane porta d'un jour le fruit de sa sagesse : une France remontée du désespoir.

« Cet homme-là, devant-il ajouter, s'il nous fit la guerre — et il nous la fit, — ne pouvait nier sans se déshonorer lui-même que notre combat brûlait de cette flamme qu'il communiqua en son temps à la France asservie. Il restera aussi à sa gloire d'avoir vu suffisamment loin pour que des perspectives s'ouvrent à nos deux peuples par-delà les problèmes en suspens.

« Abordant ensuite le problème de la coopération, le chef de l'Etat algérien a assuré :

« En vérité, il s'agissait tantôt d'une entreprise que d'une éthique. Du fait même que nos deux pays, liés jusqu'ici par des rapports de domination, décidèrent d'établir entre eux une relation d'un type nouveau, il était prévisible, voire inévitable, qu'il en résulte des ambiguïtés et des incompréhensions.

« Le problème est qu'il ne s'agissait pas, finalement, d'accorder des intérêts divergents. La coopération n'est pas seulement pour nous une plate-forme d'accords, la somme d'échanges réciproquement bénéfiques, et nous devons nous correspondre et tenir compte de la dialectique de nos propres devenir (...).

« C'est parce que l'Algérie a eu une vue claire de l'avenir que les péripiéties, qui ont pu marquer nos rapports dans un passé récent, nous ont toujours confirmés dans notre volonté d'éviter l'irrésolvable. Ces péripiéties — et le fait même que la coopération leur ait survécu — témoignent que nous avons raison de croire, et de continuer à croire, à ce type de relations avec votre pays. La meilleure preuve en est qu'aujourd'hui il n'y a plus de contentieux majeur entre l'Algérie et la France (...).

« Le président algérien a poursuivi : « La coopération entre nos deux pays, qui connaît le soutien de ses devoirs et la somme d'intérêts en jeu, trouve son point d'appui et de rencontre original et sensible dans la volonté des échanges humains. Certains ont même évalué le gain que retirera votre pays et le bien de la présence d'une immigration algérienne en France pour dresser le bilan froid des avantages et des bénéfices. Nous sommes ici en vérité devant un legs du passé qui a contraint l'Algérie à l'exil pour trouver un emploi qu'il ne pouvait trouver chez lui. S'il est juste de le reconnaître en tant qu'acte économique, il importe de l'accepter dans sa totalité en tant que porteur de culture et de civilisation. C'est justement pour sauvegarder et rappeler ces impératifs de dignité et de sécurité que nous avons été amenés à décider de la suspension du courant migratoire. C'est dire combien nous sommes attentifs aujourd'hui aux conditions de vie et de travail de nos compatriotes émigrés. Nous ne doutons pas que ces préoccupations sont partagées. »

Enfin, après un hommage aux coopérants français, M. Boumediène a évoqué les points de convergence entre les diplomates français et algériens, et conclu son discours par ces mots : « Désormais, monsieur le président, je puis affirmer que nous sommes à même d'ouvrir une page nouvelle dans les rapports entre nos deux pays et les relations entre nos deux peuples. »

après l'aide militaire demandée

Le Parlement votera l'abolition de la monarchie et le rattachement du territoire à l'Inde

**Av. des Ternes Paris 17<sup>e</sup>**

Modèles 2, 3, 4, 5, 6 pièces  
3 500 F le m<sup>2</sup>.

**BALLY**

BALLY monsieur

**LE MONDE DIPLOMATIQUE**  
du mois d'avril est paru

سكيات الأهل

EUROPE

L'ENTRETIEN DE SOLJENITSYNE AVEC DES JOURNALISTES A PARIS

Quel phénomène. Soljenitsyne peut s'entretenir pendant trois heures un quart avec des journalistes, comme il l'a fait jeudi 10 avril à Paris, et sa prestation terminée, se dire prêt à recommencer immédiatement, laissant paotais ses interlocuteurs. Il est vrai qu'il a une présence extraordinaire. Le personnage est tel qu'il apparaît dans ses écrits : humble pour lui-même, mais terriblement orgueilleux pour la mission qu'il s'est assignée. Il n'éprouve pas les questions les plus gênantes. Il parle même lorsque dans l'intérêt de son image

de marque il aurait intérêt à se taire. Il n'a pas à défendre une œuvre, il veut faire passer son message. Lui reproche-t-on de ne pas apprécier la valeur de l'Occident ou de ne pas s'attacher une grande importance à la démocratie ? L'Occident vainqueur, dit-il, n'est adormi dans son confort ; il n'a pas compris que l'opposé de la paix ce n'est pas la guerre mais la violence. Ce n'est pas la liberté que nous critiquons, dit-il, mais la façon dont vous en disposez. Est-il traditionaliste ? Non, mais il veut que le spirituel cesse d'être noyé dans le matériel.

Le combattant ne se soucie pas toujours des nuances de l'historien. Et puis, Russe jusqu'au bout des ongles, marqué peut-être à jamais par l'Union soviétique dans laquelle il a vécu, il dresse un tableau abrupt du monde actuel. D'ailleurs, ce n'est pas l'autoritarisme qu'il exécère, mais le totalitarisme qui nait, affirme-t-il, des échecs de la démocratie. Il répond courtoisement à ceux qui le harcellent, il sourit plus souvent qu'il n'élève le ton. Mais cet homme de roc n'est pas prêt à changer d'un iota ses positions. — B. F.

< Nous critiquons la façon dont l'Ouest dispose de sa liberté >

Soljenitsyne commence l'entretien en parlant des lacunes que comporte son dernier livre, le Chêne et le Veuve (Le Monde du 10 avril). Certains de ses amis ont fait qu'en écrivant il ne pouvait consulter les notes détaillées dont il avait besoin. Telles, par exemple, celles concernant une réunion, il y a deux ans, au Kremlin, des écrivains et de la direction qui dura deux jours : « La tension était telle que Khrouchtchev criait. S'adressant à un assistant : « Tu prends des notes ? Prenez ! » lui son crayon. L'homme occidental ne peut pas comprendre que toute la direction d'un pays, instant de côté les affaires importantes, puisse passer deux jours avec des écrivains pour leur apprendre comment il faut écrire. »

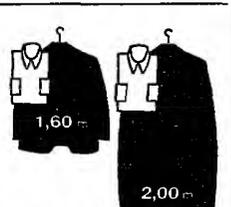
Le véritable roman avait un contenu tellement explosif qu'il était impossible de le passer dans le « Samizdat », encore moins chez Tvardovsky, dans le Novy Mir.

« J'ai dû me battre en brigues cet édifice, et à partir de ces brigues construire un autre roman, modifier l'intrigue. Le roman véritable reposait sur un événement historique authentique : j'ai dû le remplacer par un sujet courant typique de l'année 1949. On projetait alors partout en U.R.S.S. un film que le public allait applaudir et dans lequel un médecin soviétique était accusé de trahison pour avoir remis à des médecins français un médicament contre le cancer. Je me suis servi de cette histoire. Je ne dirai pas aujourd'hui quel événement véritable elle remplace. Il me faut rétablir le sujet, le remettre sur le plan littéraire. C'est un autre roman. J'espère le donner dans quelques années. »

D'autre part, il trouve et consternant la déperdition de la foi en Occident mais constate que la foi est redevenue vivace en U.R.S.S. alors que depuis cinquante ans on fait tout pour l'arracher. Il rend alors hommage à « l'Etat d'Israël, qui représente une idée en Occident, c'est le seul Etat religieux. Un modèle difficile à atteindre pour les pays occidentaux. »

Mon admiration pour le courage des juifs

Au reproche de n'avoir publié dans l'Archipel que des photographies de chats de concertation juifs, il répond qu'il a pris les seules images disponibles. « Ce n'est pas ma faute s'ils étaient juifs. Je n'ai rien choisi, c'est l'histoire. Je n'ai jamais été aucune conclusion entre les juifs. Chacun, chaque nation, doit raconter ses propres péchés. Je pense que les juifs le font. Je ne puis, quant à moi, que répéter à quel point j'admire leur courage, leur fermeté devant les dangers qui les entourent. »



« Le Premier Cercle » est à refaire

Interrogé sur les chapitres manquants du Premier Cercle, il rétorque que « les huit chapitres manquants ne constituent pas la seule différence. L'un a été publié dans la revue Kontinent, trois autres dans le Messenger, revus de l'Union chrétienne russe. »

L'écrivain soviétique précise sa position sur l'émigration volontaire

D'UNE FAIBLESSE NE FAISONS PAS UN EXPLOIT

Un débat sur l'émigration volontaire a eu lieu aux prises de plusieurs mois des contestataires soviétiques (« Le Monde » du 30 janvier). Soljenitsyne est de ceux qui résistent à leur estime à ceux des opposants qui se battent sur le terrain. Dans le dernier numéro du « Messenger » (1), le prix Nobel de littérature répond à une lettre de Pavel Litvinov, petit-fils de l'ancien ministre des affaires étrangères, qui lui reprochait de juger un peu trop rapidement ses compatriotes et surtout ceux qui, silencieusement, l'ont aidé. Voici des extraits de cette réponse.

librement élisée aux gens célèbres, aux « académiciens », artistes du peuple et généraux (...), et c'est justement à eux, et non aux citoyens ordinaires que j'ai appliqué les termes « abruti et poltron ». Nous connaissons déjà deux académiciens qui ont franchi toutes les limites du courage, eh bien ! ils sont encore en vie, que Dieu les garde ! (...)

Un mince filet

« La première et la seconde émigration russe se sont composées de millions de personnes (2) et ont été la conséquence de la défaite de grands mouvements populaires ; mais l'Occident n'a presque pas daigné s'y intéresser (...). Aujourd'hui, la troisième émigration (...) est essentiellement un mince filet dérivé du courant de l'émigration de masse vers Israël. Pourtant les discussions sur le problème de l'émigration se sont démesurément enflées et ont masqué tous les autres événements qui touchent notre pays. La marchandage soviéto-américain, qui a duré deux années, n'a fait que tourner autour de l'émigration actuelle, c'est à cela seulement que se sont intéressés la presse mondiale, les Parlements, les hommes politiques et autres personnalités, mais qui s'est souvenu des 250 millions de nos autres concitoyens ? »

Propos recueillis par AMBER BOUSOGLOU.

M. CHAMBAZ (P.C.) : le recours à l'antisoviétisme.

M. Jacques Chambaz, membre du bureau politique du P.C.F., écrit dans l'Humanité du 11 avril : « En ces jours sont annoncées une conférence et une tribune télévisée sur Soljenitsyne, le procès Siniaevski aux « Dossiers de l'écran », sans compter les déclarations ou les interpellations antisoviétiques quotidiennes et qui s'interrompent à peine le temps d'un voyage officiel en Union soviétique. »

« De quoi s'agit-il ? Sinon d'accroître l'usage de la sonde antisoviétique serait un enfer et qu'on y reviendrait aux violations de la légalité qui se sont produites du temps de Staline. Rien n'est plus faux. Et chaque connaît la position qui serait la nôtre si tel était le cas. (...) L'expérience de notre pays le confirme : toute politique antipopulaire comporte nécessairement le recours à l'antisoviétisme et à l'anticommunisme. Mettre en échec l'un et l'autre n'est donc pas l'affaire des seuls communistes, mais bien l'affaire des Français et des Français parce qu'elle concerne chacun d'eux, parce qu'elle est de portée démocratique et nationale. »

Advertisement for SUPER CAPEL shoes, featuring an image of a shoe and the text 'UN DES RARES PROGRAMMES DANS PARIS A BÉNÉFICIER DES PRÊTS DU CRÉDIT FONCIER'.

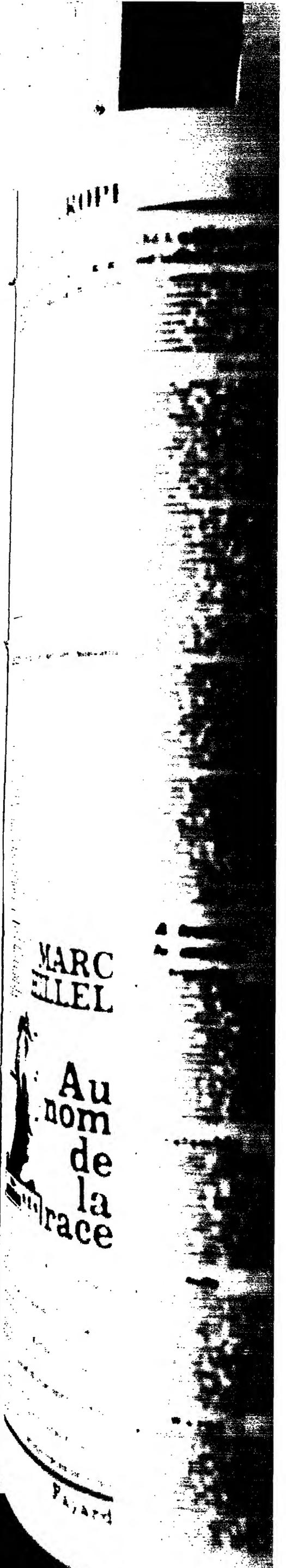
LES PIEDS SENSIBLES c'est affaire de SULLY

Advertisement for SULLY shoes, including address '85 rue de Sèvres' and an image of a shoe.

Advertisement for 'printemps 1975' prêt-à-porter dégriffé, featuring an image of a jacket and text about clothing.

Advertisement for MP SPECIALISTE DU DIAMANT, listing various diamond jewelry items with prices like 2600F, 6800F, 7450F, 1250F, 2750F, 5500F.

Advertisement for 'cet été, la Finlande', promoting a boat tour with text 'l'air le plus pur, l'eau la plus pure, et le soleil toujours.' and contact information for OFFICE NATIONAL DU TOURISME DE FINLANDE.



JOURNALISTES A PARIS... LESSE NE FAISONS PAS UN EXP...

EUROPE

Grande-Bretagne

Le référendum sur la C.E.E. pourrait avoir lieu le 5 juin

De notre correspondant

Londres. — Le référendum sur l'Europe devrait avoir lieu le 5 juin, et son résultat sera annoncé trois jours plus tard. Tel est du moins l'espoir formulé par le gouvernement qui s'efforce manifestement d'abréger une période très critique pour le parti travailliste.

Le référendum sur la C.E.E. est annoncé pour le 5 juin, et son résultat sera annoncé trois jours plus tard. Tel est du moins l'espoir formulé par le gouvernement qui s'efforce manifestement d'abréger une période très critique pour le parti travailliste.

D'après les batailles sont encore à prévoir avant l'approbation définitive du projet de référendum. Beaucoup de parlementaires s'insurgent contre une clause assez inattendue du projet officiel qui excluerait tout recours aux tribunaux pour contester la

marche du dépouillement ou le résultat du vote populaire. L'opposition conservatrice réclame aussi avec insistance le droit de vote pour les Britanniques résidant à l'étranger, limité pour l'instant aux diplomates et aux soldats. Le gouvernement fait état de « difficultés insurmontables ». En fait, il semble bien que les dirigeants travaillistes ne tiennent pas à créer un précédent dangereux pour leur propre cause, car les quelques centaines de milliers de citoyens résidant à l'étranger passent pour être, dans leur grande majorité, favorables au parti conservateur.

Portugal

Les querelles des partis politiques sont choquantes déclare le ministre de l'information

Lisbonne (A.F.P., A.P., Reuter, U.P.I.). — La « plate-forme d'entente » entre les partis politiques et le Conseil de la révolution, publiée le 9 avril à Lisbonne par les forces armées, devait être solennellement signée ce vendredi 11 avril. Sept partis, sur les douze qui solliciteront les suffrages des Portugais le 25 avril, l'ont acceptée, a déclaré l'amiral Rosa Coutinho, sans préciser lesquels. Les quatre partis de la coalition gouvernementale (P.C.P., P.S.P., Mouvement démocratique portugais, parti populaire démocratique) sont en tout cas du nombre. Seuls les quatre partis d'extrême gauche et le Mouvement de la gauche socialiste (M.G.S.) auraient refusé l'accord.

mer des partis politiques après le 25 avril 1975. « Leurs querelles partisans sont choquantes », a déclaré le ministre. Il a néanmoins été plus nuancé à l'égard du parti communiste, « efficace et qui se consacre aux tâches qui lui reviennent ». Un parti regroupant communistes et socialistes devrait être formé, a également indiqué le capitaine Cordeiro Jesuino, mais ce n'est pas aux forces armées à le faire. Enfin, le ministre a précisé qu'il n'était pas question que les forces armées restent au pouvoir plus de cinq années.

vingt-huit officiers et sergents ont été arrêtés le 9 avril. Ils seraient impliqués dans la récente tentative de coup d'Etat. Une centaine de militaires et plusieurs dizaines de civils seraient déjà incarcérés depuis le 11 mars. — (A.F.P., A.P., Reuter.)

AFRIQUE

L'O.U.A. se déclare prête à de « véritables négociations » pour faciliter le « transfert du pouvoir » en Afrique australe

La neuvième session extraordinaire de la conférence des ministres de l'O.U.A. s'est achevée, vendredi 11 avril, par la publication d'une déclaration, selon laquelle l'Afrique accepte de contribuer à de véritables négociations pour faciliter le transfert du pouvoir à la majorité africaine, mais « doit rester à tout prix vigilante et se préparer à l'intensification de la lutte armée, si les moyens pacifiques échouaient ». La conférence a également désigné une commission spéciale chargée d'étudier de nouvelles sanctions commerciales contre l'Afrique du Sud.

De notre envoyé spécial

Dar-El-Salaam. — Nouvelle codification de l'appareil, poursuite de la négociation en Rhodesie, tels sont les grands thèmes dégagés par la neuvième session extraordinaire de la conférence des ministres de l'O.U.A., dont les travaux ont pris fin vendredi 11 avril. La « déclaration de Dar-El-Salaam sur l'Afrique méridionale », adoptée à l'issue d'un vif et difficile débat, ne fait pas état de sanctions contre les pays qui ont engagé des contacts bilatéraux avec Pretoria.

M. Mwaanga, ministre zambien des affaires étrangères, a annoncé que M. Vorster était engagé à rapatrier, avant le 31 mai prochain, les unités de la police sud-africaine encore stationnées en Rhodesie (le Monde du 10 avril). Auparavant, les promoteurs africains de la relance de la négociation rhodésienne avaient paru sur la défensive, de nombreux délégués s'interrogeant sur l'opportunité des accords ambigus passés à Lusaka, en décembre dernier, entre Salisbury et les nationalistes (1).

Dans une déclaration publiée pendant la conférence, le gouvernement tanzanien estime que « si une analyse réaliste de la situation actuelle en Afrique méridionale a forcé l'Afrique du Sud à accepter le principe d'un gouvernement africain en Rhodesie, c'est bien qu'en Afrique du Sud on a discuté pour faciliter un tel transfert de pouvoir, c'est le devoir de l'Afrique d'accepter de telles discussions ».

En revanche, la Tanzanie et ses amis se sont élevés avec fermeté contre toute possibilité de discussion sur l'apartheid, et encore davantage contre le principe de l'aide à que le régime de Pretoria offre à certains pays d'Afrique noire. La République centrafricaine, dont le ministre a visité l'Afrique du Sud au début de l'année, était le seul Etat membre de l'O.U.A. à avoir renoncé à envoyer une délégation à Dar-El-Salaam. (A.F.P.)

Le tournant semble avoir été pris mardi après-midi quand

A travers le monde

Argentine

LA JUNTE DE COORDINATION REVOLUTIONNAIRE, qui regroupe des éléments de l'extrême gauche chilienne (MIR), bolivienne (Armée de libération nationale, E.L.N.), uruguayenne (Mouvement de libération nationale, Tupamaros) et argentine (ERP), aurait été démantelée à la suite de l'arrestation, à Buenos-Aires, de vingt-cinq personnes, dont vingt et un étrangers, a annoncé le 10 avril un porte-parole officiel. Les dirigeants du comité central des Tupamaros figureraient parmi les détenus. — (A.F.P.)

Colombie

UN VIOLENT AFFRONTEMENT ENTRE L'ARMEE ET DES GUERRILLEROS a fait au moins quatre morts, le 10 avril, dans la région de Caqueta, à 600 kilomètres au sud de Bogota. Environ deux cents éléments des Forces armées révolutionnaires colombiennes (FARC, d'inspiration communiste) avaient auparavant occupé cinq heures durant, Puerto-Rico, une ville de vingt mille habitants.

Italie

LE PARTI SOCIALISTE ITALIEN ne retournera au gouvernement qu'à certaines conditions — non encore réunies — a décidé le comité central du P.S.I. lors de sa réunion qui s'est achevée le jeudi soir 10 avril. Il a ainsi approuvé à une très large majorité la ligne politique définie par son secrétaire, M. Francesco de Martino, dans la perspective, notamment de Mars, élections régionales du 15 juin prochain.

Maroc

L'INCIDENT NAVAL qui avait opposé lundi 7 avril deux bâtiments de guerre espagnols à une vedette armée marocaine (le Monde du 10 avril) a été réglé à l'amiable. Les deux marins marocains prisonniers lors de cette opération ont été échangés contre les six pêcheurs espagnols détenus par la marine royale marocaine. Le Maroc a également accepté de rendre le chalutier qui avait été arraisonné. — (A.F.P.)

Un document exceptionnel dont le succès s'amplifie. MARC HILLEL. Au nom de la race. "Un dossier sans commentaire partisan, sans prise de position, sec et précis comme un rapport de gendarme." J.P. MOGUI - Le Figaro. "Un livre. Un film. L'un et l'autre se complètent... on se dit que le Reichsführer SS Heinrich Himmler n'a pas complètement perdu sa guerre." JEAN DE BARONCELLI - Le Monde. "Les faits qu'il rapporte révoltent. Cette émotion et cette indignation ne sont pas inutiles." MAX GALLO - L'Express. "Document inoubliable. Qui peut jurer que cela ne se reproduira jamais ?" JACQUES DUQUESNE - Le Point. "On croyait, après tant et tant de livres et de films, tout savoir sur le nazisme. Il nous restait tout à apprendre." JEAN VIGNERON - La Croix. "Un document qui devrait figurer au programme des écoles." SÜDDEUTSCHE ZEITUNG. Fayard.

MP SPECIALISE DU DIAMANT. 6800F, 7250F, 5500F.

le à-porter griffé. Griffalde.

Roland Eveline. La rigueur et le talent du Maître-tailleur. Roland Eveline habille les hommes en respectant la personnalité de chacun. Il inspire la mode. Mais son inspiration reste toujours un peu classique, conformiste même. Ce qui ne l'empêche pas de se permettre d'extraordinaires fantaisies: coordonnés de fines rayures ou de discrets carreaux, mariages de couleurs, de tissus, mais toujours, de la plus rare élégance. Les costumes sur mesure en soie sauvage (2.000 F) qui jouent admirablement bien avec la lumière du jour et de la nuit. Les costumes en laine et mohair (1.550 F) qui ont la douceur du printemps et toute la chaleur qu'il faut pour attendre l'été. Et pour l'été retour de la toile de laine de nos pères aussi légère (10 onces) que l'été sera chaud (1.650 F). Et du côté du prêt-à-porter, vous trouverez les très classiques costumes non-doublés en Trivira et mohair (850 F). Les ensembles pantalons-blousons en toile lavable (580 F) pour être élégant, même décontracté. Les audacieux costumes en "jeans" ultra-léger (580 F). Et puis, il y a aussi le blazer en jersey St-Joseph (625 F), Rafiné. Bage ou bleu. L'éternel blazer qui, malgré les années qui passent, a su rester à la mode. R. Eveline 13, rue des Pyramides - Paris 1er (centre l'Opéra et le Palais Royal) Tél. 260.47.26

CAREL MONSIEUR. TAPIS ROUMAINS d'origine en exposition-vente choix très important toutes tailles jusqu'à 4,00 x 6,00m. prix exceptionnels \* entrée libre \*. Les Lisses de France 98 bd haussmann Paris 8e tél. 522 88 25 / 88 68 VÉLIZY 2 tél. 946 28 36

A l'ouest de Paris, dans un site aussi rare, cette maison sera bientôt l'exception. OUVERTURE D'UNE NOUVELLE TRANCHE. Ci-dessus, "Cyprés", 182 m², 6 pièces, 2 s. de b., garage double. DOMAINE DE MARSINVAL 78 Vernouillet ☎ 965.87.00 & 88.60 à 27 km du Pont de St-Cloud par l'autoroute de l'Ouest. Le Domaine domine la Seine non loin de St-Germain-en-Laye, dans un site magnifique, au cœur d'une région préservée comme on n'en trouve plus à l'Ouest si près de Paris. • à 27 km du Pont de St-Cloud par l'autoroute Ouest. • il comprend un club-house, 2 tennis, une piscine chauffée, des écoles pour vos enfants. • et des maisons de 3 modèles différents, toutes dans de grands jardins privatifs de 800 à 3.000 m². Pour recevoir une documentation gratuite écrivez-nous ou téléphonez. Breguet Construction

مكتبة الأصيل

سكنا من الأهل

ODOUL
Garde-meubles
208 10-30

AVEC LE SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS
RENDEZ-VOUS POUR LA SOLIDARITÉ
SEINE-SAINT-DENIS
ROSNY-SOUS-BOIS : samedi 12 avril 1975, de 10 h. à 18 h., Centre Alfa à proximité du parking de Rosny-11.

DIPLOMATIE

LES ÉTATS-UNIS EN PERTE DE VITESSE

II. — Des trous dans le parapluie

par ANDRÉ FONTAINE

Truman, s'appuyant sur le monopole nucléaire américain, avait élaboré la stratégie dite de l'« engagement », mais voyait que les Américains n'ont pas assez de doigts pour boucher les trous de la digue.

Les mêmes causes engendrant les mêmes effets, le refus du régime Thieu d'engager le processus électoral prévu par les accords de Paris devait conduire aussi fatalement à la reprise de la poussée communiste que le refus des élections par Diem, vingt ans plus tôt, avait conduit à la défaite de la France en Indochine.

De même un gouvernement qui foule tous les jours aux pieds les principes dont il se réclame n'est pas en mesure d'obtenir un grand soutien de l'opinion étrangère.

M. Carril, le gouverneur de la Banque d'Italie, voit à juste titre la caractéristique principale de ce temps. Les Américains n'ont rien à gagner à essayer de s'y opposer, au nom du maintien de privilèges de riches que la terre entière leur conteste de plus en plus.

comme des mutations de l'ampleur de celle que connaît actuellement l'univers s'accomplissent rarement sans guerres et sans révolutions, notre pays et ses voisins seraient bien avisés, tout en persévérant dans la politique de détente avec l'Est, et de rapprochement avec le tiers-monde, de prendre conscience de la valeur désormais toute relative du parapluie américain, sur laquelle ils ont trop pris l'habitude de se appuyer.

On n'est plus dire, après tant d'occasions manquées, que jamais le moment n'a été mieux venu pour l'Europe de s'unir enfin. A défaut, la France doit se convaincre que la situation de détente à laquelle elle s'est si bien accoutumée ne durera pas nécessairement toujours.

Plus vraisemblable est un certain repli vers la conception, souvent évoquée dans le passé, de la « forteresse Amérique », puisque, aussi bien, les armements nucléaires font d'elle une bastille quasi inexpugnable, aussi longtemps du moins que l'habitera la volonté de se défendre et qu'elle disposera à l'extérieur d'un minimum de concours nécessaires à son approvisionnement en matières premières. Comme rien ne garantit, d'autre part, que la sagesse qui prévaut actuellement à Moscou et à Pékin sera éternelle,

FIN.

islande:
une île à nulle autre pareille
une île si lointaine et pourtant si proche!
Est-il possible de comparer l'Islande à quelque chose de connu? Nous pouvons en douter. Jules Verne y situa le départ de son "Voyage au centre de la terre" et presque rien n'a changé depuis... Glaciers, geysers, cascades, rivières cristallines... sont les atouts incontestés de ce pays où l'esprit est vivant.

L'armée la plus puissante s'école cependant si elle n'a pas foi dans les institutions et la société dont elle est le rempart. Or, bien qu'une partie notable de la population sud-vietnamienne, notamment dans les grandes villes, ait pris goût aux mœurs occidentales et morale qu'elle redoutait le communisme, rien dans le comportement du pouvoir saïgonnais, tyrannique et corrompu, n'était de nature à mobiliser ses sujets en sa faveur.

Les mauvais chevaux

Pour s'être entêtés à soutenir, à Saïgon comme à Phnom-Penh, des régimes qui n'existèrent que par eux et n'avaient pas hésité pour ce faire à écraser sous les bombes et brûlé au napalm des populations innocentes, les États-Unis ont gravement compromis, ces dernières années, leur position morale de leader du monde qui se proclame libre. Leur attitude au Chili, l'appui qu'ils ont donné jusqu'à leur chute aux régimes dictatoriaux d'Athènes et de Lisbonne, n'ont fait que la détériorer encore.

Moscou et Pékin, jusqu'à plus ample informé, ne cherchent à exploiter les fondements de faiblesse du Kremlin n'a peut-être pas oublié la forte réponse de Khrouchtchev à Mao Tse-toung, alors déchaîné contre les États-Unis, selon laquelle le « papier américain a des dents atroces ».

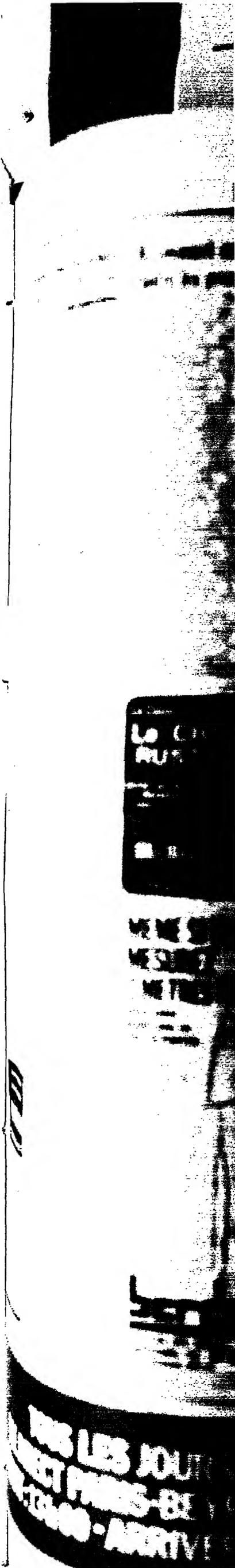
Les résidences anglaises de D. Féau à Trouville:
Chaque week-end un bol d'air marin à moins de 2 heures de Paris.
Après la "Jacotte" en main, partez - Les 2/3 du King compris, ne coûte que 105.000 F, un an-D.FEAU lance la dernière mais la plus prestigieuse de ses réalisations de style britannique: "Le Calme".

le temps de vivre
en croisière
cette année, prenez le temps de vivre! faites une croisière...
à bord, vous oublierez la vie de tous les jours et vous reviendrez détendu et heureux
croisières chandris
MEDITERRANÉE - ATLANTIQUE - DAKAR MER NOIRE - CAP NORD - SPITZBERG
13 - 11 - 12 et 15 jours de F. 970 à F. 7.240
Demandez la brochure gratuite "Croisières" à votre Agent de voyages ou retournez cette annonce à Croisières Chandris 38 bis, avenue de l'Opéra 75002 Paris - tél. 266.03.24

Le moment serait donc favorable pour les dirigeants de Washington de procéder à cette « révision déshonorante » des données de base de leur stratégie militaire et diplomatique, dont ils parlent si souvent sans songer vraiment à ce qu'elle devrait impliquer et de l'adapter enfin aux aspirations et aux besoins véritables d'un monde qui voudrait bien pouvoir passer de la phase des affrontements à celle du développement.

Jocelyn
PARIS noblesse du CUIR
boots pour hommes style nouveau
184 bd st-germain paris 6e - 033.44.10
78/78 ch.-Elyées (arcades) 8e - 225.36.33
5 rue du cherche-midi 6e - 548.75.47
Hops, 3 rue de l'anc. comédie 328.48.82

Appartement modèle
Documentation gratuite:
Sur le "Calme" [ ]
la "Jacotte" [ ]
Envoyez ce coupon à D.FEAU
D.FEAU
132, bd Haussmann - Paris 8e
Tél. 522.13.89.
Nom:
Adresse:
Tél.:
C'est le moment d'acheter à Trouville.





صكزامن الأصل

POLITIQUE

L'AJOURNEMENT DU VOYAGE DE M. MITTERRAND EN UNION SOVIÉTIQUE

Le cœur de Moscou ne pencherait-il plus à gauche? Aucun commentaire dans la capitale soviétique

par RAYMOND BARRILLON

Le seul fait que l'Unité, hebdomadaire du parti socialiste, soit sorti des presses jeudi avec un article titré « Bons baisers de Moscou » suffit à prouver que la décision prise par les dirigeants soviétiques d'ajourner le voyage de M. Mitterrand et onze de ses amis...

Ce contretemps, motivé de façon assez étrange, pour ne pas dire sarcastique ou même insultante n'a été rendu public que jeudi matin pour une double raison. Les dirigeants soviétiques et leurs représentants à Paris préféraient laisser aux invités décommandés le soin de faire connaître eux-mêmes leur infortune. De leur côté, les amis du voyageur indésirable ne voulaient rien faire ni rien dire avant d'avoir pris contact avec lui...

Les exigences du premier secrétaire du parti socialiste ont cependant été jugées exorbitantes par l'ambassade de l'U.R.S.S. à Paris, et c'est la raison pour laquelle l'ajournement du voyage n'a pas été présenté comme étant décidé d'un commun accord. Au terme de tractations qui ont duré une bonne partie de la journée de jeudi, le P.S. prenait l'initiative d'annoncer lui-même, et lui seul, en début de soirée, que, à la demande du comité central du parti communiste de l'Union soviétique, il était décidé (mais non point d'un commun accord) de reporter à une date ultérieure le voyage de la délégation soviétique destinée à...

l'Est? Cette hypothèse se heurte au fait que, dès jeudi après-midi, M. Georges Marchais a déclaré ignorer les raisons de Moscou et regretter sa décision. Il a souligné qu'il lui est venu à l'esprit de demander à Moscou un voyage dont l'annonce avait été accueillie très favorablement par le P.C.F. Les communistes manifestent ainsi leur autonomie vis-à-vis de Moscou, qu'ils blâment comme ils l'avaient déjà fait le 7 mai 1974 en déplorant la visite rendue à M. Giscard d'Estaing, en pleine campagne présidentielle, par M. Tchouvenenko, ambassadeur d'U.R.S.S. à Paris. Encore faut-il rappeler que M. Marchais était apparu beaucoup plus sarcastique que chaleureux lorsqu'il avait déclaré le 17 mars : « Je suis content que M. François Mitterrand aille en Union soviétique, parce que les derniers documents qui ont été publiés sous sa direction par le parti socialiste n'ont jamais fait état de...

Moscou. — On se refuse résolument à Moscou à tout commentaire sur le nouveau report de la visite de M. Mitterrand (le Monde du 11 avril). La nouvelle, que certains officiels ont commencé à diffuser seulement dans la matinée du jeudi 10 avril, a surpris non seulement les observateurs étrangers, mais aussi certains commentateurs soviétiques qui suivent les questions françaises. Pour les uns comme pour les autres, la visite du premier secrétaire du parti socialiste français ne paraissait, en effet, plus poser de problèmes au début de la semaine, bien que la presse se soit abstenue d'y faire allusion. Pour autant qu'on le sache, c'est mercredi dernier que la décision a été prise. A quel niveau? Il est impossible de répondre précisément, mais il est évident qu'il ne s'agit pas de l'initiative d'un obscur fonction-

De notre correspondant

LE COMMUNIQUÉ DU P.S.

Le secrétariat national du P.S. a rendu public, jeudi 10 avril, peu avant 18 heures le communiqué suivant : « A la demande du comité central du parti communiste de l'Union soviétique, il a été décidé de reporter à une date ultérieure le voyage de la délégation de socialistes français devant effectuer en Union soviétique du 14 au 21 avril 1975. »

M. MARCHAIS : nous regrettons.

M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F., a déclaré, jeudi 10 avril : « Nous venons d'apprendre que la visite de la délégation du parti socialiste en Union soviétique a été ajournée. Comme on sait, notre parti a accueilli très favorablement l'annonce de cette visite. Nous ignorons les raisons de ce nouveau report, que nous regrettons. Nous continuons à penser que le voyage en U.R.S.S. d'une délégation du parti socialiste, conduite par son premier secrétaire, François Mitterrand, et la rencontre de cette délégation avec le parti communiste de l'Union soviétique sont souhaitables. En effet, nous nous prononçons pour le développement de la coopération à l'échelle internationale entre les partis communistes et socialistes dans la lutte pour le progrès social, la paix et l'indépendance, la démocratie et le socialisme. Et, pour sa part, notre parti apporte une contribution active à ce développement. Dans la dernière période, cette lutte a marqué des progrès importants. Les bases existent pour que la coopération entre socialistes et communistes se renforce. Nous croyons que ce renforcement est nécessaire pour contraindre l'impérialisme à de nouveaux reculs, faire progresser encore la lutte des travailleurs et des peuples. »

M. Eric Hindermann, secrétaire général du Centre d'études pour le socialisme (courant « le plus réformiste » du P.S.), estime que le report du voyage de M. François Mitterrand à Moscou confirme une donnée historique : l'U.R.S.S. place ses relations avec les régimes capitalistes, avant ses rapports avec les partis de gauche. Les intérêts de grande puissance de l'U.R.S.S. priment tout le reste.

Après la démission de son suppléant

M. LIMOUZY (U.D.R.) VEUT REDEVENIR DÉPUTÉ DU TARN

M. Louis Donnadieu, député U.D.R. de la deuxième circonscription du Tarn (Castres, Massamé), s'est démis de son mandat pour permettre à M. Jacques Limouzy — dont il était le suppléant — de retrouver son siège à la faveur d'une élection législative partielle. La décision a été annoncée jeudi 10 avril à l'Assemblée nationale; l'élection devra être organisée dans les deux mois suivant la démission du député. Ancien sous-préfet, M. Limouzy a été élu député en 1967 et réélu en 1969 et 1973. Maître de Castres depuis 1971, il est entré dans le gouvernement de M. Chaban-Delmas (1969-1972) comme secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement, et fut repris dans celui de M. Messmer, d'avril 1973 jusqu'à mai 1974, comme secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale. En 1973, M. Limouzy a été réélu dès le premier tour avec 30 589 voix sur 80 488 suffrages exprimés.

De telles exigences précédaient d'un anéantissement compréhensible le voyage de la délégation du P.S. était parfaitement « mis au point ». Si une certaine incertitude subsistait, conformément aux usages soviétiques, sur la date exacte à laquelle M. Mitterrand s'entreprendrait avec M. Brejnev, il était acquis que la délégation soviétique destinée à...

Hypothèses

Report ou refus définitif de Moscou? Il serait imprudent de trancher, mais on n'en est pas moins fondé à examiner diverses hypothèses, dont aucune n'est simple ni vraiment convaincante.

Un certain nombre de socialistes sont fortement enclins à penser que M. Jacques Chirac n'est pas totalement étranger à l'incident qui vient d'être fait à douze membres de l'attelage de leur parti, et tiennent en substance le raisonnement suivant : l'attitude conciliante prise par le premier ministre et par M. Giscard d'Estaing sur la conférence paneuropéenne sur la sécurité et la coopération en Europe (C.S.C.E.) pourrait bien avoir été payée en retour par l'engagement de ne pas recevoir à Moscou le leader de l'opposition française avant le président de la République, qui doit se rendre à l'autisme dans la capitale soviétique. De surcroît, à partir du moment où les Soviétiques ont obtenu des assurances de l'Elysée et de l'Hôtel Matignon sur un sujet qui les...

Les commentaires de la presse

L'AURORA : ce que veut le P.C.

« L'affaire a une dimension politique exceptionnelle. D'abord, les socialistes français ont été entamés entre le P.C.F. et le Kremlin. Et, par là, l'on sait bien qui commande à l'autre! Depuis sept mois les communistes tentent de ruiner le crédit politique de Mitterrand. A la manière des procès de Moscou, les insinuations les plus fâcheuses ont été lancées pour le déconstruire. »

Le FIGARO : le cœur n'y est plus.

« Cet incident survient après le « chahut » que les militants communistes ont déclenché contre l'orateur socialiste lors du meeting « unitaire » de la Mutualité, mercredi, après aussi le manque d'enthousiasme marqué dans la discussion de la motion de censure, risque d'ajourner encore le climat à gauche. Certes, personne ne veut pour l'instant prendre la responsabilité de rompre. Mais si le pacte est maintenu, le cœur n'y est plus. »

Le QUOTIDIEN DE PARIS : un projet à mettre au frigidaire.

« Les socialistes français, s'ils ont encore quelque orgueil, se devraient de mettre pour un temps au frigidaire un projet qui, par ses multiples retards en cause, revêt à la fin un aspect burlesque. Indiscutablement, les socialistes français ne pouvaient employer meilleur moyen pour chasser de tout son intérêt une visite dont la réalisation paraît désormais de plus en plus problématique, et de moins en moins souhaitable. (...) Cette gifle soviétique aux socialistes français ôte incontestablement à François Mitterrand la possibilité de redorer un blason en partie terni par la polémique P.S.-P.C. »

M. Jean Terrade, préfet hors cadre, est nommé directeur du cabinet de M. Olivier Stirn, secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer, en remplacement de M. Max Lavigne, nommé préfet de la Haute-Loire (par décret au Journal officiel du 10 avril).

l'existence d'un système socialiste mondial, j'espère qu'en Union soviétique il va découvrir que le socialisme existe. »

En définitive, pourquoi ne pas penser tout simplement que n'était pas vraiment souhaitable la venue en Union soviétique d'un homme dont les dernières prises de position — notamment sur la situation de Portugal — n'étaient pas de nature à réchauffer un enthousiasme soviétique déjà fort tiède à l'époque où M. Mitterrand brigua l'Elysée?

Sauf à expliquer la décision prise en extrême le 9 avril par l'existence de divergences au sein de l'équipe du Kremlin, on doit se demander si le dessin profond de Moscou, qui avait récemment réservé à M. Chirac un accueil exceptionnellement favorable, n'est pas de jouer le pouvoir en place contre l'union de la gauche bien plus ouvertement encore que du temps de Charles de Gaulle et de Georges Pompidou. Comment ne douterait-on pas, après ce qui vient de se passer, que le cœur de Moscou penche à gauche?

En tout cas, si « l'affaire du voyage ajourné » provoque dans les rangs du parti socialiste un regain d'hostilité à l'égard des communistes, le P.C.F. ne sera pas tenté à prétendre, comme le fait dans l'humanité de ce vendredi M. Jacques Chabaniz, que l'anticommunisme et l'antisoviétisme ne s'expliquent que par « la crise de la société française ». »

En tant que leader d'un parti socialiste, M. Mitterrand était en effet l'invité du comité central du parti communiste soviétique. Les préparatifs de son voyage avaient été suivis de près par M. Tchouvenenko, l'ambassadeur soviétique en France, qui est lui-même membre du comité central et qui est aujourd'hui bien placé pour évaluer la gravité d'une telle mesure.

C'est, affirme-t-on de source officielle, pour des raisons de « calendrier » que M. Mitterrand s'est vu prier de rester à Paris, alors qu'il s'apprêtait à boucler ses valises pour se rendre à Moscou. La date du 14 avril ayant été fixée voici plusieurs semaines et d'un commun accord, les Soviétiques, pour être convaincus, devaient être précis : ils ne pourront pas, en particulier, invoquer des événements dont on connaissait les dates depuis longtemps. Les préparatifs du trentième anniversaire de la victoire sur l'hitlérisme — qui sera célébré les 8 et 9 mai prochains — peuvent difficilement constituer une excuse : voici près d'un an que la presse soviétique, inlassablement, prépare la population à commémorer l'événement, et il ne se passe pas de jour sans que tous les journaux, sans exception, évoquent les cérémonies du mois de mai.

Reste la préparation du prochain plan quinquennal. Mais là encore, on ne peut pas parler d'événement imprévu. La préparation d'un plan, surtout dans une économie strictement plani-

fiée, ne doit tout de même pas être décidée imprudemment. Et on voit mal, au demeurant, en quoi ce travail de longue haleine interdirait aux interlocuteurs « naturels » de M. Mitterrand de se rencontrer. Une excuse recevable — au chapitre du « calendrier », puisque personne ne parle encore de maladie ou de déplacement imprévu — serait, au revanche, la convocation pour la semaine prochaine d'un plénum du comité central. Un tel événement mobiliserait effectivement toute la hiérarchie et interdirait certainement des entretiens sérieux. Habituellement un plénum a bien lieu en avril, mais plutôt à la fin du mois. Aucune information ne permet encore d'affirmer si une telle réunion a été ou non convoquée. La tradition veut en effet qu'elle ne soit jamais annoncée à l'avance.

Il est d'autant plus important que les dirigeants soviétiques s'expliquent clairement que M. Mitterrand n'a jamais joué — et c'est un euphémisme — d'un préjugé favorable à Moscou. Au cas où les explications resteraient diplomatiques, on serait en droit de se demander si le premier secrétaire du P.S. n'est pas tout simplement persona non grata dans la capitale soviétique, tant il arrive qu'il soit ici brocardé par des officiels qui savent habituellement peser leurs mots au point de manifester encore aujourd'hui du respect pour un certain Richard Nixon.

Il est peu probable pourtant qu'un facteur personnel ait pu jouer, car les dirigeants soviétiques savent, en général, parfaitement maîtriser, au nom de la stratégie, leurs amonitions personnelles. M. Chirac a bénéficié, il y a peu de temps encore, de cette règle de conduite et a pu impunément commettre un sacrilège à Moscou en faisant allusion aux liens qui, selon lui, existent entre M. Marchais et Brejnev. M. Chirac, il est vrai, est au pouvoir. Il n'est pas, d'autre part, socialiste.

Ce nouveau contretemps, on le voit, pourrait conduire à interdire sur l'attitude de Moscou à l'égard des fronts communs de la gauche en Europe occidentale. Si c'est un affront que le Kremlin a voulu délibérément infliger à M. Mitterrand, nous aurons un élément de réponse de poids. Car on ne pourrait pas alors reprocher au leader socialiste français de n'avoir pas voulu se livrer à la petite comédie qui consiste à camoufler une décision unilatérale derrière un « commun accord » de circonstance.

JACQUES AMALRIC.

sexpol

A POIL LES MILITANTS

MAQS - PC - SCOUT - FACHO

AMAR - 1810 - etc ...

En vente un peu partout ainsi qu'en Belgique et en Suisse.

ou contre 10F à SEXPOL

.BP 285 - 75866 PARIS Cedex 18

Pré Saint Nom à Saint Nom la Bretèche. Une adresse. Un placement. Urfella (de plain pied) 4 chambres, immense salon avec cheminée, salle à manger, cuisine équipée, chambre de service, lingerie, 2 luxueuses salles de bains + toilettes, garage (2 voitures), paille isolée, 521.000 F (terme compris), 3 autres modèles à voir tous les jours de 10 à 20 heures (finanche comprise). Réservez avec 26.000 - Prix fermes et définitifs. Kanman & Broad: la sécurité en plus

# L'Assemblée nationale adopte le nouveau statut du fermage

Les députés ont poursuivi jeudi 10 avril, à 15 heures, sous la présidence de M. Edouard Schliessing, l'examen des articles du projet de loi réformant le statut du fermage (« Le Monde » du 10 avril). L'ensemble de ce texte a été voté à main levée, les socialistes et les communistes s'abstenant.

L'article 7, « contrepartie des concessions demandées aux bailleurs pour assurer plus de sécurité aux preneurs », règle la situation des prix des fermages. Par scrutin public, les députés ont voté par 298 voix contre 184 sur 482 suffrages exprimés un amendement de suppression du groupe communiste, qui estime que « cet article laisse la porte ouverte à tous les abus en ne fixant pratiquement aucune limitation du prix des fermages », opinion partagée par M. PIERRE JOXE (P.S., Seine-et-Loire), mais vigoureusement contestée par M. Bonnet.

L'Assemblée adopte ensuite un amendement de la commission obligeant le préfet à fixer rapidement le prix des baux en cas de désaccord des parties intervenues au sein des commissions départementales; puis un amendement de M. JULIA (U.D.R., Seine-et-Marne) précisant que « les quantités de denrées servent de base au calcul du prix des baux ». L'ensemble de l'article 7 est adopté en scrutin public par 290 voix contre 186, la gauche émettant un vote négatif.

Après l'article 7, les députés repoussent un amendement socialiste rétablissant les juridictions paritaires d'appel.

L'article 8, qui prévoit pour le propriétaire la possibilité de résilier le bail à tout moment sur des parcelles dont la destination agricole peut être changée, les députés précisent que, dans le cas d'un plan d'occupation des sols, la résiliation n'est possible que dans les zones urbaines.

L'article 9, visant à faciliter les conditions d'accès de l'indemnité due au preneur évicé en raison du changement d'affectation des parcelles qu'il exploitait, est adopté sans modification après que M. CHRISTIAN BONNET ait assuré que « ce texte avantage le preneur ».

de l'accord du bailleur ou avec l'autorisation du tribunal paritaire, les sous-locations à usage de vacances ou de loisirs. L'adoption de cet article est assortie d'une disposition, demandée par la commission de la production et des échanges, qui précise que chacune des sous-locations ne pourra excéder « deux mois consécutifs ». Ainsi, la durée annuelle des sous-locations, à condition qu'elles soient consenties à des locataires différents, n'est pas limitée.

Est adopté ensuite l'article 11 qui libéralise les conditions dans lesquelles peuvent s'opérer les échanges de jouissance sur certaines parcelles louées et qui confie à la commission consultative des baux ruraux le soin de fixer, pour chaque région agricole, la part de surface du fonds loué susceptible d'être échangé.

L'introduction dans le code rural d'une nouvelle disposition permettant le roulement des prairies ou la mise en herbe des terres suscite un large débat au terme duquel les députés adoptent un amendement qui supprime du texte proposé par le gouvernement la nécessité pour le preneur de l'accord du bailleur ou du tribunal paritaire, préférant ainsi laisser à l'exploitant une plus grande autonomie de décision.

Le ministre de l'Agriculture ayant proposé une nouvelle rédaction de l'article 13 qui tend, dans le cadre du droit de reprise du bailleur pour lui-même ou pour l'ind. es descendants majeurs ou mineurs émancipés, à protéger les preneurs âgés qui sont à moins de cinq ans de l'âge de la retraite, cet article est adopté.

Bien que MM. MARCEL RI-GOUT (P.C., Haute-Vienne) et PIERRE JOXE (P.S., Seine-et-Loire) aient réclamé la suppression pure et simple de l'article suivant qui, selon eux, tend à permettre au propriétaire bénéficiaire du droit de reprise d'échapper à ses obligations, les députés approuvent les dispositions traitant des conditions de reprise du bien loué par le bailleur pour l'exploiter personnellement ou au profit d'un descendant majeur ou mineur émancipé. Ils les précisent toutefois en adoptant un amendement qui vise au renforcement des critères d'exploitation personnelle des biens à un groupement foncier agricole.

adoptent l'article 16 qui traite des conditions dans lesquelles le preneur peut être réintégré.

Ce texte précise notamment que le droit à la réintégration dans les sous de montage n'est pas limité aux seuls agriculteurs à titre principal.

Sous la présidence de M. Charles Bignon, U.D.R., vice-président, le débat reprend à 21 h. 30 par l'examen de l'article 17 qui crée une nouvelle catégorie de travaux susceptibles d'être exécutés par le preneur, sans accord du bailleur, à condition que la durée d'amortissement de ces travaux ne dépasse pas de plus de trois ans un bail de neuf ans et de plus de quatre ans un bail de douze ans. La mise en œuvre de cette disposition est, d'autre part, subordonnée dans chaque département à la publication d'un arrêté préfectoral pris après avis de la commission consultative des baux ruraux.

## Les avantages des baux à long terme

En réponse à M. JEAN-MARIE COLMENVAY (spp. rlf., Landes), le ministre de l'Agriculture indique que les prix ne seront pas les mêmes pour les baux à long terme et pour les autres, puisque l'article 10 prévoit que le prix du bail sera désormais fixé en fonction de sa durée, sans qu'il y ait identité entre les deux catégories. L'article est adopté ainsi qu'un amendement qui rappelle et maintient les avantages (notamment l'exonération des droits de mutation) attachés au système des baux à long terme.

L'article 21, relatif à l'application de la présente loi aux baux en cours, est adopté après avoir été modifié par un amendement, présenté par la commission de la production et des échanges, qui prévoit que les parties pourront, d'un commun accord, décider de mettre immédiatement en application les nouvelles dispositions en matière de reprise.

Le dernier article du projet de loi, prévoyant les conditions d'entrée en vigueur de ladite loi, est adopté après que les députés aient introduit une disposition tendant à subordonner la mise en application de la loi à la parution des arrêtés préfectoraux fixant les prix des fermages.

L'article 2 du projet de réforme, ayant été réservé au cours de la discussion qui s'était déroulée le mardi 8 avril, est alors examiné. Apparaissant les députés adoptent un article additionnel, présenté par le gouvernement, reconnaissant la notion de vente sous condition suspensive, qui permet au titulaire du droit de préemption de saisir le tribunal paritaire s'il estime que les conditions et le prix contenus dans le contrat de vente sont exagérés et au propriétaire, s'il n'aspire pas les dispositions du tribunal, de renoncer à la vente.

Malgré la demande de suppression de l'article 18, proposée par l'opposition de gauche, les députés adoptent le texte du gouvernement, qui dispose que, lorsque l'indemnité due par le bailleur au preneur sortant pour améliorations apportées au fonds est fixée par le juge, le bailleur pourra demander au preneur le remboursement des sommes payées par lui.

Après l'adoption de l'article 19 relatif au partage de certaines charges foncières entre le propriétaire et le preneur et précisant qu'en cas de conflit la fraction supportée par le preneur est fixée à un cinquième, M. CHRISTIAN BONNET s'engage, après une intervention de M. PAUL CORREZE (U.D.R., Loir-et-Cher) à proposer un texte qui interdirait les propriétaires fonciers, intéressés dans certaines régions par la forêt et la chasse, à louer leurs terres.

# Le Sénat poursuit l'examen du projet de loi en faveur des handicapés

Le Sénat a poursuivi le 10 avril jusqu'à une heure avancée de la nuit l'examen du projet de loi en faveur des personnes handicapées. Il n'a pu, toutefois, adopter que les six premiers articles de ce texte. Il reprendra mercredi prochain la discussion des quelques quarante articles qui restent soumis à son examen.

L'article premier énonce les principes d'orientation sur la base desquels l'ensemble du projet de loi a été conçu et fixe les droits fondamentaux reconnus aux handicapés sur la collectivité. M. LOUIS GROS (ind.), représentant les Français établis hors de France, souhaitait que l'effort de solidarité nationale s'étende hors des frontières aux Français handicapés. M. LENOIR, secrétaire d'Etat à l'action sociale, a opposé à cette demande l'article 40 de la Constitution, qui interdit au Parlement de voter des dépenses supplémentaires sans recettes correspondantes. « Le système des prestations sociales, a-t-il indiqué, repose sur le principe de la territorialité. Le problème ne peut être résolu qu'en un examen d'ensemble. Le texte tel qu'il est entrainé déjà un surcroît de charges de 1 800 millions. Il y a des limites qu'on ne peut dépasser. »

À la demande du gouvernement, les sénateurs ont ensuite repoussé par 194 voix contre 116 un amendement socialiste qui visait à introduire dans ce même article la notion de « garantie de ressources suffisantes » parmi les devoirs de la collectivité nationale à l'égard des handicapés. Les principales modifications ensuite apportées par les sénateurs au texte initial sont les suivantes :

● ARTICLE PREMIER. — Avant de décider de l'accès d'un handicapé dans une institution ouverte à l'ensemble de la population, il sera tenu compte des « aptitudes du milieu familial » (amendement socialiste accepté par le gouvernement).

● ARTICLE PREMIER ADDITIONNEL. — MM. HENRIET et MEROUDOT (ind.) ont fait voter l'article suivant :

« Des dispositions réglementaires détermineront les conditions dans lesquelles sera poursuivie une politique active de prévention contre les handicaps de l'enfance, tant dans le cadre de la périnatalité que dans celui de la pathologie cérébrale et de la pathologie génétique. Le gouvernement informera le Parlement des actions menées et de leurs résultats en ce qui concerne le dépistage et le traitement. »

Sur l'initiative de M. LENOIR, cet article a été ainsi complété : « Le ministre de la santé présentera, dans un délai de deux ans, un rapport sur les conditions dans lesquelles a été poursuivie la politique de prévention contre les handicaps de l'enfance, tant dans le cadre de la périnatalité que dans celui de la pathologie cérébrale et de la pathologie génétique, ainsi que sur des résultats obtenus par cette politique. »

● ART. 2. — Un amendement de la commission des affaires sociales tendant à substituer la notion « d'obligation scolaire » à celle « d'obligation éducative » qui est inscrite dans le projet a été repoussé par 156 voix contre 122. L'obligation éducative avait été votée au scrutin M. LENOIR, englobant « l'obligation scolaire ».

Les sénateurs ont toutefois voulu adapter la forme de l'obligation scolaire contenue dans l'obligation éducative : l'éducation spéciale, on l'a fixé, pourra se poursuivre après l'âge de la scolarité obligatoire.

● ART. 3. — Cet article met à la charge de l'Etat les dépenses d'enseignement et de première formation professionnelle des enfants et adolescents handicapés. Le Sénat a voté un amendement, déposé par M. LENOIR, incluant l'enseignement agricole et étendant l'aide de l'Etat aux établissements privés qui accueillent les handicapés pour leur donner cette formation.

● ART. 4. — Cet article institue une commission départementale pour l'orientation des handicapés. Dans chaque département cette commission sera présidée par un magistrat. (Amendement de M. CAILLAVET pour la commission de affaires culturelles) Le texte initial prévoyait que la composition de ces commissions — ainsi que leur fonctionnement — serait fixée par voie réglementaire. Le Sénat a précisé (sur initiative du gouvernement) :

« Lorsque les parents ou le représentant légal de l'enfant ou de l'adolescent handicapé font connaître leur préférence pour un établissement ou un service dispensant l'éducation spéciale correspondant à ses besoins et en mesure de l'accueillir, la commission est tenue de faire figurer cet établissement ou ce service au nombre de ceux qu'elle désigne. »

● ART. 5. — Le bénéfice de la non récupération par l'Etat, sur la succession d'un handicapé, est étendu à tous ceux qui ont eu en charge la personne handicapée décédée.

● ART. 6. — Cet article institue une allocation d'éducation spéciale unique, qui remplace les aides diverses du régime actuel. Une omission du texte initial a été réparée (amendement du gouvernement), en faveur des enfants placés en internat. Dans certains cas, en effet, ils risquaient d'être exclus du bénéfice de l'allocation spéciale. — A. G.

LAND EN UNION SOVIETIQUE  
che? leur commentaire dans la capitale soviétique



**sexpol**  
A POIL  
LES MILITANTS

... Nom  
... la Bretèche.  
... Un placement.

**Le nouveau carnet d'adresses de Christofle dans votre ville**

Pour que vous soyez conseillés et servis de façon irréprochable et que vous puissiez, à tout moment, compléter ou réassortir votre service d'orfèvrerie Christofle

<p><b>A PARIS</b> PAVILLON ROYAL 12, rue Royale PAVILLON HANOVRE 31, boulevard des Italiens PAVILLON MUETTE 95, rue de Passy PAVILLON NATION 17, cours de Vincennes GALERIES LAFAYETTE 40, boulevard Haussmann GALERIES LAFAYETTE Centre Mairie Montparnasse 22, rue du Départ Guy GRENIER 205, rue Saint-Martin</p>	<p><b>A PARIS</b> LA REINE BLANCHE 35, avenue des Gobelins ORFÈVRE DES TERNES 49, avenue des Ternes PORCELAINOR 31, rue de Paradis <b>A ARGENTUIL</b> Bijouterie VENDOME 15, place de la Commune de Paris <b>A BOULOGNE</b> ROUSSEAU 108, avenue E. Vaillant <b>A CERGY</b> M. LAMY AU ROUSSEAU Centre des Trois Fontaines</p>	<p><b>A COURBEVOIE</b> UTILUX "La boutique des cadeaux" 77, rue de Bezons <b>A CRÉTEIL</b> LA REINE BLANCHE Centre Commercial <b>A FONTAINEBLEAU</b> François AUCHERE 114, rue Grande <b>A JUVISY S/ORGE</b> GUERRAULT 15, Grande Rue <b>A LA GARENNE-COLOMBES</b> DUBREUIL 14, rue Voltaire</p>	<p><b>A LAGNY</b> LA COUPE D'OR 10, rue des Marches <b>A LA VARENNE ST-HILAIRE</b> MILHAU 91, rue du Bac <b>AU CHESNAY PARY II</b> PAVILLON PARY II Avenue de la Bretèche <b>AU VÉSINET</b> DUBREUIL 18, rue du Maréchal Foch <b>A MEAUX</b> TOURAUT-CHEREAU Angle rue du Grand Cerf</p>	<p><b>A MELUN</b> L'ART DU TEMPS 2, rue R. Pouteau <b>A MELUN</b> Jean TROUVÉ &amp; Fils 6, rue du Presbytère <b>A RUEIL-MALMAISON</b> JAHAN 6, rue Hervet <b>A SAINT-DENIS</b> André HECK 42, boulevard Jules-Guesde <b>A ST-GERMAIN-EN-LAYE</b> Jacques DECAN 38, rue Au-Pain</p>	<p><b>A SARTROUVILLE</b> Jacques PARENIN 53, avenue Jean-Jaurès <b>A TAVERNY</b> CHARMILLE 0, avenue de Verdun <b>A THIAIS</b> GALERIES LAFAYETTE Centre Commercial Belle Epine <b>A VÉLIZY VILLACOUBLAY</b> PAVILLON CHRISTOFLE Centre Commercial Vélizy II <b>A VERSAILLES</b> BEHIE 15, rue Carnot <b>A VINCENNES</b> Jacques DECAN 29, rue du Midi</p>
--	--	--	--	---	--

Pavillons Christofle et Concessionnaires exclusifs.  
Pour vous servir et vous conseiller avec compétence.

مكتبة الأهل

صكزامن الاصل

# POLITIQUE

## LES MEETINGS DE LA GAUCHE

### BORDEAUX : pas d'affluence

De notre correspondant

Bordeaux. — Aucun leader politique d'importance nationale n'avait servi de tête d'affiche au meeting organisé jeudi 10 avril par les trois partis de l'union de la gauche. Si deux mille personnes au moins ont participé à cette réunion, on était loin de l'affluence provoquée par M. François Mitterrand pour sa venue dans la même salle à l'occasion de la campagne présidentielle. Est-ce à cause du souvenir de cette réunion ? Les rangs paraissent bien clairsemés. Il est certain que les différentes délégations n'étaient

pas cette fois perdues dans une cohue invraisemblable. Elles prenaient une importance individuelle beaucoup plus grande. Indiscutablement, on s'observait, on se comptait de part et d'autre. La présentation des trois orateurs — M. Herminier pour le P.C., M. Sainte-Marie, député, pour le P.S. et M. Julien pour les radicaux de gauche — a permis de se faire une petite idée des forces en présence. Les applaudissements qui ont salué M. Herminier étaient, de loin, les plus nourris.

### TOULOUSE : de bonnes intentions

(De notre correspondant.)

Toulouse. — Avec leurs drapeaux rouges, leurs drapeaux tricolores, leurs banderoles, les jeunes communistes, les lycéens de l'UNOAL et les ouvriers en grève scandant les mots d'ordre communiste « Union, action, programme commun » et chantant « l'Internationale » ont donné le ton jeudi soir 10 avril à Toulouse au meeting de la gauche. La vaste salle du Parc des expositions, où l'on avait installé 5 000 chaises, était bondée. On remarquait aux premiers rangs les élus socialistes, nombreux en Haute-Garonne, et la rose fleurissait à beaucoup de boutonnières, mais l'ovation faite à M. René Piquet, membre du secrétariat du parti communiste, montra que le P.C.F. n'avait rien négligé pour composer l'auditoire. La réunion a été dépourvue sans heurts mais sans passion, sans la chaleureuse exaltation des

grandes campagnes électorales. Les orateurs, MM. Alain Savary pour les socialistes, René Piquet pour les communistes, Robert Fabre pour les radicaux de gauche, ont longuement parlé de la situation économique (chômage, récession, hausse des prix), mais il s'agissait surtout pour les trois partis de confirmer leurs bonnes intentions envers l'union de la gauche. M. Nous sommes à un nouveau départ (Robert Fabre). « Ensemble nous gagnerons » (M. Alain Savary). « Le programme commun est la chance, la seule chance de la France » (M. René Piquet). Il y eut presque surenchère sur ce point dans les conclusions, le porte-parole du P.C.F. se montrant le plus réservé, tandis que les jeunes communistes applaudissaient vivement les déclarations des représentants des radicaux de gauche et du parti socialiste.

## ANCIEN PRÉSIDENT DU CONSEIL DE LA IV<sup>e</sup> RÉPUBLIQUE

### Joseph Laniel est mort

Joseph Laniel, ancien président du conseil, est mort mardi 9 avril, à Paris, après une longue maladie. Il était âgé de quatre-vingt-deux ans. Ses obsèques auront lieu, mercredi 16 avril, en l'église Saint-Honoré d'Ely, à Paris.

Durant plus d'un demi-siècle, la trilogie du leader normand a représenté le Canada au Parlement. En 1932, Joseph Laniel succède en effet à son père Henri, qui depuis 1896 était député de l'arrondissement de Lisieux. Il s'inscrit alors au groupe de l'Alliance démocratique, qui siègeait à la droite dans la Chambre des députés. Né en 1889 à Vimouliers (Orne), Joseph Laniel avait, dès 1910, pris la direction de la Manufacture de toiles de Vimouliers et d'Isieux, fondée par son arrière-grand-père, et l'on dira plus tard qu'il représentait l'une des plus grosses fortunes du Parlement. Ayant terminé la guerre comme capitaine, il devient en 1919 maire de Notre-Dame-de-Courson et conseiller général du Calvados.

de défense, les troubles au Maroc et la déposition du Sultan. L'impression que le pays est mal gouverné donne libre cours aux sarcasmes, et François Mauriac, sans charité, dénonce « la dictature à tête de bouc » de M. Laniel dans la brochure à la fois respectueuse et la fortune : « Ce président massif, on discernait le premier coup d'œil qu'il incarnait : il y a du plomb dans cet homme-là ». Néanmoins, en décembre 1953, M. Joseph Laniel tente le sort en briguant la succession de Vincent Auriol à la présidence de la République. Si le sort, au troisième tour de scrutin, a été définitivement favorable à René Coty, M. Joseph Laniel a affirmé plus tard dans ses Mémoires — jours de gloire et jours cruels — qu'il avait été bel et bien élu au huitième tour, avec une dizaine de voix de plus que la majorité absolue : André Le Troquer, qui présidait le congrès, avait annulé quelques bulletins qui ne mentionnaient pas le prénom du candidat (1).

Le 12 juin 1954, n'ayant pas obtenu la confiance de l'Assemblée sur les problèmes d'Indochine, Joseph Laniel cède la place à Pierre Mendès-France. Il s'inscrit au groupe des indépendants, avec lequel le P.R.L. a fusionné, et conserve son mandat de député jusqu'en décembre 1958. Au moment de la crise de mai 1958, il refuse la confiance à l'éphémère gouvernement Pflimlin, mais le 1<sup>er</sup> juin, l'accorde au général de Gaulle. Sous la V<sup>e</sup> République, Joseph Laniel ne joue plus aucun rôle politique. Il se consacre à la rédaction de ses souvenirs, publiés en 1971, et dans lesquels il tente de justifier certaines de ses actions au regard de l'histoire et de rectifier les images trop cruelles que bien des polémistes avaient données de lui.

ANDRÉ PASSERON.  
(1) Cet épisode est également relaté dans les « Mémoires » de Vincent Auriol.

# AÉRONAUTIQUE

## LA LUFTHANSA DEMANDERAIT UN REPORT DE LA LIVRAISON DE SES QUATRE AIRBUS

Le conseil de surveillance de la compagnie aérienne ouest-allemande Lufthansa a examiné, mercredi 9 avril, les propositions — dont le contenu n'a pas été révélé à ce jour — du directeur de la compagnie en vue de mettre au point « une nouvelle ligne de négociation » avec la société Airbus-Industrie, qui doit lui livrer des exemplaires de ce bi-réacteur à grande capacité. Il paraît exclu que la compagnie ouest-allemande renonce définitivement à l'achat de l'Airbus, mais elle pourrait demander un report des livraisons et obtenir des aménagements de détail de son précédent contrat.

Le 13 décembre 1972, le conseil de surveillance avait approuvé l'achat de trois Airbus A-300-B-2, capables de transporter deux cent quatre-vingt passagers sur 2 600 kilomètres, et une prise d'option sur quatre autres appareils. De conception franco-ouest-allemande pour la cellule, avec des réacteurs américains, les appareils étaient livrables à partir de la fin de 1974. Toutefois, une clause du contrat introduit la possibilité d'une révision de l'accord si cinquante Airbus n'ont pas été effectivement livrés au 1<sup>er</sup> avril 1975. Ce qui est le cas, puisque seulement vingt-cinq commandes fermes (notamment par Air France, Korean Airlines, Indian Airlines, Air Spain et Germanair) ont été passées, en même temps que quarante-neuf options.

Le vice-président du Groupe-motif belge des constructions de matériel aéronautique, M. P. C. Wilkens, a révélé jeudi 10 avril, les conclusions d'un rapport établi par ses experts et remis au gouvernement belge le 14 mars, selon lequel l'achat Mirage F-1-M-53 est, du point de vue industriel, plus intéressant que son concurrent américain, le F-16.

Il semble que l'affaire se complique du fait d'un contrat de vente d'un Airbus à la compagnie ouest-allemande de transport à la demande Germanair, concurrente à bien des titres d'une filiale spécialisée, Candor, de la compagnie Lufthansa. Certaines conditions, jugées avantageuses, auraient été accordées à Germanair, et il est vraisemblable que Lufthansa est tentée d'obtenir des conditions équivalentes. La même attitude expliquerait la décision, en octobre 1974, de la compagnie espagnole Iberia, qui a choisi de passer à l'achat de quatre Airbus, alors que l'Espagne participe à la construction de l'Avion.

# ÉDUCATION

## Reprise de l'agitation dans les lycées et collèges

Des grèves sporadiques ont affecté, cette semaine, plusieurs établissements secondaires (lycées et collèges d'enseignement technique) de la région parisienne et de la province, notamment à Lille et dans l'académie de Besançon. Une manifestation, groupant plusieurs milliers de jeunes, a eu lieu, jeudi 10 avril, dans les rues de cette ville.

À Paris, un rassemblement d'élèves et de parents est prévu pour le samedi 13 avril devant le C.E.T. de la rue du Docteur-Potain (19<sup>e</sup>), fermé du 9 au 21 avril par décision de l'administration. D'autre part, cinq élèves du lycée Colbert (19<sup>e</sup>) ont été exclus pour huit jours — pour « agitation » — de cet établissement.

### AU C.E.T. POTAIN A NOUVEAU FERMÉ

## La réforme Haby est bien loin

La décision du recteur de fermer le collège d'enseignement technique de la rue du Docteur-Potain, à Paris-19<sup>e</sup>, a été prise contre l'avis des membres de la commission permanente de cet établissement. Par 9 voix contre 1, en effet, la commission s'était opposée, mercredi 9 avril, à cette fermeture. L'annonce qui en a été faite peu après par le directeur du C.E.T. a provoqué aussitôt l'indignation de certains professeurs ou parents d'élèves : « C'est la concentration à la manière Haby, on l'a vu », a-t-on rétorqué. « Les élèves ne peuvent reprendre les cours sans obtenir une victoire » : « Il y a eu des grèves depuis trois ans, mais c'est la première fois que le mouvement reprend après les vacances de Pâques ».

Le matin même, le directeur, qui a reçu des délégués, a refusé de signer le « protocole d'accord » qui lui était présenté, alors que la veille il avait donné un accord verbal. Les élèves du C.E.T. Potain, qui ont été « en pointe » dans le mouvement contre la réforme Haby (le monde du 11 mars) — l'établissement, en grève le 7 mars, a été fermé le 12 ; rouvert le 17 ; réfermé le lendemain, après une nouvelle grève — ne peuvent reprendre les cours sans obtenir une « victoire » : « Il y a eu des grèves depuis trois ans, mais c'est la première fois que le mouvement reprend après les vacances de Pâques ».

### Ils ont été échaudés

Pour quelques professeurs venus aux nouvelles, les revendications des élèves « ne sont pas démagogiques, mais méritent parfois de réagir ». Les réflexions racistes, en fait, les élèves interprètent mal des remarques que l'on fait à l'égard de leur école, que ce soit la couleur de sa peau, l'état « attaché » à l'état : une plaisanterie ; un professeur a symboliquement passé une ficelle au pied d'un élève pour se moquer de lui, parce qu'il allait et venait sans cesse dans l'atelier. Mais les professeurs ne peuvent être d'accord avec les « méthodes » des élèves : la grève des cours n'aura abouti qu'à faire fermer le C.E.T., et les élèves sont priés d'enseignement : « C'est ce que veut l'administration. Le problème réel, à leurs yeux, ce sont les conditions matérielles : on a promis de reconstruire l'établissement et, en attendant, de faire des travaux, mais les promesses ne sont pas tenues. Les élèves ont été échaudés, ils veulent des garanties. » — G. B.

Ces griefs, les membres du « comité de grève » les répètent en vrac : sans doute, ce n'est le cas que de quelques professeurs, mais un élève a été frappé parce qu'il avait l'air arrogant ; un autre a été attaché à un état parce qu'il était trop agité ; un jeune Nord-Africain a été traité de « sale Berbère » ; on a rappelé à un Martiniquais qu'on n'était pas sous les cocotiers ; la nourriture est « dégoûtante », l'eau est souvent « rouillée », et l'on sert du porc aux musulmans ; les journaux d'extrême gauche sont mal vus, et le panneau d'affichage des élèves n'est

## Inscriptions à l'I. F. A. C. E.

L'Institut de Formation d'Animateurs-Conseillers d'Entreprises

Fondé en 1969, l'I.F.A.C.E. fait partie du Centre Parisien de Développement de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris.

- **Est ouvert :**
  - aux étudiants d'un diplôme de 2<sup>e</sup> cycle (sciences humaines, gestion, grandes écoles) ;
  - aux cadres ayant au moins trois ans d'expérience et un haut niveau de culture
- **Prépare aux fonctions de conseil et de formateur**
  - Ces fonctions recouvrent des activités diverses, dans le domaine du Développement des Organisations (D.O.). Le démarche suivie s'apparente à un modèle Recherche Action.
  - L'I.F.A.C.E. propose de nombreuses expériences (conseil en formation, en organisation, animateur-formateur, responsable de formation) exercées dans le cadre d'une entreprise ou d'une institution (Administration, établissements publics, établissements d'enseignement...).
- **Propose un cycle de formation de deux ans à temps plein**
  - La pédagogie de l'I.F.A.C.E. comprend :
    - un apport théorique, sous forme de séminaires ponctuels (au début du cycle) ;
    - des groupes de recherche permanente, avec des animateurs, sur les actions menées par les assistants ;
    - de l'investissement, rendu possible par la pluridisciplinarité des assistants ;
    - de l'autoformation, grâce aux moyens et aux aides pédagogiques à la disposition des assistants.
  - L'I.F.A.C.E. délivre une attestation de fin d'études et favorise le stage de placement.
- **Conditions matérielles**
  - Il n'y a pas de frais de scolarité.
  - Après examen des dossiers, des bourses ou des indemnités de formation peuvent être accordées.

**I. F. A. C. E.**  
108, boulevard Malesherbes 75017 PARIS  
(Les inscriptions seront closes le 15 mai.)

# “Faites vos congrès en plein cœur de Paris!”

## Hôtel Sheraton à Montparnasse. Pour réserver: tél. 260.35.11.

**Paris-Sheraton Hotel**

La réforme Haby est bien loin

La réforme Haby est bien loin... Les projets de loi...

AU C.E.T. POTAIN A NOUVEAU FERME

Le C.E.T. Potain a nouveau fermé... Les travaux de construction...

La réforme Haby est bien loin

La réforme Haby est bien loin... Les projets de loi...

Les ont été échoués

Les ont été échoués... Les projets de loi...

Les ont été échoués

Les ont été échoués... Les projets de loi...

Les ont été échoués

Les ont été échoués... Les projets de loi...

Les ont été échoués

Les ont été échoués... Les projets de loi...

Les ont été échoués

Les ont été échoués... Les projets de loi...

Les ont été échoués

Les ont été échoués... Les projets de loi...

Les ont été échoués

Les ont été échoués... Les projets de loi...

LE C.H.U. DANS UN TERRAIN VAGUE

Pas de locaux pour Lariboisière-Saint-Louis

Deux cent cinquante étudiants du Centre hospitalier universitaire (C.H.U.) Lariboisière-Saint-Louis ont occupé pendant une heure, jeudi 10 avril, un terrain vague...

Le C.H.U. dispose en effet, pour des promotions de 400 étudiants, de trois amphithéâtres de 140 places, et d'une demi-douzaine de salles de classe de 20 à 30 places chacune...

L'autre réforme de l'enseignement

(Suite de la première page.) L'autonomie des établissements dans le cadre communal, départemental ou régional s'impose, elle peut permettre de retrouver à la base le centre d'information et de participation qui permet de redonner une légitimité au système scolaire...

L'estime de la société

Mais, il n'est pas d'enseignement sans adhésion des enseignants. Or, ceux-ci n'ont plus la foi. Ils n'ont plus conscience d'appartenir à un métier d'élite, reconnu par le corps social, requérant compétence et abnégation...

M. HABY : la philosophie ne sera pas sacrifiée.

M. René Haby, ministre de l'éducation, a souligné le 10 avril, devant la commission sénatoriale des affaires culturelles, qu'il estimait nécessaire d'accroître le niveau de formation des futurs bacheliers en assurant à tous, avant la fin du second cycle, un enseignement de la philosophie et par l'ouverture de l'histoire et de la géographie aux questions économiques et sociales.

Les Estérelles

Une solution de tranquillité pour votre argent... et pour vous. A 20 minutes du cœur de Paris (SNCF gare St-Lazare). Au centre de Cormeilles-en-Parisis. Dans un cadre de verdure Erlinor construit des immeubles livrables fin 1975...

Le document romain sur la réforme de l'imprimatur : une adaptation des règles à la pratique

Cité du Vatican. — La réforme de l'imprimatur qui vient d'être rendue publique par la congrégation romaine pour la doctrine de la foi (le Monde du 10 avril) n'est guère qu'une adaptation des règles à la pratique. De notre correspondant. L'article premier du document précise que l'évêque compétent à concéder l'imprimatur est celui du lieu de résidence de l'auteur ou celui du lieu de mise en vente...

grâce à vous nous construisons à Champmesnil la maison idéale... séjour-salle à manger à double exposition ou en toute propriété. Vaste suite des parents (chambre-bains-dressing) placard dans chaque chambre. cuisine entièrement équipée peinture et papiers peints épaisse moquette partout. Colchique 8 pièces, 4 ch., 2 bains 181 m2 300 000 F. ..voici pourquoi: 78% des acquéreurs préfèrent la région ouest avec un accès facile à l'autoroute et au train. 95% révent de la vraie campagne avec un village tout proche Champmesnil est au bord de la Vallée de Chevreuse et au cœur du village accueillant du Mesnil-Saint-Denis. 98% exigent des équipements collectifs à proximité Ecoles, CES, terrain de sport, piscine et centre commercial existent ou sont programmés sur place au Mesnil-Saint-Denis. 85% attendent de près la conception de la maison A Champmesnil, un choix de 8 maisons: de construction traditionnelle, elles possèdent de très grands espaces intérieurs et des aménagements luxueux et complets. 90% considèrent le prix comme un élément essentiel A Champmesnil, prix fermes, définitifs et tout compris: maison entièrement équipée, garage, jardin. Prix de lancement: 216 500 F (4 p.), 270 500 F (5 p.), 295 500 F (6 p.). 80% utilisent un crédit maximum Champmesnil offre des prêts préférentiels la Henin Cogeamo - BNP permettant un apport personnel réduit.

Un environnement exceptionnel. Tout est à la portée des résidents de Champmesnil: Paris (à 25 minutes rigoureuses par le train: Balson directe gare de la Verrière - gare Maine Montparnasse; en voiture par l'autoroute de l'Ouest et la N 10, ou par la route de la Vallée de Chevreuse, la N 302 puis la D 13 jusqu'au Mesnil St-Denis), les grands espaces naturels (centre de loisirs de Saint-Quentin en Yvelines, 5 km, forêt de Rambouillet, 15 km), les sites historiques (Fort Royal, 5 km, Dampierre, 7 km), et tous les équipements. Quant aux maisons, bien conçues et luxueusement équipées, elles bénéficient de la garantie de sérieux d'un grand constructeur-promoteur: le groupe SEFRIC-CIME. Visitez sur place les 8 maisons-modèles tous les jours de 10 h à 19 h. Champmesnil 78320, Le Mesnil St-Denis Tél. 461 81 38 - 71 20 - 83 51.



ENQUÊTE

L'énergie du désespoir ?

V. — VIE ET MORT D'UNE CENTRALE

par MARC AMBROISE-RENDU

Ces calories dont personne ne veut

Une usine électronucléaire n'utilise que 30 % de la chaleur produite par ses réacteurs (40 % pour une centrale thermique). Le reste doit être évacué dans l'atmosphère ou dans l'eau.

Les écologistes redoutent que le plancton soit tué par son passage dans la centrale, que l'eau réchauffée et faiblement chlorée ne nuise à l'équilibre du milieu marin et qu'elle n'empêche les poissons de se reproduire.

L'É.D.F. répond : si la totalité du plancton était tué (ce qui est improbable) la zone marquée par la centrale ne s'étendrait pas à plus de 100 hectares. Quant à la tâche d'eau réchauffée, sa dimension varierait selon les sites retenus.

Dans les estuaires, comme celui de la Gironde, où le brassage est assuré par le courant et les marées, l'É.D.F. a calculé que l'échauffement ne dépasserait pas 2 degrés et qu'il n'aurait pas de conséquences dommageables sur les bancs d'huîtres.

Verglas, nuages et brouillards

Pourquoi ou non de tours de refroidissement, les centrales évacuent dans le milieu naturel des masses de calories et d'humidité. Toute eau réchauffée a tendance à s'évaporer. Sur un fleuve qui reçoit les 200 000 litres d'eau réchauffée d'une centrale à quatre réacteurs, l'évaporation envoie dans l'atmosphère 1,5 tonne d'eau par seconde.

Pour évaluer les risques encourus par le Rhône le long duquel seront établies environ vingt-cinq «tranchées» (classées et nucléaires) dont une dizaine seulement dotées de tours de refroidissement, l'É.D.F. a élaboré un «modèle mathématique». Selon l'ordinateur, l'ensemble des eaux du Rhône seront réchauffées de 4 à 5 degrés toute l'année.

Que craint-on ? D'abord la formation d'un panache de vapeur d'eau. Selon les calculs de l'É.D.F. il sera le plus souvent de quelques centaines de mètres et trente-cinq jours par an de 50 kilomètres.

Les jours sans vent, le panache pourra donner naissance, à l'aplomb de la centrale, à un petit cumulus de 1 000 tonnes de fer plus on observe le long du rivage. Au seul ce nuage est incapable de précipiter mais les météorologues pensent qu'il peut servir d'altitude à la formation orageuse.

Les rejets massifs de vapeur d'eau par les centrales suisses, françaises et allemandes qui seraient éboulonnées le long du Rhin font redouter à certains scientifiques alsaciens une augmentation importante des jours de brouillard. Même crainte sur la Loire. Compte tenu de la hauteur des tours, répond l'É.D.F., les panaches ne peuvent retomber au sol. Cependant, ses services locaux, en collaboration avec le service des mines et la météo,

font une étude du climat alsacien à la demande du préfet.

On a observé encore que des gouttes d'eau sont entraînées par l'air chaud sortant de la tour et retombent aux alentours. Un dispositif simple permet de les piéger à 95 %. Ce qui reste représente tout de même 25 tonnes d'eau à l'heure qui arrosent un rayon de 500 mètres. Il y aura donc de l'humidité en permanence et du verglas en hiver sur les routes proches des centrales.

Que faire des réacteurs hors d'usage ?

Comme n'importe quelle machine, une centrale électronucléaire s'use. Au bout de vingt-cinq ans et parfois bien avant, elle est hors d'usage. Que faire alors de ce monument d'acier et de béton boursé de radioactivité ? Les études et les expériences de démantèlement débutent à peine. Une chose est sûre : il ne sera pas possible de laisser debout des centaines de réacteurs encombrants et dangereux.

Deux solutions sont envisagées. 1. — La démolition accélérée : la plus dangereuse et la plus coûteuse. Autour de la partie nucléaire qui reste en place, on rase la salle des générateurs de courant, on enlève les lignes, les pylônes, les bâtiments auxiliaires. On décharge le réacteur de son combustible et on purge les circuits de refroidissement. Il reste tout de même dans le réacteur une forte radioactivité émise par divers déchets et des poussières d'uranium qui se sont accumulés ici et là. Le cobalt contenu dans toutes les pièces métalliques entourant le cœur a été lui-même activé par vingt-cinq ans d'irradiation. Il émet des rayons gamma dangereux. Impossible de démonter et de démolir tout cela. Il faut donc bétonner les ouvertures et attendre au moins cinq ans que la radioactivité s'apaise.

Le réacteur reste soumis à une étroite surveillance. Après cette période de refroidissement on entame la démolition en commençant par le cœur. Mais il est encore beaucoup trop actif pour y accéder. Il faut le noyer et le découper sous l'eau avec des outils spéciaux télécommandés qui n'existent pas encore. Mais quatre cents tonnes d'acier qui l'on retire morceau par morceau et que l'on enferme immédiatement dans des caissons de béton.

Puis évacuation et traitement de l'eau devenue radioactive, démolition de la première enceinte de béton armé (épaisseur 3 mètres, 1 000 tonnes de fer plus on moins actif). Enfin démolition de

Pour le moment relatif «rennable» du pétrole (bien que l'incertitude règne sur la demande et l'offre d'énergie à long terme), l'atome civil doit passer du statut d'ennemi aux déchets radioactifs sortis des centrales, par une série d'épreuves de sécurité (voir «Le Monde» des 8, 9, 10 et 11 avril).

On n'installe pas en pleine campagne l'énorme réacteur qu'est une centrale nucléaire sans modifier les mœurs, les paysages, les eaux et le climat local.

Patentes : attention au mirage

Le chantier de construction d'un réacteur dure cinq années, celui d'une centrale de quatre réacteurs dix ans environ. Il occupe, au plus fort des travaux, de mille cinq cents à deux mille travailleurs. La plupart viennent de l'étranger ; ils vivent en cité provisoires et en cantines avec les grèves et les frictions que cela suppose. Ils dépensent une part de leur salaire sur place : la commerce villageois en profite, ainsi que la commune, par le biais de la patente. Les entreprises locales, souvent modestes, ne recueillent que 10 % des dépenses faites sur le chantier.

Une fois démarré, une centrale embauche très peu de monde sur place. Les trois cents techniciens que l'É.D.F. fait venir vivent en cité, un peu à part. Leurs salaires, qui ils dépensent partiellement sur place, représentent 10 millions de francs par an. Les immeubles et villas qu'on leur construit modifient le paysage du bourg.

La présence d'une centrale peut décourager le tourisme local. Elle n'exerce aucun effet d'entraînement industriel. L'É.D.F. ne concède pas de tarifs préférentiels aux entreprises qui s'installeraient à proximité et, pour des raisons de sécurité, ne souhaite guère leur présence.

Les municipalités veulent leurs charges scolaires, sportives, sanitaires, s'accroître, mais leurs recettes augmenter plus encore. Elles touchent une bonne part de l'impôt foncier versé par les installations de l'É.D.F., qui occupent 150 à 200 hectares. En 1973, pour la commune de Saint-Laurent-des-Bains (730 000 F). Elles reçoivent surtout la patente, calculée sur la production électrique des centrales, donc énorme. Pour les deux réacteurs de Saint-Laurent totalisant 1 000 MWé la commune (deux mille trois cents habitants) a touché, en 1974, près de 8 millions. Le département, de son côté, un peu plus de 5 millions. La patente par habitant est vingt-deux fois plus élevée à Saint-Laurent que dans la moyenne des communes de France. Si le taux de la patente est le même à Paluel, la municipalité recevra de l'É.D.F. 30 millions par an. Pour trois cents habitants ! Il n'en sera probablement pas ainsi car la réforme décidée par le gouvernement prévoit un étalement des patentes versées aux petites communes.

Au-delà du double de la moyenne nationale, l'exédent de patente ira au département. Cette mesure, si elle est adoptée, amputera des deux tiers ou des trois quarts les revenus escomptés par les communes et situées à l'extrémité d'un fil à une situation injuste sur le plan régional et génératrice de gaspillage.

Horizons « électriques »

Les quarante centrales ou «parcs de réacteurs» qui d'ici à l'an 2000 amèneront l'Hexagone vers un renforcement considérable des réseaux de transport et de distribution électrique. De 8 000 kilomètres, les lignes à très haute tension (400 000 et 800 000 volts) vont passer à 25 000 kilomètres environ, soit cinquante mille pylônes de 50 mètres de haut. Ces sapes de fil qui empêchent toute plantation d'arbres et sous lesquelles, bien que cela ne soit pas interdit, il n'est guère encourageant de construire couvriront entre 250 000 et 500 000 hectares, l'équivalent d'un département.

Ces grands « axes » seront ponctués d'une cinquantaine de postes d'interconnexion occupant chacun une quinzaine d'hectares. Les lignes à moyenne tension (de 30 000 à 90 000 volts) qui conduisent le courant vers les villes vont s'allonger de 15 000 kilomètres, ce qui suppose encore cinquante mille pylônes et d'autres postes d'interconnexion. Coût des opérations transport : 1 milliard par an. Quant au réseau de distribution proprement dit (moyenne et basse tension), il s'allongera, du fait de l'augmentation de la consommation électrique, de 250 000 kilomètres, que supposent près de deux millions de poteaux. Coût des opérations de distribution : 2,3 milliards par an.

Cette toile d'araignée et cette forêt de pylônes ne vont pas contribuer à embellir les horizons. L'É.D.F. en a conscience. Elle remplace les fils de ses lignes basse tension par un câble unique. Dans les agglomérations, elle les cache sous la chaussée ou s'efforce de les dissimuler le long des façades. Elle enterré actuellement 30 % des liaisons en moyenne tension, ce qui coûte d'ailleurs quatre fois plus cher. Mais elle affirme qu'il est techniquement impossible d'enfouir sur de longues distances les lignes à très haute tension. En effet, au bout de 15 à 20 kilomètres, les câbles s'échauffent. Peut-on au moins les enterrer à proximité des sites les plus fragiles ? Pas davantage, car, en cas d'orage, et donc de surtension, la ligne se rompt à l'endroit où elle pénètre sous terre.

Enfin, compte tenu de la qualité des câbles nécessaires et des travaux d'installation, une ligne souterraine à très haute tension coûte neuf à dix fois plus cher qu'une ligne aérienne, soit actuellement 5 millions de francs contre 500 000 francs.

Pour toutes ces raisons, l'É.D.F. ne prévoit d'enterrer ses lignes qu'exceptionnellement, à la sortie des centrales placées en des points délicats. L'avenir apparaîtra peut-être la solution intermédiaire de l'électroécrou. Les lignes sont enfermées dans de forts tuyaux que l'on peut alors passer sur la soi ou dissimuler dans des tranchées.

Prochain article : AUX CITOYENS DE RÉPONDRE par Pierre DROUIN

CAFETIÈRES ÉLECTRIQUES Français - Italiens ELECTRO-MÉNAGER Séche-cheveux - Mixoir BROSSE à DENTS - COUPE-CHEVEUX CADEAUX - GADGETS UTILES DIDIER-NEVEUR 35, Rue Marbeuf - Tél. : BAL 81-70 22, Rue de la Paix - PARIS Ouvert du lundi au samedi de 9 à 19 h.

Voyage culturel en Terre Sainte L'ARCHÉOLOGIE DÉCOUVRE LA BIBLE « A la recherche des origines culturelles de l'histoire Sainte » du 12 au 25 MAI 1975 avec le Père J.-B. LIVIO S.J. de la revue « CROISADE » Renseignements et inscriptions : PEUPLES ET CIVILISATIONS 5, av. Opéra, 75002 Paris, 260-31-66 Lic. 309 A

MATELAS - SOMMIERS - ENSEMBLES TRÉCA ÉPÉDA SIMMONS LIVRAISON GRATUITE DANS LA JOURNÉE EXPOSITION ET CENTRE D'ESSAI CAPELOU DISTRIBUTEUR Seule adresse de vente : 37, av. de la République PARIS XI - Tél. 357.48.35 METRO PARMENTIER

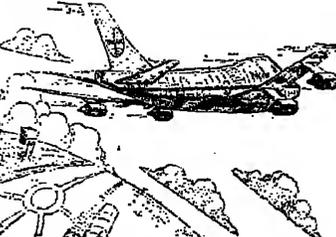
Les 7 exclusivités que Pan Am

Deux 747 quotidiens de Londres à destination de New York. Vol PA 01 : décollage à 18 h. C'est le vol le plus tardif au départ de l'Europe. Si vous habitez la province, il vous évite l'interminable transfert Orly/Paris. A Londres, les 747 Pan Am décollent de l'aéroport ou vous amènent. Quoi qu'il en soit, au départ de Londres les vols pour : Boston, Detroit, Washington, Atlanta, New Orleans, Seattle, Portland, San Francisco.

Les seuls 747 équipés comme des grands restaurants. En première des 747 Pan Am il y a une salle à manger, une cuisine, un bar, des tables et des chaises. Plus que jamais, les avions furent bon ménage avec la gastronomie.

A l'aéroport privée Pan Am de New York. Liaisons directes par hélicoptère avec le centre de Manhattan et correspondances avec 150 villes de l'Est. Le temps perdu à Kennedy, c'est bien fini. A l'aéroport privée Pan Am les formalités de douane, d'immigration, l'acheminement des bagages, les visas sont les plus rapides du monde. Mieux : si vous voulez être tout de suite au centre de Manhattan, dites-le, un hélicoptère vous y déposera.

ET. C'est l'insigne que vous porterez si vous êtes un frequent traveller (voyageur fidèle) et qui vous vaudra, entre autres privilèges, de ne pas attendre vos bagages, et de vous en faire appeler par votre nom.



Time is money.

Où on peut encore échapper à la banalité des voyages.

A quoi bon les voyages rapides si c'est pour perdre du temps à l'arrivée?

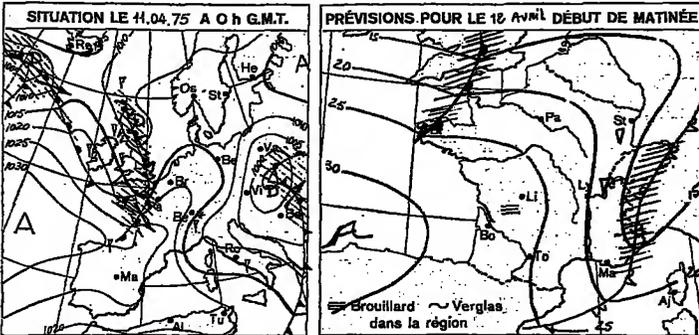
Good morning Mr. Martin!





AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE



Lignes d'égalité hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 1/3 de mm)
Zone de pluie ou neige
Sens de la marche des fronts

Evolution probable du temps en France entre le vendredi 12 avril à 0 heure et le samedi 13 avril à 24 heures:
L'anticyclone centré près des Açores dirigera sur l'Europe occidentale un flux océanique progressivement plus doux.

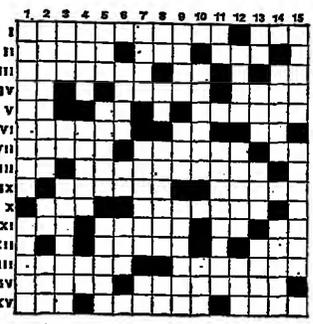
Samedi 12 avril, les températures continueront d'élever sur l'ensemble de notre pays, et de belles éclaircies se dérouleront du sud de la Bretagne aux Pyrénées et au golfe du Lion. Ailleurs, le ciel sera plus nuageux. Une zone faiblement pluvieuse, liée à la bordure méridionale d'un front chaud, atteindra, le matin, nos régions voisines de la Manche et de la mer du Nord. Cette zone, progressant ensuite à travers le Bassin parisien, gagnera, en fin de journée, l'Alsace, le Jura et la Franche-Comté. D'autres part, quelques averses se produiront encore sur les Alpes et la Corse.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1125

HORIZONTALLEMENT

I. Restent interdits dans la rue: Une tige ou un arbre. — II. Sont légers ou fort lourds; Un entêté; Au Pérou. — III. N'ont pas souvent les dents propres; Abréviation; Familier au pasteur. — IV. Termine une discussion; Façon de voir; Animal. — V. Désigne une reine du ciel; Lance des bruits incontrôlables; Surtout d'un corps simple. — VI. Son chef ne risque pas de passer inaperçu; Amusement les deux (épelle). — VII. A de nombreuses pièces; Jamais aussi total que lorsqu'il est qualifié de beau; Rievler (épelle). — VIII. Déséance verbale; Point large. — IX. Célèbre; Vieille nourrice au cœur toujours ardent. — X. De nous sommes tous. — XI. Ne jouissait pas du confort ménager; Élargit localement; Terme musical; Pronom. — XII. Produit du corps. — XIII. Garnis un fond; Se donnerait beaucoup de mal pour arriver à ses fins. — XIV. Ville étrangère. — XV. Fait de l'eau pour paraître heureux. — XVI. Guidant des points; Brutale résolution; Dans l'Orne.



SPORTS

JEUX OLYMPIQUES

LES ORGANISATEURS DE MONTRÉAL AFFIRMENT QUE LES INSTALLATIONS SERONT TERMINÉES EN TEMPS VOULU
M. Michel Guay, directeur de la construction du comité d'organisation des Jeux olympiques de Montréal, vient d'annoncer que les délais seront respectés. Sur la foi de cette déclaration, certains ont cru pouvoir annoncer la date de mars 1976 pour la fin des travaux, soit quatre mois avant le début des Jeux. Contrairement aux bruits qui ont couru (Le Monde du 3 avril), Montréal s'apprêterait donc à tenir ses engagements.

FAITS DIVERS

LA FUSILLADE DE LA RUE DU CHATEAU-DES-RENTIERS

La version des policiers est contredite par certains témoignages

Après l'inculpation de trois policiers, l'enquête judiciaire de M. Jean Subiatyrolles, juge d'instruction, sur la fusillade qui a coûté la vie à un automobiliste rue du Château-des-Rentiers (XIII<sup>e</sup> arrondissement), cherche maintenant à établir le déroulement exact du drame. Une première reconstitution le 9 avril, déjà permise par un certain nombre de points. De plus, certains témoignages semblent infirmer les déclarations des policiers sur les circonstances qui les ont amenés à faire usage de leurs armes.

Les trois auteurs des coups de feu avaient d'abord dit avoir eu l'impression que la 4 L de M. Lucien Bouvier accélérât à leur vue et fonçait sur eux et qu'ils avaient tiré pour écarter le danger. Or des riverains révèlent, au contraire, que la voiture roulait au pas — un des policiers la suivait même à pied — et que, bien loin d'augmenter sa vitesse, elle semblait même s'arrêter. Le reconstitution, pour sa part, devait montrer que les trois policiers n'étaient nullement groupés sur la chaussée, comme ils le laissent entendre dans leur récit. Deux d'entre eux étaient même cachés dans des couloirs d'immeubles voisins. Ces derniers n'avaient rien vu de la scène de rampe de feu et ont pu mal comprendre l'ordre de leur chef, le commissaire Vincent (« La moto! Arrêtez-la! »). De plus, les deux balles portées par l'inspecteur Michel Voignier ont pénétré dans le corps de la victime par le dos (l'une ressortant à la hauteur du cou, l'autre sous l'aisselle droite), donc à un moment où tout risque était écarté pour les policiers.

pourquoi ils ont tiré si c'est mal. L'insuffisance de leur formation et de leur entraînement apparaît de manière assez claire (Le Monde du 11 avril). Mais on doit constater que les dix balles ayant touché la voiture de M. Bouvier sont groupées à hauteur du choc et de la tête du conducteur et qu'aucune n'a atteint les pneus, ce qui aurait pourtant suffi à immobiliser la 4 L. Or le policier qui a cassé les vitres de la voiture se trouvait à moins d'un mètre de sa « cible », et aucune confusion n'était possible.

Dans un communiqué commun, les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. ont déclaré que le Syndicat de la magistrature et l'Union nationale des syndicats de journalistes évoquent cette fusillade, qu'ils rapprochent de celle du 10 avril et de la tête du conducteur et qu'aucune n'a atteint les pneus, ce qui aurait pourtant suffi à immobiliser la 4 L. Or le policier qui a cassé les vitres de la voiture se trouvait à moins d'un mètre de sa « cible », et aucune confusion n'était possible.

A Paris

UN HOMME QUI AVAIT PRIS DEUX OTAGES EST GRIÈVEMENT BLESSÉ PAR DES POLICIERS

Un ressortissant algérien âgé de trente-trois ans, Mahmoud Média, a été grièvement blessé par des policiers, le jeudi 10 avril, vers 11 h. 30, alors qu'il avait pris en otages deux infirmières de l'hôpital Saint-Vincent-de-Paul, 74, avenue Denfert-Rochereau, Paris-14<sup>e</sup>. Mahmoud Média a été hospitalisé dans un état très grave à la salle Cusco de l'Hôtel-Dieu.

NOUVELLE SÉRIE D'ATTENTATS DANS LE SUD DE LA FRANCE

Après les attentats commis dans la nuit du dimanche 6 au lundi 7 avril dans le sud de la France, notamment à Montauban, à Uzès et à Auch, une nouvelle série d'explosions a eu lieu dans l'Hérault durant la nuit de mercredi à jeudi, entre 22 heures et 1 heure du matin: trois à Béziers, une à Montpellier.

À BÉZIERS, une charge a explosé devant la recette des P.T.T., une seconde devant le nouvel Hôtel des Impôts, la troisième devant le foyer des travailleurs migrants qui abrite une cinquantaine de personnes. Les explosions n'ont provoqué que des dégâts matériels.

À MONTPELLIER, une charge a explosé jeudi 10 avril vers 1 h 30 devant le corps, remarqué que « des fautes graves ont été commises, et qu'elles ne peuvent être dues qu'à un manque de sang-froid et d'expérience professionnelle (...). L'insuffisance de la formation théorique et pratique se fait une fois encore lourdement sentir », constate le syndicat, dont le secrétaire général adjoint, M. Pierre Watelton, a expliqué, le 10 avril, au micro de R.F.I., qu'il souhaitait voir la durée de la formation passer à six mois, mais que la capacité des écoles de police ne permettait pas d'y parvenir avant le début de 1977.

Après l'accident de Lafrey, M. Gérard Simon, cinquantenaire, propriétaire de l'atelier syndicaliste polonais qui neuf personnes ont trouvé la mort le 2 avril dans la descente de Lafrey, qui avait été inculpé, le 3 avril, par M. Daniel Fargès, juge d'instruction, d'« homicides et blessures involontaires » et écroué à la Maison d'arrêt de Valces (Isère), a été remis en liberté ce jeudi 10 avril. (Corresp.)

JUSTICE

CONTESTATION AUTOUR D'UNE ENCHÈRE Avant ou après le coup de marteau?

Non seulement ces six pièces de porcelaine de dix-huitième siècle avaient appartenu à Sacha Guity, mais de plus elles avaient fait partie du tribut payé par Fath'Al aux vainsqueurs russes après la perte de l'Arménie en 1828. Les numismates étaient donc nombreux à l'hôtel Drouot, le 18 juin 1974, lorsque la Société civile professionnelle Etienne et Antoine Ader, Picard et Tajan mit ces pièces en vente.

Difficile à dire, sans doute, dans ces ventes où le rapide est la règle (l'attribut-on pas en moyenne soixante-quinze pièces à l'heure à Paris et cent à Londres?). Procès qui se double d'une inscription en faux vis-à-vis du procès-verbal de vente de M. Etienne Ader, la mention des incidents n'étant pas relatée dans les termes voulus par M. Ahtstrom.

Lors de la vente d'un lot particulièrement rare, une pièce en or coré de cent abas, pesant 40 grammes, seuls deux enchérisseurs se présentèrent: une femme et M. Ahtstrom, le directeur de la Galerie des monnaies de Genève, un numismate professionnel.

Ce dernier, pour cette « précipitation anormale au mépris d'une enchère portée de façon distincte », ne réclame pas moins de 307 000 F de dommages et intérêts s'il ne peut obtenir l'annulation de la vente.

À l'heure de la vente, le marteau n'avait pas encore frappé. Un second incident devait se produire à 101 000 F. Le directeur

M. le procureur de la République conclut au droit le 21 mai. B. D.

VERDICT DE CLÉMENCE POUR DES « JUSTICIERS »

Verdict de clémence, jeudi 10 avril devant la cour d'assises de Paris, à l'encontre de trois personnes accusées d'avoir participé à une expédition punitive à leur domicile. Claude Piana, dite Babette, a été condamnée à cinq ans d'emprisonnement, dont trois avec sursis; Alain Jambet à cinq ans d'emprisonnement, dont un avec sursis; enfin, Henri Monney a été acquitté.

Le jeune homme avait affirmé avoir été attaqué par trois Portugais et avait entraîné une équipe de « justiciers » pour se venger. M. Maxime Ferreira Paz, député, dont le monde admet qu'il n'était pour rien dans l'affaire, fut la principale victime de l'expédition. Grièvement blessé de six coups de couteau en face, à la nuque et au bras, M. Ferreira Paz est resté paralysé d'une jambe et à une invalidité reconnue de 100 %.

Pour infraction à la législation sur les stupéfiants (on en avait découvert à leur domicile plusieurs kilos), deux Toulousains, M. Jean-Claude Rivière, dix-neuf ans, étudiant, et Mlle Edwige Lacombe, vingt et un ans, ont été condamnés par le tribunal de grande instance de Toulouse à quatre mois d'emprisonnement, dont deux avec sursis, et mise à l'épreuve pendant cinq ans, ainsi qu'à l'obligation de justifier d'une activité professionnelle ou de suivre un enseignement professionnel. M. Rivière et Mlle Lacombe devront payer conjointement et solidairement à l'administration des douanes 491 900 F d'amende.

Après la mort de M. Lucien Bouvier, le représentant du commerce tué le 6 avril à Paris par des policiers qui l'avaient pris pour un malfaiteur, la chambre syndicale nationale des représentants dégrés et cadres de la vente extérieure a émis la plus énergique protestation contre le manque de sang-froid et l'absence de précautions élémentaires ayant abouti à ce tragique accident. Elle estime que les mesures de répression contre le banditisme doivent avant tout tenir compte en priorité de la sécurité des citoyens.

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Salettes
75457 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4297 - 12
ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
et COMMANDES (sans Algérie)
50 F 150 F 225 F 300 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
144 F 272 F 402 F 530 F
ÉTRANGÈRE
par messagerie
I - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS - SUISSE
115 F 210 F 307 F 400 F
II - TUNISIE
125 F 231 F 337 F 440 F
Par voie aérienne
tarif sur demande
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande
Changements d'adresse (deux semaines au plus, une abonnée doit être invitée à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ)
Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance
Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les noms propres en caractères d'imprimerie.

Journal officiel
Sont publiés au Journal officiel du 11 avril:
UNE LOI
Habilitation des associations constituées pour la lutte contre le prosélytisme à exercer l'action civile.
UN DÉCRET
Fortant prorogation au profit de la Société d'aménagement des friches et talles de l'Est (SAFE) du droit de préemption.
Édité par la S.A.R.L. Le Monde.
Gérant: Jacques Favret, directeur de la publication. Jacques Savignat.
Imprimé par la S.A.R.L. Le Monde, 5, rue des Salettes, PARIS-IX<sup>e</sup>.

Basket-ball
L'Équipe de France a battu, jeudi 20 avril, le Real Madrid (79 points à 66) en finale de la coupe d'Europe, disputée à Anvers.
Tennis de table
La France a peut-être échappé à la relégation en dernière décision en battant par quatre victoires à trois, jeudi soir 10 avril, à Bolton (Lancashire) la Grande-Bretagne dans un match comptant pour le championnat de la Ligue européenne. Le numéro un français, Jacques Secrétin, s'est adjugé ses deux simples et le double mixte avec Claude Bergeret.
Martello Gotschal a remporté le challenge des moniteurs de ski, triomphant facilement dans les deux manches des séries Lafforgez.

Pour diffusion en vers le M.R.A.P. (Mouvement pour le racisme, l'antisémitisme et pour la paix), l'hebdomadaire Minute, en la personne de son directeur, M. Jean Polzou, a été condamné le 6 avril par la dix-septième

chambre correctionnelle de Paris, qui présidait M. Jacques Etienne, à 3 000 francs de dommages et intérêts au M.R.A.P., 2 000 francs au secrétaire général, M. Albert Levy.

DE LA RUE DU CHATEAU-DES-RENTIERS
dors est contrôlée par certains témoignages

Comment se voient-ils ? Comment les voit-on en 1975, ces gens - saugrenus, anachroniques ? - des groupes folkloriques ?

NOUVEAU SINE PAFRINAI
DANS LE SUD DE LA FRANCE

Après le succès remporté dans le sud de la France, le nouveau Sine Pafrinai...

Le Monde du TOURISME et des LOISIRS

UNE INSURRECTION CONTRE LE CONFORMISME

Le folklore ne veut plus du folklore

COMMENT se voient-ils ? Comment les voit-on en 1975, ces gens - saugrenus, anachroniques ?

trouvé ici ce que nous ne trouvons pas dans le monde moderne : la communauté, le goût de la fête, le refus du mercantilisme...

à la redéfinir, au besoin en rajoutant son aspect « sortie d'itinéraire ». Les travaux pratiques - armant les moyens nouveaux de l'audio-visuel ou de la représentation scénique - n'expriment qu'un premier degré de la volonté de modernisation.

mot bien galvaudé, disent-ils, tout n'est pas invité de la veille pour qui ne s'en tient pas naïvement aux formes. Attitude qui fait scandale pour les conformistes du nouveau...

NEUD DE CHAINES

FALLAIT-IL miser sur les « trois étoiles » ? Les « deux étoiles » confor... de l'avis des professionnels, restent aux frontières de l'utopie...

Sous nos yeux

Son-His surprise, les anciens, devant le retour nouveau que leur apportent les différents courants de contestation de la société de consommation ?

Car le fait est là d'un élargissement des activités et d'un accroissement des affectifs. Hier, les « sociétés » groupaient surtout des gens d'âge mûr et des enfants.

Les plus fortunés ont payé jusqu'à l'équivalent de quatre cent cinquante mille francs par couple pour disposer, pendant vingt-deux jours, d'un appartement de luxe...

interprètes qui considèrent pour leur part le Queen-Elizabeth-II comme un bateau merveilleux.

LE QUEEN ELIZABETH-II EXPLOITE L'HERITAGE DU FRANCE

son arrivée au quai de la Cunard, à Southampton, une Rolls-Royce métallisée argent attendait le Queen-Elizabeth-II, qui vient pour la première fois de « boucler la boucle ».

Toute la nuit, entre Cherbourg et Southampton, devant une soixantaine de journalistes, les responsables de la compagnie ont chanté de concert avec les trois cent cinquante clients du Royaume-Uni...

Les cinq « chefs » Trente-trois passagers français (vingt cent trente Américains) ont accompli la croisière autour du monde...

Conséquence de l'importance que prendra à partir de cette année la clientèle fidèle de la French Line, la Cunard ne fait pas surfinancement d'affaires toutefois pour les voyageurs de langue française.

AUTOUR D'UNE BICHE

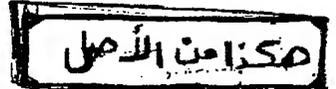
VERDICT DE COURSE POUR DES... le succès de... AUTOUR D'UNE BICHE

Été 75 ALBANIE Circuit 2 semaines YUGOSLAVIE Séjour Ile de BRAC CHEVAL Initiation et randonnées GRECE Séjour à KALOGRIA EXPEDITIONS INDE/NEPAL - LAPONIE - TURQUIE - MAROC

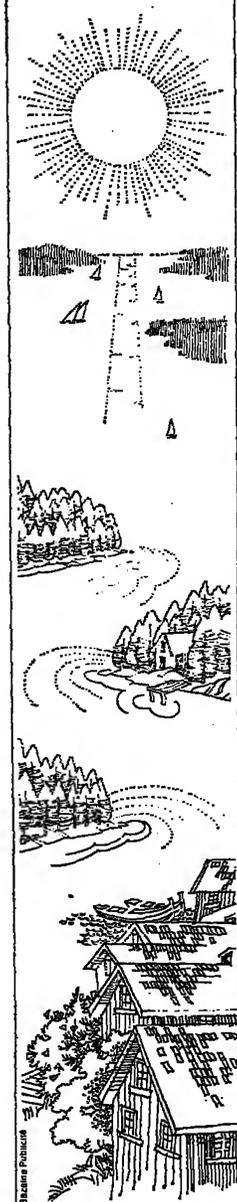
LIBAIR 17, rue Turbigo - 75002 PARIS

TURQUIE 8 jours 1.015\$

des prix pour aller plus loin plus longtemps



سكنا من الصيف



En été, la Scandinavie est si belle que le soleil ne se décide pas à se coucher.

Ces étés lumineux que l'on voudrait ne jamais voir finir on les trouve en Scandinavie. Les oiseaux le savent bien. Aux beaux jours, ils remontent vers le Nord. Au pays des Vikings, là où le soleil s'attarde. Vers les archipels, les fjords, les lacs, les forêts, les rivages préservés. Et si vous remontez vous aussi vers la Scandinavie? Vous y serez bien accueilli. On y aime les visiteurs, hommes ou oiseaux, comme on y aime la nature. Venez, SAS, la compagnie aérienne Scandinave, vous fera connaître les charmes connus et secrets du pays où elle est née. En liaison avec les agences de voyages, SAS a mis au point de nombreux séjours de une à trois semaines et de 1000 F à 4000 F. L'été approche. Retrouvez la liberté. Envolez-vous.

Scandinavie. L'Europe au naturel.

SAS SCANDINAVIAN AIRLINES

croisière sauvage en Turquie avec V.V.T. Nom Adresse à retourner à Voyages Vacances Tourisme 5 bd de Vaugrand 75015 PARIS 11 quai des Célestins 69002 Lyon

Hôtel Métropole CH-3800 Interlaken. Tél. 03 22 922 / Tél. 036 - 21 21 51. Ouvert toute l'année. W. Christ, Dir. Hôtel de 1er rang le plus moderne de la région. 180 lits, toutes les chambres avec bain ou douche, balcon avec vue sur la « Jungfrau », téléphone, radio et réveille matin. Dancing-Bar, Raquette, Snack-Bar, Appart-Bar, Restaurant Chateaux. Top o'Hot café-bar au 1er étage, piscine couverte, sauna. Déesse-pension: dans chambre double, service incl. Frs. 72.-/85.- par pers. par jour, selon durée du séjour et saison; chambre à un lit Frs. 10.- suppl.

ASIE bali 3.950 f tokyo 3.650 f ET 300 VOYAGES SUR L'EXTRÊME-ORIENT CHARTERS GROUPE INDIVIDUELS VOYAGES PROFESSIONNELS CENTRE D'INFORMATIONS TOURISTIQUES DE L'ASIE DU SUD-EST 163, avenue de Maine 75014 Paris 567-04-51 - 783-48-16

Tourisme

Les locations d'été, comme chez soi

« EN location, on est chez soi... On le Français, est individuiste, bien alléchant, se sentira-il mieux à l'aise durant le temps de ses vacances que dans un « meublé » - villa, chalet, cabanon, appartement ou simple chambre chez l'habitant - loué pour la saison? Les chiffres sont là, qui prouvent combien nos compatriotes restent attachés à ce mode d'habitat saisonnier, et ce, en dépit des formules, bien alléchantes cependant, que les professionnels des vacances insèrent à leurs catalogues. Mais force est de reconnaître que, toute question de « liberté » mise à part, la solution location reste - notamment pour les familles nombreuses - la seule (avec le camping et le caravanning) qui soit satisfaisante au plan financier. Pourtant, louer n'est pas si simple qu'il y paraît. Où s'adresser pour louer? Comment se fier à la description si tentante que le locuteur fait de sa maison et de sa vue sur la mer, à cette photographie

prise au grand angle avant d'avoir été peut-être retouchée? Par quel moyen s'assurer que le contrat - signé à distance dans la majorité des cas, par le biais d'un échange postal - est conforme aux textes en vigueur? Autant de questions que tout locataire en puissance est en droit de se poser, autant de déceptions qui, parfois, attendent à leur descente du train, des portes d'entrée, des locataires attérés... Aujourd'hui, grâce à l'action entreprise conjointement, voici trois ans, par la Fédération nationale des agents immobiliers (F.N.A.I.M.) et la Fédération nationale des syndicats d'initiative et offices de tourisme (F.N.S.I.O.T.), action qui devrait aboutir à l'élaboration d'une charte des meublés saisonniers, on peut parler d'une normalisation du produit « logements de vacances », et, mieux, de réelles garanties. En effet, ce document, qui précise clairement les quatre catégories auxquelles peuvent prétendre, en fonction de leurs critères de confort et d'équipements, les maisons proposées à la location, garantit à qui ne peut

vister au préalable le logement choisi, une qualité bien définie. Outre les agences immobilières affiliées à la F.N.A.I.M. (750 environ sur 8 000) pratiquent la location saisonnière et facilement identifiables grâce au panneau de couleur jaune « agent immobilier F.N.A.I.M. » apposé dans leur officine, un certain nombre d'organismes d'obédiences diverses proposent des locations. Les personnes désireuses de louer recueilleront auprès des offices de tourisme ou des syndicats d'initiative du département ou des localités de leur choix de précieuses indications quant aux possibilités offertes, directement ou indirectement, et, partant, bénéficieront des garanties dont ces instances officielles entourent obligatoirement leurs interventions. \* La brochure 410 Vacances 1975, éditée par la F.N.A.I.M., 1120, G. Saint-Honoré, 75008 Paris, tél. 225-00-85 et qui comporte les adresses de deux cent quatre-vingt-sept agents immobiliers répartis dans toute la France, sera adressée gratuitement sur simple demande.

EN CAS DE MALHEUR

LES règles légales d'assurance sont les mêmes pour les vacanciers en location et le locataire d'un appartement dans un immeuble urbain, rappelle le Centre d'information et de documentation de l'assurance (C.I.D.A.). Le vacancier est automatiquement responsable des dommages - incendie, dégâts des eaux, explosions, etc. - qu'il peut causer. Le locataire peut, par conséquent, soit faire inclure dans le contrat de sa résidence principale une clause d'extension automatique aux risques de villégiature (maux, dans ce cas, une condition sera exigée : la villa de vacances doit être construite « en dur »), soit contracter une assurance spécialement pour les vacances.

Responsabilité incendie. Avant de souscrire quelque assurance que ce soit, demander au propriétaire (ou à l'agence de location) quelles dispositions d'assurance il a prises - s'il ou non « onéreux » au recours contre son locataire, et, en conséquence, celui-ci doit-il ou non assurer sa responsabilité locative? Sans doute parce que ni les murs ni les meubles ne sont si appropriés, le locataire en meublé n'a pas conscience de ses respon-

DROITS ET DEVOIRS

DEPUIS 1972, date de sa création, on parle beaucoup de la Charte nationale des meublés saisonniers et des « droits des locataires ». Les professionnels de l'immobilier, adhérents de la F.N.A.I.M. (Fédération nationale des experts immobiliers, mandataires en vente de fonds de commerce, administrateurs de biens), s'ils reconnaissent qu'il était urgent de préciser quelques conditions générales d'habitabilité des estivants (ou les hivernants) étaient en droit d'attendre d'une « villa avec vue imprenable sur la mer », ou d'un chalet « bien situé dans la vallée », ont insisté, lors de leurs « journées nationales » qui ont eu lieu au début de cette année, pour que l'on se préoccupe désormais des devoirs du locataire. « Trop souvent, disent-ils, les clients se croient tout permis parce qu'ils ont payé et ils se « défontent » sur les installations mises à leur disposition ». Les grands mouvements de clientèle qui se produisent généralement dans des délais extrêmement courts ne laissent pas toujours le temps aux agents immobiliers ou à leurs collaborateurs de louer les détectives, même s'ils connaissent les ficelles du métier : les assiettes cassées au cœur d'une pile, le matelas taché, volontairement encombré par les bagages au départ, les moquettes brûlées ou souillées dissimulées par le socle d'un lampadaire... Si les professionnels de la location saisonnière ont d'une façon générale rapidement appliqué la charte, les propriétaires indépendants - réunis ou non en association (ils représentent en France environ 35 % des transactions) - n'y sont pas encore tous astreints. La Fédération nationale des syndicats d'initiative et offices de tourisme (F.N.S.I.O.) à qui revient l'initiative de cette charte s'emploie

actuellement à faire recenser les locations gérées ainsi directement, et dont les listes seront ensuite officialisées par les préfetures. Si la clientèle des meublés saisonniers augmente moins vite que le nombre des locations nouvelles - expansion qui s'effectue au détriment des locations anciennes, - elle croit cependant régulièrement. Les sept cents professionnels immobiliers rattachés à la F.N.A.I.M. ont assuré, l'année dernière, les vacances de deux millions de personnes (soixante millions de journées-location au total). Le secrétaire d'Etat au tourisme note pour sa part que les meublés saisonniers ont hébergé, en 1973, 16 % du nombre total des étrangers venus passer des vacances en France, alors que le camping n'a concerné que 4 % d'entre eux. Conscients du rôle qu'ils jouent ainsi sur le plan de l'économie touristique, les agents immobiliers assument bien fondée leur réclamation d'une révision de la fiscalité « particulièrement lourde et injuste ». La location saisonnière, qu'elle s'exerce ou non par l'intermédiaire d'un mandataire professionnel, est en effet assimilée à une activité commerciale et, de ce fait, se trouve concernée par les impôts locaux, la T.V.A. et la taxe sur les bénéfices industriels et commerciaux. Les agents immobiliers aimeraient que le régime des locations soit aligné sur celui de l'hôtellerie saisonnière. - B.E.

Les vacances c'est comme le reste, quand on connaît les bonnes adresses on peut avoir des prix.

Quand il s'agit d'acheter un pull, du champagne, un réfrigérateur, des disques... vous êtes organisé. Vous connaissez l'adresse où vous pourrez négocier réduction ou prix de gros. Quand il s'agit de vos vacances, discutez-vous avec les Compagnies Aériennes ou les hôtels pour obtenir des rabais? non. D'ailleurs vous n'en auriez pas, vous le savez. Alors pour évaluer vos dépenses, vous prenez les tarifs individuels et faites votre décompte personnel: avion aller-retour + chambres + déjeuners + dîners + excursions... l'addition est sévère et vous fait peut-être remettre en question vos vacances 75. C'est alors qu'une adresse, une de ces fameuses adresses qui manque à votre petit carnet, peut tout arranger.

Cette adresse, c'est la nôtre. Havas-Voyages (en fait nous en avons 209 dans toute la France). Vous venez nous voir. Vous nous expliquez ce que vous souhaitez comme vacances. Et nous raisonnons avec vous l'addition. Même avion, même catégorie d'hôtel, même qualité de repas, mêmes excursions... Nous arrivons moins cher, bien moins cher. Quelquefois jusqu'à 50 % de moins que ce que vous aviez compté. C'est tout naturel. Nous sommes la plus importante Agence française de voyages. Nous avons des accords: vous en profitez. Maintenant une suggestion: sortez votre fameux petit carnet et ajoutez l'adresse ci-dessous à la rubrique vacances



Havas Voyages conseille et garantit vos vacances. 200 AGENCES EN FRANCE. Demandez nos brochures à l'agence Havas Voyages la plus proche de votre domicile. ou à Havas Voyages: service documentation - 26, avenue de l'Opéra, 75001 Paris.

cap vers le soleil de minuit avec V.V.T. Nom Adresse à retourner à Voyages Vacances Tourisme 5 bd de Vaugrand 75015 PARIS 11 quai des Célestins 69002 Lyon

DÉCOUVERTE ET CULTURE Loisirs. D.C.L. créée en 88 à l'initiative du P.S.U., vit essentiellement de ses adhérents. D.C.L., animée des voyages d'étude, réalise des brochures, des montages audio-visuels, propose des vacances collectives et des rencontres militantes. Le bilan des tentatives historiques de transition au Socialisme, l'ampleur des luttes anticapitalistes du mouvement ouvrier européen et nord-américain, des luttes anti-impérialistes, enfin pour quoi il est fondamental de soutenir les luttes des mouvements ouvriers étrangers et de Libération Nationale, voilà ce que D.C.L. veut faire découvrir et comprendre. Pour les séjours en France, D.C.L. entend favoriser la rencontre de travailleurs dans un cadre et des circonstances où les rapports d'argent sont les plus réduits, favoriser un modèle de vacances dans des lieux où l'on se repose d'une année de bruit et de travail tout en ayant des contacts avec la population alentour. VOYAGES 75 : CHINE - ALBANIE - PALESTINE - PORTUGAL - SOMALIE - ALGERIE - YEMEN DU SUD - PEROU - CALIFORNIE - ROUMANIE... SEJOURS 75 : CEVENNES - PAYS BASQUE - PROVENCE... ADHÉREZ à D.C.L. ! 84 rue Notre-Dame des Champs - 75006 Paris - tél 325 00 09 / 633 77 78 (ouvert tous les jours de 10h30 à 19h)

**LE MONDE**

**Le monde chez soi**

On ne peut pas aller partout, mais on peut aller dans son pays. C'est le principe de la P.N.A.L.M. (Plan National d'Action pour le Tourisme Inter-régional).

Le P.N.A.L.M. a pour but de promouvoir le tourisme inter-régional en France, en favorisant les déplacements entre les régions.

Les participants à ce programme sont les régions, les départements, les communes, les professionnels du tourisme et les touristes.

Les actions menées par le P.N.A.L.M. sont :

- la mise en place de circuits touristiques inter-régionaux ;
- la promotion de sites touristiques ;
- la mise en place de services touristiques ;
- la mise en place de infrastructures touristiques ;
- la mise en place de services touristiques ;
- la mise en place de infrastructures touristiques ;

**DROITS ET DEVOIRS**

Le touriste a des droits et des devoirs. Les droits sont :

- de connaître les sites et les monuments ;
- de bénéficier de services touristiques ;
- de bénéficier de infrastructures touristiques ;
- de bénéficier de services touristiques ;
- de bénéficier de infrastructures touristiques ;

Les devoirs sont :

- de respecter les sites et les monuments ;
- de respecter les services touristiques ;
- de respecter les infrastructures touristiques ;
- de respecter les services touristiques ;
- de respecter les infrastructures touristiques ;

**Un guide pour l'été**

Le guide pour l'été est un ouvrage qui vous aide à organiser votre séjour. Il contient des conseils sur :

- le choix de la destination ;
- le choix de l'hébergement ;
- le choix des activités ;
- le choix des transports ;
- le choix des services touristiques ;
- le choix des infrastructures touristiques ;

**DECOUVERTE ET CULTURE**

Le monde est riche de découvertes et de cultures. Le guide pour l'été vous aide à découvrir et à apprécier ces richesses.

Le guide pour l'été est un ouvrage qui vous aide à organiser votre séjour. Il contient des conseils sur :

- le choix de la destination ;
- le choix de l'hébergement ;
- le choix des activités ;
- le choix des transports ;
- le choix des services touristiques ;
- le choix des infrastructures touristiques ;

**Tourisme**

**Année archéologique en Bourgogne**

**MILLE SIÈCLES SOUS TERRE**

La table et les vins avaient déjà fait, de longue date, la réputation de la Bourgogne, ce carrefour de vastes mouvements de populations situé au centre de la France. Cette province, formée de quatre départements - la Côte-d'Or, la Saône-et-Loire, la Nièvre et l'Yonne - offre cependant au touriste un très grand nombre de trésors artistiques - souvent méconnus parce qu'inaccessibles pour la plupart jusqu'à ces dernières années - grâce à une collaboration efficace entre les offices de tourisme départementaux, la Caisse nationale des monuments historiques et des sites, et l'ancien commissariat au tourisme.

S'il est un domaine où la Bourgogne a réussi à coordonner ses activités, c'est bien le secteur touristique. En 1967, le comité régional avait en effet mené une campagne pour que l'art romain en Bourgogne soit mieux connu du grand public : deux cent cinquante églises (ou parties d'églises) avaient pu ainsi être visitées par un très grand nombre de touristes.

En 1973, nouvelle opération menée en commun par les quatre départements : l'Année des châteaux de Bourgogne. Une centaine de châteaux et de demeures historiques ont été ouvertes à la visite, après quelques travaux d'entretien et au terme de tractations parfois délicates avec les propriétaires. L'animation de ces châteaux par des spectacles avait contribué à la réussite de l'opération.

Le comité régional du tourisme de Bourgogne veut franchir un nouveau pas cette année en proposant une forme d'approche des réalités régionales qui sera de surcroît une innovation en France. Grâce à l'action des directions régionales des Antiquités préhistoriques et historiques, des responsables des chantiers et des conservateurs de musées, dix chantiers de fouilles seront ouverts au public pendant les mois de juillet et août, tandis que vingt-huit musées présenteront des expositions couvrant une période qui s'étend de cent mille ans avant Jésus-Christ à l'aube de l'ère chrétienne. L'opération a été baptisée Mille siècles en Bourgogne.

Pour la préhistoire, d'importantes sites, comme Salutré et Chassemy (Saône-et-Loire), illustrent deux des plus célèbres civilisations du paléolithique supérieur et du néolithique d'Europe occidentale, le solutréen et le chasséen. On pourra également voir à Coignes-sur-Loire et à Luzzy (Nièvre) les facies culturels antérieurs du paléolithique inférieur et moyen. La période mésolithique et la période néolithique apparaissent à travers les séries de sites de Sermoyer (Ain) et le camp de Chassemy.

L'âge du bronze est représenté par les huit cents bijoux de bronze du dépôt de Villahermy (Yonne), visibles à Sens, les épées et le casque de Chalons-sur-Saône, les bracelets d'or de La Rochepot (Côte-d'Or), exposés à Dijon.

Les époques gallo-romaines sont enfin très largement représentées en Bourgogne. Dans la Nièvre, les expositions de Coignes-sur-Loire, Entrains-sur-Nohain, Champellament et Château-Chinon permettent de renouer avec la vie des Gallo-Romains à travers leur mobilier, leurs sanctuaires, leurs théâtres.

En Côte-d'Or, les sites d'Alésia (Aïse-Sainte-Reine), de Nuits-Saint-Georges, de Mirebeau-sur-Bèze, de Malsin, des sources de la Seine, sont justement réputés pour les témoignages qu'ils apportent quant à l'importance et la qualité de la culture gallo-romaine, au cœur même de la Bourgogne.

En Saône-et-Loire, on ne peut manquer de signaler les excavations de Chalons-sur-Saône, Mâcon, Autun, Digoin, Romaney où, outre des témoignages sur la vie de la région, on pourra voir des témoins du passé industriel. Sur le sommet du mont Beuvray, où s'étendait Fibrace, capitale des Éduens, se trouvent encore, enfouis sous les bûissons, les derniers et brillants vestiges de la civilisation gallo-romaine. Si certains de ces sites étaient déjà célèbres, l'accès désormais possible aux petites fouilles permettra au visiteur de se faire une idée plus juste de la recherche archéologique.

De par la qualité des découvertes, comme à Compiègne (Nièvre), où l'on peut déjà entrevoir le cœur d'une ville gallo-romaine avec son centre commercial et religieux, ou aux Barbaux (Nièvre), lieu riche d'un théâtre rural antique.

De plus, l'opération Mille siècles en Bourgogne permettra sans doute de vulgariser, au sein du terrain, la recherche archéologique. Les responsables des Antiquités historiques souhaiteraient aller plus loin encore en proposant notamment au conseil régional de se prononcer pour des « thèmes locomotives » permettant d'attirer davantage d'étrangers en Bourgogne. Pourquoi ne pas créer, par exemple, un musée de qualité à Alésia, ou acheter le mont Beuvray pour y effectuer des fouilles de grande envergure ? « L'archéologie, sentiment-ils, ne doit pas rester quelque chose de secret. Pour retrouver son identité, le Français moyen n'a pas besoin d'aller en Grèce. Pourquoi ne pas mettre en valeur nos propres richesses ? »

En attendant, les organismes de tourisme de la Bourgogne ne s'arrêteront pas aux Mille siècles : ils projettent déjà de lancer une campagne commune en faveur de la navigation de plaisance et du tourisme équestre. Dans le même esprit de conservation...

CHARLES MARQUÉS.

\* Office de tourisme et accueil de France, place Darcy, 21000 Dijon, tél. 32-62-80.

**pour vivre vos vacances librement à rif djebba**

Rif Djebba, c'est la Méditerranée à la marocaine. Un village conçu pour des vacances jeunes, en famille et en toute liberté.

Une vie de détente, une animation efficace mais discrète. Activités séparées pour les enfants, jeux de plage, piscine, voile, ski nautique, équitation, volley, etc.

A 70 kms de Tanger et à 15 de Tétouan, de nombreuses possibilités d'excursions vous sont proposées pour découvrir ce pays aux mille facettes.

UNE SEMAINE depuis PARIS-PARIS 1.300 F

voyages vacances tourisme  
5, Boulevard de Vaugirard  
75015 Paris  
Tél. : 538 5212

**raid et bivouac au Sahara avec V.V.T.**

**l'Irlande à bicyclette avec V.V.T.**

Nom .....  
Adresse .....

Voyages Vacances Tourisme  
5 bd de Vaugirard 75015 Paris  
11 quai des Célestins 69002 Lyon

**GUIDES UNICLAM**

**Amérique latine: l'invitation au voyage.**

Après le guide du Pérou, le guide du Guatemala

Voici le premier et le seul guide complet sur le Guatemala, son histoire politique et son économie. Vous y trouverez toutes les informations précises que vous cherchez, des renseignements pratiques, les transports, les hôtels, les itinéraires... enfin tout ce qu'il est indispensable de savoir pour mieux connaître le Guatemala.

Expositions d'artisanat - Voyages toute l'année - Circuits Séjours - Stages - Réunions d'information - Films et diapositives - Tous les jours à 20 heures.

Bon à retourner à UNICLAM  
8 rue Casimir Delavigne - 75008 PARIS - 633.58.14 et 325.78.31

NOM .....  
ADRESSE .....

désire recevoir :  
 guide GUATEMALA (27,60F franco)  
 guide PÉROU (29,60F franco)  
 brochure voyages

**\*104\* PARIS-LONDRES**

**c'est l'Angleterre en autocar par PHoverlloyd.**

Un confortable car Pullman vous emmène sur l'autoroute Paris-Londres.

La Manche? Il la traverse à 100 à l'heure sur un véritable paquebot volant.

Un voyage fabuleux, riche de souvenirs à un prix fabuleusement bas.

Brochure, horaires et réservation auprès de votre agence de voyages ou à HOVERLLOYD:

tél. Calais 34.6710. Paris 225.33.95.

Jeunes gens (moins de 18 ans) : 81 F  
Les étudiants (jusqu'à 26 ans) voyagent au tarif moins de 18 ans, à condition qu'ils étudient à plein temps.

HOVERLLOYD PLUS VITE MOINS CHER VERS L'ANGLETERRE

M  
adresse .....  
ville .....  
code postal .....

Désire recevoir gratuitement une brochure HOVERLLOYD  
A retourner à HOVERLLOYD  
Hoverport International  
62106 Calais

(PUBLICITE)

**4 jours par Jet Air France ou British Airways**

**LONDRES**

Week-ends spéciaux du 1<sup>er</sup> MAI ASCENSION PENTECOTE

Séjour en demi-pension  
Hôtel catégorie touristes supérieure  
Transferts  
Excursions locales  
Service d'un accompagnateur

Prix PARIS-PARIS : 710 F  
FRANCE TOURISME  
PARIS EXCURSIONS  
1, rue Auber - 75009 Paris  
Ouvert le samedi Lit. 101

XII<sup>e</sup> Jeux Olympiques d'Hiver, Innsbruck, 4-15/2/76



**D'ÉTÉ - REPOS - SPORTS - LOISIRS**

Mettez une croix dans la case en face du prospectus et de l'information spéciale désirée. Découper et envoyer le coupon-réponse à l'Office National Autrichien du Tourisme, 12, rue Auber, 75009 PARIS (téléphone : 073-93-82) ou directement au Landesverkehrsamt, Adalgasse 2a, A-6010 INNSBRUCK.

Dépliant général d'été  
 Liste des hôtels, auberges et pensions  
 Carte illustrée  
 Vacances à la ferme  
 Calendrier des manifestations  
 Tennis - Équitation - Golf

Information spéciale pour :

Garderies pour les enfants des vacanciers  
 Offres pour des vacances familiales  
 Hobby de vacances  
 Piscines couvertes  
 Stations de vacances avec carte d'Hôte

NOM .....

RUE ..... VILLE .....

**CAP sur CASABLANCA**

mini croisière de 6 jours au départ de Marseille  
16 départs : du 1<sup>er</sup> mars au 13 décembre 1975

Prix de 1050 à 2350 F  
(tout compris sauf excursions et pourboires)

**MARSEILLE - PALMA - MALAGA - CASABLANCA TANGER - MARSEILLE**

Croisières-séjours à Tormolinos et Agadir  
Croisières-tourisme "Les villes impériales du Maroc" et "Circuits du Sud marocain"

à bord de **MASSALIA**

**CROISIÈRES PROUET**

Pour plus amples renseignements : Adressez-vous à votre agence de voyages habituelle ou aux Croisières Prouet : Paris : 5, bd Malesherbes - Tél. : 266.57.59  
Marseille : 70, Rue de la République - Tél. : 90.81.80

**france congrès**

un éventail des villes congrès les mieux équipées de France

Association des villes de Congrès, France Congrès vous apporte son expérience, sa documentation, tous les renseignements dont vous avez besoin pour la préparation de vos congrès, afin de vous éviter des démarches et des pertes de temps inutiles.

LA BAULE	PARIS
BIARRITZ	STRASBOURG
BORDEAUX	TOULOUSE
CANNES	LE TOUQUET
DEAUVILLE	VERSAILLES
GRENOBLE	VICHY
LYON	VITTEL
NICE	PIA MONACO

NOM .....  
Entreprise .....  
ville .....  
Adresse .....

FRANCE CONGRES  
24, Av. de l'Opéra 75001 Paris  
Téléphone 0732457 - 0738031.

Les services de France Congrès sont gratuits.

مركز من الأعمال

صكنا من الاصل

LA RELANCE DU TOURISME TUNISIEN SE CONFIRME... 32.718 touristes ont visité la Tunisie au cours du mois de janvier 1975, en accroissement de 23,1 % par rapport au même mois de l'année écoulée.

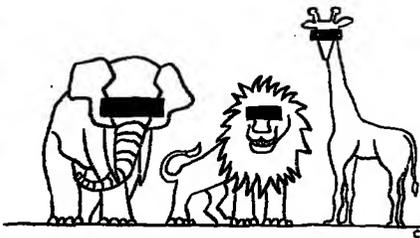
LES VACANCES EN JEAN'S !!! Si vous avez de l'humour et si vous aimez les vrais voyages, alors rejoignez NOMADE, 68, rue de Valenciennes, 75006 Paris, 548-16-69.

TOURISME HOTELS RECOMMANDES

- Campagne: ST-PARDOUX-LA-CROISILLE, VILLEFRANCHE-SUR-MER, BORDEAUX, CARNAC, Ile de Jersey, Côte d'Azur, Province, Station thermale, Angleterre, Suisse.

Tourisme

Whisky du soir au pied



du Kilimandjaro

LA REVANCHE

La vogue du safari a conduit le Kenya à régler les pèlerinages en brousse et à construire des hôtels confortables sur les lieux mêmes où l'on peut observer les animaux. C'est la revanche des fauves de voir, au milieu d'eux, les humains dans des cages confortables!

Nous sommes aujourd'hui en mesure de proposer une réponse à la question que pose Ernest Hemingway, dès les premières lignes de sa nouvelle « Les neiges du Kilimandjaro ».

VIVRE AVEC SON CORPS Comment retrouver l'usage de notre corps? Cet été nous mènerons cette recherche autour de quatre thèmes: Expression et relation, Danse et expression, Expression artisanale, Sport et expression.

Voyage culturel en Terre Sainte L'ARCHÉOLOGIE DÉCOUVRE LA BIBLE - À la recherche des origines culturelles de l'Écriture Sainte - du 12 au 25 mai 1975.

Voleurs

La momie, le remarquable film du réalisateur égyptien Chadi Abdesselam, qui avait obtenu le prix Georges-Sadoul en 1970, est enfin sorti en Égypte.

Portugal tout prend un goût de liberté. doucement Voilà ce qui se passe quand on ne se maîtrise pas. Vous avez acheté vos cadeaux. Et il y en a beaucoup. Trop, diront votre mari et votre douanier. Bah! vous avez des excuses. Le shopping au Portugal, c'est la fête. Vins de Porto, dentelles, céramiques, poteries, objets d'art, tout témoigne de l'explosion de joie d'un peuple né pour la joie.

- \* Les routes secrètes de Turquie\*3000 km chez le Pharaon \* L'Inde à dos d'éléphant \* Persépolis, caviar et pétro-dollars \* Les îles Vertes de L'Algérie \* Le Niger en pirogue \* Le Sénégal en taxi-brousse \* ...ou Bali en mobylette!...

victoire totale du VOYAGE VERITE En 1974, GRANDES VACANCES lançait le voyage « vérité », et prenait des risques en écrivant: « fini le tourisme asseptisé! Son objectif était modeste. Il espérait 1 000 participants, plutôt intellectuels. Le résultat fut surprenant. Des Français, de toutes conditions, de tous âges, de toute fortune, adoptèrent la formule comme on avale un bol d'air pur. Ils furent 3 000. Aujourd'hui, devant ce succès, GRANDES VACANCES récidive et vous propose:

Bienvenue au Canada DU QUÉBEC À L'ACADIE (16 jours) Montréal, Québec, berceau de la civilisation française en Amérique, le Nouveau-Brunswick et la Gaspésie, la majestueuse traversée du fleuve Saint-Laurent. De Paris à Paris, par personne : à partir de 5450 f.

# LA REVANCHE

La vague du safari a envahi le Kenya à tel point que le tourisme est devenu une véritable manie. On ne peut observer les animaux sans se sentir un peu de la sorte. C'est la revanche des touristes sur les Kenyans qui ne peuvent pas en faire autrement.

Après une semaine de safari au Kenya, on se rend compte que le tourisme est devenu une véritable manie. On ne peut observer les animaux sans se sentir un peu de la sorte. C'est la revanche des touristes sur les Kenyans qui ne peuvent pas en faire autrement.

# DES GRANDS FAUVES

Là, en plein pays massai, l'habitué des palaces ne sera pas désorienté. Il retrouvera dans les bungalows du Serena Lodge, dont la construction a été en partie financée par Aga Khan, tout le nécessaire : la salle de bains, les éclairages tamisés, les sièges confortables, un service souriant sans obséquiosité. A chacun de ces hôtels de brousse on a imposé le style des constructions locales.

Le monde dit civilisé, dans un hôtel très urbain d'une plage de Mambasa, un cri de femme blanche retentit dans les couloirs de l'hôtel. Cette dame qui avait apprécié pendant une semaine le voisinage des fauves les plus vindicatifs, qui n'avait pas sourcillé quand une lionne égorgea un gnu, qui s'était approchée des éléphants jusqu'à sentir l'air déplacé par leurs grandes oreilles en éventail, était debout sur une chaise au milieu de sa chambre, sous son pot de crème anti-solaire à la menthe.

## Tourisme

### En attendant le lion

Tout commence, à la tombée de la nuit, quand de l'esplanade surélevée du bar, on guette, un whisky à portée de la main, les jumelles sur la poitrine, l'apparition des animaux. De la forêt voisine sortent les éléphants, toujours curieux, et la tête hochée dans les feuillages, les girafes au cou tendu comme des périscaopes qui observent ces lumières d'un autre monde qu'elles savent inoffensives. Si les Massais sont bien disposés, ils apparaissent soudain brandissant leurs javalots, dont ils ne se séparent jamais, drapés dans leurs écharpes rouges, parés de colliers de perles, portant aux oreilles, dont les lobes sont percés et distendus, des ornements divers, tubes d'aspérités ou dents de lion. Jaloux de leur indépendance, ces guerriers, qui ne se nourrissent que de viande, long et sec, les cheveux arrangés en fines tresses collées au crâne par une boue rouge dont Elisabeth Arden ignore le secret, ont horreur d'être photographiés. Ils doivent, à l'âge de quinze ans, tuer un lion au javalot pour pénétrer le cercle des adultes. C'est un exercice dange-

reux auquel papa Hemingway s'est essayé sans succès. Leur danse, sauts et tressautements sur place, paraît monotone et peu spectaculaire, et ils disparaissent comme ils sont venus, marchant vers la forêt où aucun Blanc n'oserait s'aventurer à cette heure sans un bon fusil. Bientôt, on réclame le silence et tandis que des boys prudents disposent des quartiers de viande sous les projecteurs, l'attente commence. Certains soirs, on ne voit que le chat de l'hôtel, un royal goudiade, qui pourrait sortir tout droit d'une loge de concert ou du troisième arrondissement, mais parfois les buissons s'écartent, laissant apparaître une hyène puante, des chacals, des gros bilieux, plus rarement une lionne que son seigneur et maître a envoyée aux provisions comme le vent étriqué du couple lionkin. Les matraillons, grands oiseaux laids au cou grutoux, rouges et déprimés, jalonnant le décor, s'élèvent en un vol mou jusqu'au faite des arbres, où ils passeront la nuit, attendant l'heure des ordures ménagères.

# Voleurs

Les voleurs, au Kenya, sont très nombreux. Ils volent les sacs à dos, les appareils photo, les bijoux, les vêtements. Ils sont très dangereux et on doit être très prudent. On ne peut pas aller au Kenya sans être équipé avec beaucoup de précautions.

# en Égypte

Les sites archéologiques, tels que le temple d'Aménophis IV (Akhenaton), l'inventeur de l'idée d'un dieu unique, ont été dérobés nuitamment. De l'égyptologue, ce vol a été commis par des connaissances, ou sur leur ordre, car les pièces emportées paraissent avoir été choisies pour leur valeur artistique particulière. Des noms de collectionneurs ou de marchands étrangers fameux ont été prononcés, mais, pour le moment, on a seulement arrêté deux ou trois pauvres gaffars.

POUR TOUTS VOS PROJETS DE VOYAGES - VACANCES - SEJOURS - CIRCUITS - CURES DE GERIATRIE, EN

**ROUMANIE**  
Consultez le spécialiste

**COMITOUR**  
votre tourisme-conseil

TROIS AGENCES A VOTRE SERVICE

PARIS : 161, rue Saint-Honoré - Tél. : 260.38.55  
NICE : 15, rue Alberti - Tél. : 85.46.71  
MARSEILLE : 22, avenue J. Cantini - Tél. : 42.05.86

### pour combattre les effets du vieillissement

## Cures de gériatrie en ROUMANIE

Les cures du Professeur ANA ASLAN, retardent les effets du vieillissement, améliorent l'état physique et accroissent le potentiel intellectuel. Les traitements sont administrés :

- dans les stations balnéaires de Eforie, Neptun, Mangalia où peuvent également être traités les touristes séjournant dans les autres stations de Mamaia, Jupiter, Venus et Saturne.
- près de Bucarest, à l'Institut Otopeni, à l'hôtel clinique Parc, dans les villas de Snagov, au Château de Buftea, ainsi que dans les hôtels de Bucarest.
- dans toutes les autres stations du pays à Sinala (hôtel Palais), à Herculane, à Făltic et à Calimanesti.

2 semaines (1) à partir de 2.180 F  
2 semaines (1) à partir de 3.370 F  
2 semaines (1) à partir de 3.270 F

(1) Ces prix s'entendent traitement compris, séjour en pension complète et voyage avion.

Réservations et inscriptions dans toutes les agences de voyages. Renseignements et documentation : OFFICE DU TOURISME ROUMAIN et Cie AERIENNE TAROM. Nouvelle adresse : 38, Avenue de l'Opéra - 75002 PARIS - Tél. : 073.79.08

DOCUMENTATION : Je désire recevoir une documentation détaillée sur les cures de gériatrie du Professeur ASLAN.

NOM : .....  
Adresse : .....  
Code et Ville : ..... M

## Bienvenue au Canada

DU QUÉBEC À L'ACADIE

15 jours de bon plaisir à la Nouvelle-Géorgie

5450 F

4800 F 4750 F

la tourisme français

"Une solide équipe de jeunes qui ne se prennent jamais au sérieux mais sont cependant on-ne-peut-plus-sérieux..." J.-M. Durand-Souffland

pour parler hors des sentiers battus...

## le GUIDE du ROUTARD

vient de paraître

Formalités, auto-stop, charters, gîtes où dormir, médicaments indispensables, bonnes adresses... Quel que soit le pays choisi, un maximum de tuyaux!

4 volumes : EUROPE, 19F AFRIQUE, 19F AMÉRIQUES, 19F ASIE, 21F

HACHETTE

### Mâchoires qui claquent

Plus tard, on découvre à Kilimngi-Lodge, un autre motel de brousse entouré de palissades comme Fort-Alamo, des oiseaux audacieux, aux plumages colorés, aux becs étranges, qui viennent manger dans vos mains, des écureuils espiègles, des singes grinçants. A Mxima-Spring, on verra émerger des eaux de la rivière entre deux cascades les yeux globuleux des hippopotames, on entendra claquer les mâchoires des crocodiles et l'on apercevra de loin - car ils sont terriblement lunatiques et vigoureux - des rhinocéros, unicornes, capables de retourner d'une charge, le minibus comme une crépe.

### LA COTE DE CORAIL TOUT COMPRIS

Des séjours, des circuits-safaris, ou mieux, une astucieuse combinaison des deux formules, qui permettra à l'issue d'une randonnée dans les réserves de profiter des plaisirs de la plage : le catalogue de J&T Tous comporte une gamme de propositions diverses correspondant à tous les goûts - à tous les budgets.

### VOYAGE AUX U.S.A.

Les U.S.A. et les Américains. Une formule originale au sein d'un groupe restreint pour visiter les U.S.A. et vivre avec des Américains.

## Le 9 août, si vous êtes avec nous à Amalfi, vous prendrez votre petit déjeuner en robe du soir...

Ou vous visiterez, selon votre goût, l'ancienne cité grecque de Paestum et ses temples doriques - Salerne les célèbres grottes de Capri et la villa San Michele les ruines de Pompei - la cité étrusque et romaine d'Herкулanum - Positano et Sorrente où la lumière et la musique donnent à l'air une densité poétique.

Peut-être préférez-vous vous rafraîchir dans le piscine du Daphne, ou vous reposer dans votre cabine, ou encore vous en remettre à Lancone, qui prendra soin de votre bien-être.

Le Daphné, navire de 17 000 tonnes 212 cabines, exceptionnellement spacieuses, presque toutes avec baies vitrées donnant sur la mer, toutes équipées de salles de bains, air conditionné, moquette, téléphone - une cuisine raffinée comportant de nombreuses spécialités locales un institut de beauté et un salon de coiffure des bouillottes hors taxes - une piscine un gymnase - 2 saunas - une bibliothèque - une discothèque un orchestre - un cinéma théâtre une salle de jeux pour enfants un tir aux pigeons

## Carras

### Croisières Carras: la liberté de choisir.

Les Cîtes de la mer: 26 juillet au 16 août 1975.  
Les Faveurs de la mer: 16 août au 6 septembre 1975.  
Cap sur Byzance: 6 au 28 septembre 1975.  
Les Cîtes du Levant: 28 septembre au 12 octobre 1975 - 12 au 26 octobre 1975 - 26 octobre au 9 novembre 1975.  
Pour tous renseignements, consultez votre agence de voyages ou Transports et Voyages - Agenc général pour la France - 8 rue Auber - PARIS Cedex 09 - TEL 742.51.49.

مكتبة الأمل

مركزنا الأصلي

Plaisirs de la table



PROVINCIALES

Il convient de citer Balaou : « On mange en province sans honte d'avoir bon appétit, et non comme à Paris où il semble que les machoires se meuvent par des lois somptuaires qui prennent à tâche de démentir les lois de l'anatomie. A Paris on mange du bout des dents, on escamote ses plaisirs, tandis qu'en province les choses se passent naturellement... »

La Haute-Provence, pays de la « non-démence », disait Glono, possède une étape qui, si elle était en pays plus « passants », aurait ses deux (ou trois, pourquoi pas ?) étoiles au Michelin. Mais du

moins le coq noir couronné du Kléber compense-t-il l'injuste oubli où l'on tient généralement la Bonne Étape de Château-Ar-noux (1). Quelle belle maison ! Aux chambrées modernes pour le confort, rares pour le calme, aux menus honnêtes (Durance à 42 F et Provence à 69 F), et quelle cuisine !

Reims, cœur de la Champagne, serait gourmandement disgraciée si elle n'avait pas les Boyer père et fils. En leur Chaumière, qui se passerait bien d'être relais gourmand, leur menu est fonction du marché du jour. J'y ai relevé, cet heureux midi où j'y fus, outre le foie gras au naturel remarquable (33 F), une tourte aux poireaux

très riche (30 F), un feuilleté d'escargots aérien et précieux (35 F), un simple jambon de Ferme à l'os (22 F). Les poissons (de mer) m'ont paru être choisis dans le rayon « riche » (sole, bar, turbot) pour satisfaire sans doute une clientèle qui ne sait pas qu'un simple maquereau ou la raie ont plus de goût et de valeur qu'eux. Mais du moins le bar est-il de ligne, brossé au champagne et accompagné de petites légumes (40 F). Ragout fin de rognons et ris de veau (35 F), bresse aux champignons des bois (30 F pour deux), pièce de bœuf au bouxy et à la moelle (28 F pour deux), et ce jour-là un bon mode (saiguillet) au cuminés bien savoureux. Bons fromages et merveilleux desserts (délices de Marjorie, 15 F). J'en ai compté plus d'une douzaine sur le chariot.

Belle cave et, en champagne, une évidente collection de bouteilles (avec un rouge du Lude, réserve des Relais qui suffirait à mon sens pour que les Boyer démissionnent des Relais gourmands).

« Retour dans une heure... Trois heures plus tard, ceux qui avaient reçu cette promesse se rendaient à l'évidence : un homme et deux femmes se trouvaient en position dans le temple de neige qui balayait le plateau des Saïtes. Paris pour une courte randonnée en skis de fond, ils n'avaient pas rejoint leur point de départ dans les délais fixés. En fin de journée, les sauveteurs avaient vérifié leurs « talkies-walkies » et fait sortir la chenillette.

Le petit groupe ignorait ces circonstances tragiques. Il avait entamé sa course sous une neige légère en empruntant un circuit balisé que l'un d'eux avait déjà parcouru à deux reprises. Sans le soleil il est vrai. Ce qui changea le cours des choses, c'est le temple qui se leva brusquement. Les skis retournèrent en l'air, ils « bottaient » comme on dit, et le grès cinglant obligeait les skieurs à se tourner de trois quarts.

« Le petit groupe ignorait ces circonstances tragiques. Il avait entamé sa course sous une neige légère en empruntant un circuit balisé que l'un d'eux avait déjà parcouru à deux reprises. Sans le soleil il est vrai. Ce qui changea le cours des choses, c'est le temple qui se leva brusquement. Les skis retournèrent en l'air, ils « bottaient » comme on dit, et le grès cinglant obligeait les skieurs à se tourner de trois quarts.

Sports



SANG-FROID DANS LA TOURMENTE

« Retour dans une heure... Trois heures plus tard, ceux qui avaient reçu cette promesse se rendaient à l'évidence : un homme et deux femmes se trouvaient en position dans le temple de neige qui balayait le plateau des Saïtes. Paris pour une courte randonnée en skis de fond, ils n'avaient pas rejoint leur point de départ dans les délais fixés. En fin de journée, les sauveteurs avaient vérifié leurs « talkies-walkies » et fait sortir la chenillette.

« Retour dans une heure... Trois heures plus tard, ceux qui avaient reçu cette promesse se rendaient à l'évidence : un homme et deux femmes se trouvaient en position dans le temple de neige qui balayait le plateau des Saïtes. Paris pour une courte randonnée en skis de fond, ils n'avaient pas rejoint leur point de départ dans les délais fixés. En fin de journée, les sauveteurs avaient vérifié leurs « talkies-walkies » et fait sortir la chenillette.

« Retour dans une heure... Trois heures plus tard, ceux qui avaient reçu cette promesse se rendaient à l'évidence : un homme et deux femmes se trouvaient en position dans le temple de neige qui balayait le plateau des Saïtes. Paris pour une courte randonnée en skis de fond, ils n'avaient pas rejoint leur point de départ dans les délais fixés. En fin de journée, les sauveteurs avaient vérifié leurs « talkies-walkies » et fait sortir la chenillette.

Le Minotaure

Cependant, plus redoutable que cet effort immédiat, paraissait la perspective d'une nuit à passer, sans manger et sans boire, dans cet univers gelé.

Cependant, plus redoutable que cet effort immédiat, paraissait la perspective d'une nuit à passer, sans manger et sans boire, dans cet univers gelé.

L'Hôtel de Paris, à Moulins, est une de nos haltes annuelles sur le chemin de Vichy. Il me plaît que le Kléber lui donne cette année une couronne et qu'il ait deux étoiles au Michelin. M. Laustriat, en effet, s'attache à « truffer » sa carte (menus à 42 F et 58 F très corrects) de plats du folklore gourmand du Bourbonnais. C'est pourquoi je lui pardonne ses queues de languisettes New-Burg, sa poêle Belle Éléène et autres sottises de chef. Car son saupiquet des Amognes (24 F), son jambon blanc du Bourbonnais (qui régala Guy des Cars l'autre année, 14 F), ses œufs pochés morvandelle (9 F), son omelette brayaude (14 F), son saumon de l'Allier à la julienne de légumes (32 F), son gigot

« Sur cette région, ceux qui s'intéressent à l'histoire liront avec profit un remarquable livre de Jacques et Micheline Ort, Les Gorges du Verdon dans l'histoire de la Provence, qui vient de paraître aux éditions B.P.L., 78, Champs-Élysées, prix : 78 F.

Le nouveau numéro de téléphone du restaurant Le Jardin de Théophile (Le Monde du 5 avril) est 280-23-80.

CLIN D'ŒIL

L'épicier de Schéhérazade

On a un peu oublié, au temps des drugstores, que la fonction première d'un épicer est de vendre des épices. Rue François-Miron, dans le quatrième arrondissement, à deux pas de l'hôtel de Beauvais que fit construire le mari de Cateau la Borgne, largement récompensé pour avoir dénichés Louis XIV à l'âge de seize ans, se trouve, au numéro 30, la boutique d'épicerie la plus odorante et la plus gourmande de Paris. En poussant la porte équivaut à se retrouver sur un qua de Pondichéry, dans l'entrepôt d'un clipper qui attend les allées au large de Fou-Tchéou, sous la voûte d'un souk arabe.

MARIO est revenu ! Oui, Mario, le bon Mario, l'indéfectible Mario nous manquait rue des Ecoles, car Chez Mario sans Mario ce n'était plus ça ! Le voici donc nous conseillant le même « carrello degli antipasti » (15 F) si copieux qu'il ne doit précéder qu'une portion savoureuse de « pasta asciutta » (et on a le choix entre la farfalle des tagliarini, spaghetti, cannelloni, tagliatelle, lasagne, ravioli, à la bolognese, à la napoletana, à la calabraise, à la salvia, que sais-je...)

Rive gauche: LE PETIT ZINC, LE FURSTENBERG, Le Miniche, Spéc. MAROCAINES, AISSA Fils, Rive droite: MARIUS et JANETTE, PIERRE TRAITEUR

LA PAGODE DU LION, LES CHAMPS D'ORS SES POISSONS, YVONNE, le grand café, Ouvert jour et nuit, Au PIED de COCHON

LE BISTRO D'HUBERT, LE CORSAIRE, BRASSERIE 1925, FOIE GRAS FRAIS A EMPORTER

CHEZ SCHMITT, SPÉCIALITÉS D'Auvergne, CHEZ Jean l'Auvergnat, TRIPOUX de CHEZ LION, BARCELONA, AU COLISEE





Mode

FRENCH STYLE

MILLE exposants au Salon International du prêt-à-porter féminin viennent de donner un coup d'épave à la mode d'hiver que les grands magasins, les grossistes et les détaillants du monde entier choisissent, dès maintenant, pour permettre aux usines de produire les manteaux, les robes, les jupes et les pantalons pour la rentrée d'automne.

L'Allemagne est toujours le premier client de la France, même si ses achats ont passé de 38,8 % en 1972 à 30,10 % en 1974. William Lauriol, délégué général de la Fédération du prêt-à-porter féminin, croit à la reprise des échanges entre l'Allemagne et la France, comme en témoignent les commandes prises par soixante-cinq maisons françaises qui ont réalisé un « salon sauvage », à Munich, il y a quelques semaines.

Les exportations de « mode parisienne » continuent de croître et de se diversifier tant vers le Canada, les Etats-Unis et le Venezuela que vers le Liban, le Koweït et le Japon, où notre style ne cesse de trouver de nouvelles adeptes.

Trente pour cent des participants étrangers au Salon International comprennent un nombre important de firmes britanniques, italiennes, allemandes, belges, australiennes, grecques, néerlandaises, espagnoles, indiennes, américaines, mexicaines et turques.

Nouveaux venus, les confectionneurs de Hongkong présentent un excellent échantillonnage de modèles coordonnés de gros tricot et de tissu pour le jour, et de merveilleuses robes de soir imprimées brodées. En effet, le Hongkong Trade Development Council soutiendra conjointement avec Paris des accords de production de prêt-à-porter de prestige.

Fin du complexe de Samson. — Un des changements les plus significatifs de la mode masculine en 1975 se révèle dans les coupes de cheveux des mannequins au cours des récentes présentations.

En effet, si les costumes ont peu évolué, dans l'ensemble, les figures de Carità ont coupé, taillé dans le vil, affilé les coupures masculines, notamment pour la collection de Pierre Cardin, qui a lancé le mouvement Romulus, président de la haute couture masculine, travaille dans le même sens, de façon moins typée, sans doute pour ne pas effrayer les membres de son syndicat et leurs clients. Mais on constate aussi, dans les milieux les plus hirsutes des Beaux Arts, un retour à des coupures pratiques.

PRÊT-A-PORTER LONGTEMPS

LES bien-gris, neutres, chauds et seyants dominent dans les collections les plus importantes de prêt-à-porter d'hiver aussi bien au Salon de la porte de Versailles que chez les couturiers et les modélistes en renom.

Quelques nouveaux créateurs tentent de se faire une place au soleil, non sans difficultés, car il ne s'agit pas d'avoir seulement du génie, mais aussi de l'organisation. Tel modéliste qui, la saison dernière, s'est vu porter aux nues par la presse, n'a jamais réussi à livrer ses commandes. En fait, dans la conjoncture actuelle, les consommateurs recherchent un style qui « tienne » ; à l'épreuve du temps. La raison l'emporte sur l'engouement. Ces achats, d'après les spécialistes, tiennent compte de la qualité des tissus, du confort, des formes et de l'aspect séduisant des ensembles. Le tricot

réunit toutes ces exigences et se renouvelle avec bonheur, le plus souvent en points lâches et mous, assorti ou en camaïeu avec des tissages plats ou à léger relief.

Les formes sont moins amples, les carrures larges, les emmanchures basses et les ourlets au mollet.

Il n'est que de se promener en ville, d'assister à un mariage ou à un vernissage pour constater que la plupart des femmes portent leurs manteaux au moins trois saisons et qu'elles n'en ont guère achetés en 1974. C'est pourquoi le regroupement par la Woolmark de « par-dessus-tout » en pure laine, au Salon, s'avère un excellent guide de la mode de demain. Réalisés par les grandes maisons industrielles, ces manteaux légers, sans entourage ni doublure, de coupes non structurées, à emmanchures généreuses et finitions

légères, s'enroulent autour du corps comme des couvertures, alliant tous les avantages des capes sans aucun de leurs inconvénients. On les trouvera, dès la rentrée, dans les grands magasins, entre 500 et 800 francs.

Parmi les autres formes, la forme droite et découpée, en robes de jersey ou de lainage, rivalise avec des modèles à plis, mollement ceinturés. Les effets de superposition comprennent des robes-tuniques sur des jupes ou des pantalons tubulaires à revers au-dessus des chevilles. Enfin, pour la soirée, des assemblages rustiques en coton grisé sont souvent mâtés à la russe.

Après les bleu-gris, les rouges ressortent, tant en vêtements qu'en accessoires, ainsi qu'un marine clair, des verts amande, des bruns épiciés avec un ourlet, le cassis.

NATHALIE MONT-SERVAN.



Quand la raison l'emporte...



CHRISTIAN DIOR : Marc Bohan choisit les vertes longues à la chinoise pour ses ensembles de jour, sages et sobres, aux jupes animées de fronces ou de plis, les poches dans les coupures.

Ce paletot montarde en jersey de laine maitellée couvre une casaque imprimée à col cravate, ressemblant à la taille par des liens de cuir ornés de boules, et une jupe dans la même laine marron foncé.

Le bonnet à pointe se termine en oreillettes noires sous le menton. Les jambes sont gainées de marron foncé et des bottes à talons moyens remplacent les bottes.



YVES SAINT-LAURENT développe ses thèmes rustiques qu'il affectionne avec ce manteau-cape en loutre noir sur une robe droite de jersey de laine chiné vert, à taille cintrée et manches longues, aux gants assortis.

Le feutre gris est de ton caramel. L'écharpe unie est nouée sous le col et les bottes à talons haut sont en chevreau vert bottelle.

(Croquis de Marq.)



Maison

Architectes d'intérieur ?

N'IMPORTE qui ayant du goût et des relations peut s'intituler « décorateur », ni le titre ni la fonction n'étant protégés par une déontologie. C'est pour remédier à cette situation confuse et surtout se situer par rapport aux architectes que le Syndicat national des créateurs d'architectures intérieures et de modèles (CAIM) vient de lancer un manifeste à l'intention des responsables gouvernementaux.

Créé en 1961, ce Syndicat CAIM groupe cinq cents membres qui exercent leur profession sous la forme libérale. Ils demandent que « leur activité présente et à venir soit homologuée en qualité d'architecte d'intérieur », au côté de celle d'architecte. Ils souhaitent que des dispositions législatives sans ambiguïté soient prises pour que l'usage de leur titre professionnel d'architecte d'intérieur soit promu et contrôlé dans les mêmes conditions que celui des architectes, afin qu'ils puissent collectivement assumer leurs responsabilités vis-à-vis du public.

Les architectes d'intérieur se considèrent comme les organisateurs de l'espace intérieur de l'habitation. S'occupant du choix des appareils sanitaires, de chauffage ou d'éclairage comme du décor, ils peuvent être consultés en tant que conseillers ou effectuer une mission complète allant

Les embûches de la vie quotidienne

Ce guide de la vie familiale, pratique-t-on dans la préface, vous rénover l'almanach d'antan. Mais, à notre époque de spécialisation, une encyclopédie en deux cents pages ne peut qu'éclairer les nombreux sujets de la vie quotidienne. Les auteurs sont gens d'expérience : docteurs en médecine, maître de recherches à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale, professeur d'économie familiale, membre honoraire de l'Académie de l'éducation des enfants, les tâches ménagères, l'alimentation et la sécurité des familles, la santé (soins à la maison) et les problèmes juridiques de la famille. C'est en un fait un memento pratique à consulter, dans le titre Tout Savoir paraît ambitieux. — J. A.

★ Editions E.S.F., 35 francs.

de la conception de l'aménagement à la direction des travaux. Leur intervention est régie par des honoraires, selon différents types de contrats mis au point par le CAIM et qui permettent aux clients de connaître le montant des frais à envisager.

Avoir recours à un architecte d'intérieur pour aménager une pièce ou tout un appartement implique une dépense qui sera compensée par un gain de temps (en recherche de matériaux, appareils et entreprises) et d'argent, par une coordination rigoureuse des divers corps de métiers. Sans compter l'élimination d'erreurs dans la décoration, toujours onéreuses.

L'architecture n'est plus, aujourd'hui, limitée à l'art de construire. Des disciplines complémentaires doivent permettre à l'individu-habitant de vivre dans un espace conçu pour le rendre heureux. JANY AUJAME.

\* CAIM, 14, rue de la Cour, 75018 Paris.

POUR ÊTRE A LA PAGE

DU MARRON EN RELIEF est utilisé comme plateau de table basse, il s'agit d'une plaque de marbre de 1,20 m x 0,80 m et 2 cm d'épaisseur sur laquelle sont gravés des motifs linéaires. Ce plateau de marbre existe dans les principaux coloris de ce matériau naturel et il coûte 1100 F (Victor-Marron, 14 à 18, rue du Pont-Blanc, 93300 Aubervilliers).

DES FACETTES DE MIROIR, carrées, rectangulaires ou en losange, sont montées sur jersey et se vendent en plaques souples de 61 cm x 72 cm. Ce revêtement miroitant existe en blanc, rose ou bleu-gris ; il permet de décorer d'une manière raffinée, par collage, un coffret, une table, un fond de niche ou un pan de mur, pour moins de 200 F le mètre carré (Comec, 21, rue du Bac, 75007 Paris, qui expédie en province).

LES LETTRES DE L'ALPHABET, en plaques individuelles émaillées, sont destinées à personnaliser une porte d'entrée (extérieure ou intérieure) ou à repérer un élément de rangement : placards, enfants, tiroirs, coffre à outils, etc. Chaque lettre est inscrite en marron sur une plaque de 3 cm x 5 cm en émail blanc, soignée de marron (Topka, 5, rue d'Arcole, 75004 Paris, 520 F la plaque ; expédition en province à partir d'une commande de 50 F, frais de port en sus).

CLIN D'OEIL L'épicière de Schéhérazade. O... (Large advertisement for a bakery or confectionery shop with detailed text and graphics.)

CHEZ SCHMITT. Spécialité de... (Advertisement for a shop named Chez Schmitt, listing various products and services.)

LE COLISEE. tous les mois sont au... (Advertisement for 'Le Colisee' featuring Jean Minchelli and various products.)

école pallas méthodes audio-visuelles. cours individuels expression et rédaction commerciale comptabilité. PARIS-9 105, rue St-Lazare 874.79.84

URGO7 ne colle pas là où ça fait mal. Pansement adhésif hypoallergénique. (Advertisement for URGO7 adhesive bandages, showing a hand applying one to a finger.)

LA COUPE SUR CHEVEUX SECS, C'EST NOTRE SUR MESURE. Gaston LEBRE : 27, rue Saint-Sulpice, PARIS (6e). (Advertisement for hair salon services by Gaston Lebre.)

ready-made electric. SEVRES 33. PULL-OVERS DEMARQUES EN SECOND CHOIX. (Advertisement for ready-made electric products and clothing.)

LA SOIE DE A à Z Collection Printemps-Été 75 signée Femme FARENHEIT. BOULEVARD SAINT GERMAIN 109 FAUBOURG SAINT HONORE. (Advertisement for a clothing collection by Femme Farenheit.)

le rangement l'armoire universelle. tous bois tous styles toutes dimensions. (Advertisement for a universal wardrobe storage system.)

LA BOUTIQUE DANOISE. LES 12, 13, 14 AVRIL de 9 h à 19 h. Dans ses entrepôts de la zone industrielle de LOUVRES 95380. Soldes de meubles - luminaires tapis - cuisines. (Advertisement for a Danish furniture store sale.)

مركزنا من الأصل



Jeux

UN AIR CONNU

Hippisme

LA FUITE DES PROPRIÉTAIRES

QUE Mariacci, principal vainqueur de la semaine, veuille bien nous exposer : l'heure est moins à se réjouir de ce qu'on voit sur la piste qu'à s'inquiéter de ce qui se passe du côté des écuries.

Il s'y déroule une sorte de course à étapes. Première étape : à la suite de leur manifestation du dernier dimanche d'automne — au cours de laquelle ils avaient bloqué des vans transportant des chevaux qui devaient courir, — les lads obtiennent des avantages conséquents, selon les entraîneurs, à une augmentation de l'ordre de 10 %.

Seconde étape : les entraîneurs, ajoutant d'autres relèvements de charges à celui qui se trouve ainsi créé, font savoir qu'ils vont devoir majorer le tarif de pension des chevaux à l'entraînement d'environ 14 %.

Troisième étape : les propriétaires se tournent vers les sociétés de courses et leur demandent une augmentation des « encouragements », faute de laquelle beaucoup d'entre eux liquidèrent leur écurie.

Avec les frais annexes d'engagements, de forfaits, les honoraires de vétérinaires, etc., un pur-sang à l'entraînement à Chantilly ou à Maisons-Laffitte va désormais revenir à son propriétaire à plus de 30 000 francs par an. Alors que la saison atteint la plupart des secteurs, que les pressions fiscales s'accroissent sur les gros revenus, que ces derniers, selon le mot du président Hubert de Chandernay, vont avoir à subir le laminage des « handicapeurs du VII<sup>e</sup> Plan », qui pourra encore, et acceptera d'ici peu, être propriétaire de chevaux de course ?

Un cercle vicieux

Dans un premier temps, la Société d'encouragement va peut-être pouvoir amortir le choc de la hausse de 14 %. Il se trouve que la masse des enjeux brutes des sociétés — ou, en elles-mêmes augmenté en un an d'environ 15 %. Ce n'est d'ailleurs pas le moindre paradoxe actuel des écuries — qui se trouvent dans une des situations les plus difficiles qu'elles aient connues alors que l'engagement du public crée les conditions d'une prospérité jamais atteinte. Mais, même si, comme il est possible, des « encouragements » supplémentaires réduisent (des deux tiers ?), à partir du mois de juillet, la hausse des charges de l'entraînement, chacun est bien conscient que nombre de propriétaires — pas seulement parmi les moins bien — vont renoncer.

Le signal est donné par l'écurie numéro un : celle de Daniel Wildenstein, laquelle, aux jours fastes, a compté jusqu'à deux cents chevaux à l'entraînement. Le propriétaire a annoncé cette semaine qu'il allait disperser au cours d'une vente aux enchères, au mois de mai, la totalité de ses effectifs d'obstacles, soit cinquante-cinq sujets. Certes, des considérations extra-financières — peut-être le souhait de « restructurer » toute l'écurie autour d'Ange Penna — ont joué un rôle dans sa décision. Néanmoins, c'est le déficit présent de l'écurie, et la perspective de son aggravation, qu'il invoque en premier. Un autre signe évident est donné par le nombre de chevaux « réclames », c'est-à-dire achetés après certaines épreuves. Au mois de mars 1974 il avait été de vingt-quatre. En mars 1975, il est tombé à quatorze, un peu plus de la moitié.

La grande « fuite » des proprié-

CORRESPONDANCE

Le musée du « désert »

Après l'article paru dans « Le Monde du tourisme et des loisirs », du 15 mars, intitulé : « Les Cévennes avec la fête de s'y perdre », le Pasteur Jean Bouillif, président de l'Association du centre de vacances de l'Aigoual, nous a fait parvenir la lettre suivante :

Notre centre de vacances de l'Aigoual n'est pas le musée du « Désert » ; venir assister à un culte pentecôtiste avec la mentalité d'un touriste en quête de commémorations authentiques, n'est-ce pas un non-sens ? Un esprit ouvert et disponible sait toujours, en outre, trouver dans l'autre de quoi s'enrichir. Cela est d'autant plus vrai de nos jours où le mouvement charismatique gagne massivement toutes les confessions chrétiennes. Les réalités puissantes que connaît depuis des décennies l'Église de Pentecôte, Dieu les révèle aussi, désormais, au grand nombre ! Cela mérite bien d'être au-delà du superficiel, des premières apparences, vers l'essence profonde des choses, vers la profondeur du témoignage rendu — en s'abaissant — par conséquent de déformations flagrantes dans le récit,

(Suite de la première page.)

A soixante-dix-sept ans bientôt, entré chemin faisant à l'Académie française où il va être reçu, il demeure toujours aussi attentif aux pulsions de son époque, toujours prêt à s'enthousiasmer pour une cause ou une idée, voyageur infatigable et écrivain fécond.

« Achève, ce dernier n'a rien [qui dégrènerait] » Rien que le fessier enferrmé [d'un autre père...]

L'épuration de la presse, qui occupe plus du tiers de ce quatrième volume, fut la plus rigoureuse, la plus passionnée à suivre. S'il peut paraître parfois indulgent à l'égard des directeurs de certains grands quotidiens d'avant guerre frappés d'interdiction, du moins l'auteur a-t-il donné également accès aux arguments des fondateurs des nouveaux journaux parus dans les mois qui suivirent la libération. Ainsi, en ce qui concerne « le Temps » qui s'était sabordé le 29 novembre 1942, c'est-à-dire trois jours après la date limite qui devait être fixée par une ordonnance de 1944, et fut de ce fait

interdit, Robert Aron fait la part belle aux explications de ses directeurs, MM. Chastenet et Mireaux. Mais il n'étudie pas les raisons ni les documents qui établissent dans quelles conditions et avec quel souci de ne rien devoir à personne — ni au pouvoir ni aux anciens propriétaires du « Temps » — Hubert Bouve-Méry fonda et dirigea « le Monde ».

« Ce bilan, l'auteur souligne, d'une part, que le général de Gaulle a fait, à l'époque, « discrètement mais largement usage de son droit de grâce pour remédier à certains abus des tribunaux », et, d'autre part, que la loi du 6 août 1953 a institué « une amnistie très large et presque totale ».

Tout en laissant au lecteur le soin de juger, Robert Aron conclut que « si l'épuration telle qu'elle fut produite, nuancée souvent de justice et de charité humaine, fut peut-être un moindre mal, ses effets, plus étendus et plus profonds qu'il ne paraît, ne sont pas encore effacés ».

HISTOIRE

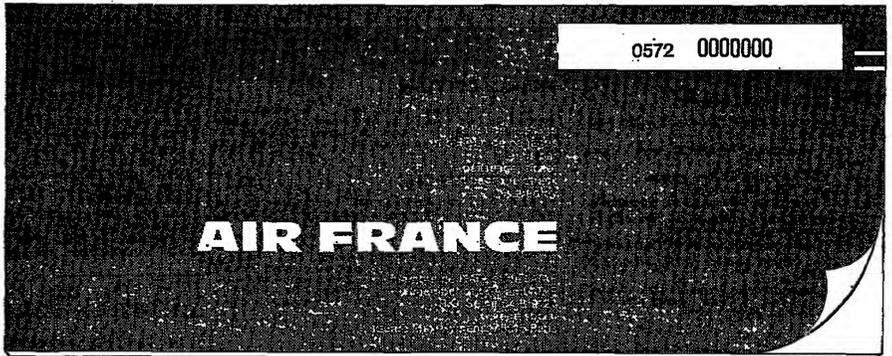
Robert Aron et l'épuration

PIERRE VIANSSON-PONTE.

\* Robert Aron : « Histoire de l'épuration ». Tome III, volume 2 : « Le monde de la presse, des arts, des lettres ». Fayard, « Les grandes études contemporaines », 420 pages, 80 F.

WEEK-END ASCENSION EN GRÈCE. Départ le 7 mai soir. Retour le 11 mai nuit. Avion 4<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> classe « assurés ». 1.420 F. Renseignements et inscriptions : toutes agences de voyage et ZIMOPERA, 5, av. de l'Opéra, 75001 Paris - Tél. 260-31-66. Lic. 309 A.

POUR VOS VOYAGES EN EUROPE, CHOISISSEZ LA SOLUTION DE FACILITE.

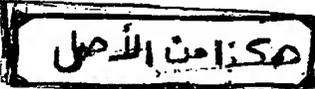


UNE COMPAGNIE : AIR FRANCE. UN AEROPORT : ROISSY-CHARLES DE GAULLE.

Pour simplifier vos voyages d'affaires en Europe, partez du même aéroport, par la même compagnie. Air France vous propose le réseau européen le plus complet : nous desservons 30 villes au départ de Paris. Et comme tous les hommes d'affaires ne partent pas à la même heure, nous avons multiplié nos vols : 62 vols chaque jour, en moyenne. Mais on a beau aimer les affaires, les voyages et l'Europe, on n'est jamais aussi bien que chez soi pour dormir. Sur 16 destinations, nous avons aménagé des horaires qui vous permettront de faire l'aller-retour dans la journée. Et pour que vous ne soyez pas obligé de changer d'aéroport chaque fois que vous changez de destination, nous faisons partir tous nos vols vers l'Europe occidentale\* d'un seul aéroport : Roissy-Charles de Gaulle. Il est très facile d'accès : vous avez des cars à la station Air France de la Porte Maillot, des trains à la Gare du Nord (avec correspondance par cars à Goussainville), des taxis partout et un vaste parking dans l'aéroport. Du parking, un ascenseur vous conduit jusqu'à l'enregistrement et un tapis roulant jusqu'au satellite d'embarquement. C'est simple et rapide. Plus de 2 millions de passagers Air France ont déjà utilisé cet aéroport. 2 millions de voyageurs qui ont un penchant pour la facilité.

\*Pour Londres, certains vols partent d'Orly-Sud.

AIR FRANCE



Advertisement for G. NADAREICHVILI (1972) featuring a chessboard and text.

Advertisement for Dames A VICHY featuring a chessboard and text.

Advertisement for Philotelie featuring a chessboard and text.

Advertisement for the Musée du Désert featuring a photograph of a desert landscape.

صباحنا من الاحل

RADIO-TÉLÉVISION

LES PROGRAMMES

VENDREDI 11 AVRIL

- CHAÎNE I : TF 1
18 h. 55 Pour les jeunes : L'île aux enfants.
19 h. 40 Une minute pour les femmes.
19 h. 50 Feuilleson : Le Temps de vivre, le Temps d'aimer.

« Le Monde » publie tous les samedis, numéro daté du dimanche-lundi, un supplément radio-télévision avec les programmes complets de la semaine.

- 18 h. 52 Au théâtre ce soir : « Le Système Ribadier », de G. Feytaud et M. Bennequin.
19 h. 30 Pour les jeunes : Les palmarès des enfants.
19 h. 45 Le livre du jour.

- CHAÎNE III (couleur) : FR 3
19 h. Pour les jeunes - Oméga et Des livres pour nous.
19 h. 40 Tribune libre. Les comités de défense de la République (C.D.R.).

A lire : le roman de JACQUELINE MONSIGNY le miroir aux pingouins L'univers fou fou fou de la Télévision ROBERT LAFFONT

- 20 h. 35 Variétés Boulevard en liberté.
21 h. 40 Magazine littéraire : « Apostrophes », de B. Pivrot.

SAMEDI 12 AVRIL

- CHAÎNE I : TF 1
18 h. 50 Sports : Le magazine auto-moto 1.
19 h. 45 La vie des animaux, de F. Rossif.

- CHAÎNE III (couleur) : FR 3
19 h. Pour les jeunes : « Tommy ».
19 h. 40 Théâtre : Un homme, un évènement.

DIMANCHE 13 AVRIL

- CHAÎNE I : TF 1
13 h. 20 Le petit rapporteur, prod. J. Martin et B. Lion.
14 h. 5 Sports et variétés : Les rendez-vous du dimanche, de M. Drucker.

- CHAÎNE III (couleur) : FR 3
19 h. Série : Haval, police d'Etat.
20 h. Documentaire d'art : Pietr Mondrian.

L'antichambre du cimetière

« Alors, elle a pris une de ces paires de gilettes, un ailer et retour qui fa... Le reste chevrotait, tremblait et se perd. On n'entend pas. On ne voit, bouchant l'écran, qu'une auréole de cheveux blancs. Une femme de dos, une très vieille femme, pensionnaire à l'hospice de Nanterre, raconte l'incident de la veille à Marie-Laure Angré... »

PRESSE

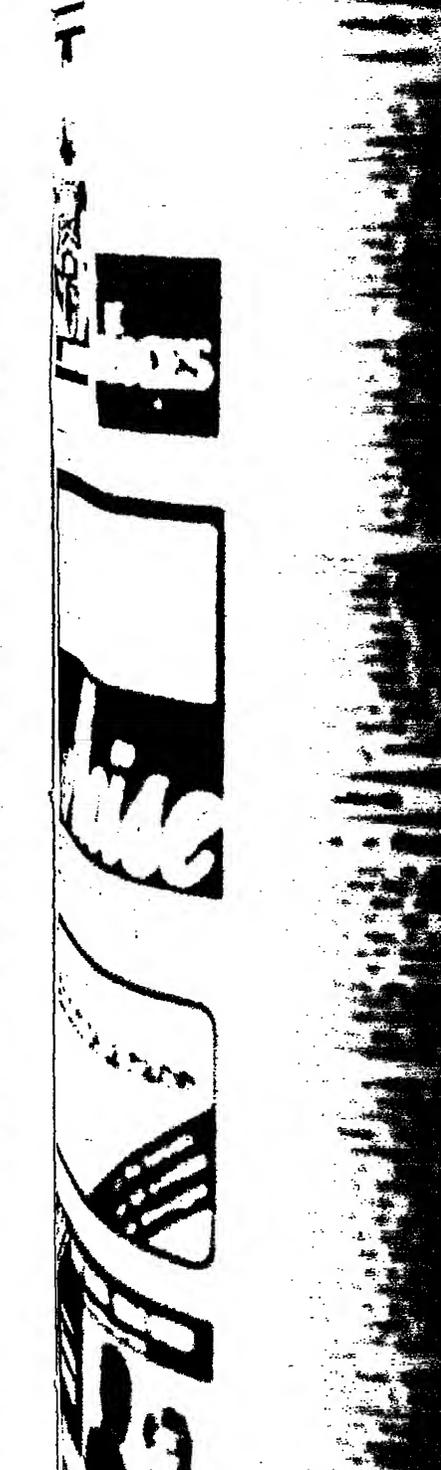
APRÈS LE DÉPART DE M. JEAN MARIN

Le conseil d'administration de l'A.F.P. assume l'intérim de la direction

M. Jean Marin, président-directeur général de l'Agence France-Presse, a informé le conseil d'administration, réuni le 10 avril, qu'il ne sollicite pas le renouvellement de son mandat... Le conseil d'administration de l'Agence France-Presse a publié jeudi soir un communiqué qui précise notamment : « Le conseil d'administration a unanimement rendu hommage à l'action menée à la tête de l'Agence France-Presse depuis le départ de M. Jean Marin... »

La situation à « France-Soir » et au « Parisien libéré »

Le plan de restructuration, préparé par la direction générale de France Edition et Publications, filiale du groupe Hachette et éditrice notamment de France-Soir, prévoit une réduction des éditions de ce quotidien... Les ouvriers qui étaient auparavant employés sur le grand format et les éditions multiples se trouvent en ce moment au chômage... Le conseil d'administration de l'Agence France-Presse a décidé de reporter à une date ultérieure l'élection de son successeur.



ARTS ET SPECTACLES

MERCURY - ARC - CLICHY PATHE... DANTE - DANTON - GAUMONT SUD... GAMBETTA GAMBORT... PATHE MULTISCREEN - BELLE EPIQUE... PATHE MULTISCREEN (Champigny)... PATHE (La Bourgois)... EPI CENTRE (Epinay)

chambre du cimetière

Il y a un moment où l'on se sent... chambre du cimetière... Claude Sarrault

Variétés Charles Trenet à l'Olympia

La chanson française lui doit tout... Charles Trenet à l'Olympia... Claude Sarrault

Cinéma

LA SÉLECTION DE LA «SEMAINE DE LA CRITIQUE» POUR LE FESTIVAL DE CANNES.

Sept films ont été retenus pour participer à la quarante-seizième Semaine internationale de la critique... Festival de Cannes

«PEUR SUR LA VILLE», d'Henri Verneuil

Après avoir été un révolté, un aventurier, un héros... «Peur sur la ville» d'Henri Verneuil

LE DÉPART DE M. JEAN MARIN

La direction de l'A.F.P. assume l'interim de la direction... M. Jean Marin

MAC MAHON-RACINE... WILLIAM KLEIN... LA PAGODE... ORSON WELLES... LE PROCES

LA CLEF - STUDIO MEDICIS - U.G.C.-MARBEUF... un talent fou... ad-mi-ra-ble... il faut absolument voir ALOÏSE... ALOÏSE

SEUL AU STUDIO JEAN COCTEAU... Au nom de la race... Un document exceptionnel sur l'organisation « Lebensborn » ou « Fontaine de vie » de la S.S.

SAINT SEVERIN... MIMSY FARMER - GIULIO BROGI... dans un film de Gianfranco MINGOZZI... LA VITA IN GIOCO

En bref

Théâtre «Othello» à Nanterre... Les qualités d'Othello... Galeries Adrak et Duca... Iris Clert, pour la maison

Formes

Le meilleur... Après la trêve pascale, voici que reprend de plus belle une offensive généralisée dans tous les lieux où l'on s'expose... Jean-Marie Dunoyer

Sabine a un mari... Sabine a un amant... Sabine c'est peut-être VOUS... SABINE GLASER JACQUES PORTET HENRI DEUS

Le Triangle Ecorché... un film écrit et réalisé par PIERRE KALFON... FREDERIC MITTERAND et MYRIAM BOYER

LA GUERRE DES MOMIES... Chéri de l'Unité Populaire au pouvoir

ELYSEES LINCOLN - DRAGON ST-LAZARE PASQUIER - GAUMONT SUD... le meilleur roman de JEAN COCTEAU est devenu le meilleur film de JEAN-PIERRE MELVILLE... Les enfants terribles... Jean Cocteau

مركزنا من الأمل

صباحنا الجميل

ODEON THEATRE NATIONAL CYCLE CORNEILLE REPRESENTATIONS LIMITEES En soirée à 20 h. 30 - 2 matinées exception. 14 h. 30, les 16 et 22.

Ce soir THEATRE DU CAMPAGNOL Reprise en raison du succès Le Triomphe de l'Amour MARIVAUX

THEATRE DE LA TEMPETE CARTOUCHERIE 325 36 36 orbe théâtre TRAKL

SPECTACLES

Vendredi 11 avril Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles - LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES - 704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34 (de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

GAITE-MONTPARNASSE Tous les soirs à 21 heures Christian ALERS joue L'HOMME, LA BÊTE ET LA VERTU de PIRANDELLO

THEATRE DE PARIS CRIME ET CHATIMENT mise en scène de ROBERT HOSSEIN

A PARTIR DU 15 AVRIL COMEDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES 40 représentations Guy Bedos Sophie Daumier Ce n'est qu'un au revoir

théâtres Les salles subventionnées Opéra, 20 h. 30 : Elektra. Odéon, 20 h. 30 : Obéron. Petit-Odéon, 18 h. 30 : Cinna.

PREMIERE 13 AVRIL THEATRE DE GENNEVILLIERS 793-21-63 MARIE DE ISAAC BABEL

THÉÂTRE MONTPARNASSE Madeleine Robinson... et toujours "Madame Marguerite"

BOUFFES PARISIENS HELENE MARTINI Directrice SN. BOBINO et JACQUES PROVENCE présentent MARCEL AMONT Pourquoi Tu chanterais pas

HAUTEFEUILLE LA VACANZA VANESSA REDGRAVE FRANCO NERO

Studio Git-le Coeur 12, rue Git-le-Coeur (VI) - DAN 30.25 SEMAINE DU CINÉMA TURC

BALZAC-ÉLYSÉES - GAUMONT-THÉÂTRE 7e MOIS la gifle

14 JUILLET, 4, boulevard Beaumarchais le chacal de nahueltoro de Miguel LITVIN

ELYSEES LINCOLN (vo) ST. GERMAIN STUDIO (vo) MAYFAIR (vo) MONTPARNASSE 63 (vo) ORSON WELLES Vérités et Mensonges

REX - PARAMOUNT-OPERA - NORMANDE - BRETAGNE - PUBLICIS MATHISON - PARAMOUNT-MONTMARTRE CUCHY-PALACE - BOUL'MICH - MAGIC-CONVENTION - 3 MARIAT - PARAMOUNT-ORLÉANS

SERVICE CONTINU MIDI 4 H. DU MATIN NAVY-CLUB-RESTAURANT HUITRES - COQUILLAGES - SPÉCIALITÉS - FRUITS DE MER

ES

11 avril

PROGRAMME DES SPECTACLES - de 11 heures à 21 heures, sauf indication contraire

Les films de la semaine... Les comédies musicales... Les classiques... Les nouvelles... Les spectacles...

cinémas

Les films marqués (\*) sont interdits aux moins de treize ans, (\*\*) aux moins de dix-huit ans.

La cinématèque... Chailot, 15 h. : Le Corbeau de Clouzot; 18 h. 30 : Alabama, Same...

Les exclusivités... AGUIRRE LA COLÈRE DE DIEU (All. v.o.) Studio des Ursulines...

LES AUTRES (Fr.) : Studio de la Cinéma; BETTY BOOP, SCANDALE DES ANNES 30 (A. v.o.) : Cinéma de Saint-Germain...

LES BLOUS DE FAMILLE (Fr.) : Studio de la Cinéma; LA CHAISE VIDE (Fr.) : Timpéris...

LES DOIGTS DANS LA TÊTE (Fr.) : Studio de la Cinéma; DUPONT LARDIE (Fr.) : Studio de la Cinéma...

LENNY PRINCIPAL (Bol. v.o.) : 14-Juillet; LEYDIE (A. v.o.) : Studio de la Cinéma...

FRANK GORDON (A.) : Studio de la Cinéma; FUNNY LADY (A. v.o.) : Le Paris...

LE GIFFLE (Fr.) : Gaumont-Théâtre; LE GÉNÉRAL EXPERIMENTAL (Fr.) : Le Marais...

SPECTACLES

LES INNOCENTS AUX MAINS SALES (Fr.) : Omnia; LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Dominique...

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Dominique; LA FUREUR DE VIVRE (A. v.o.) : Studio de la Cinéma...

LA CROISIÈRE DU NAVIGATOR (A.) : Nostalgie; LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Dominique...

LA CROISIÈRE DU NAVIGATOR (A.) : Nostalgie; LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Dominique...

LA CROISIÈRE DU NAVIGATOR (A.) : Nostalgie; LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Dominique...

LA CROISIÈRE DU NAVIGATOR (A.) : Nostalgie; LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Dominique...

LA CROISIÈRE DU NAVIGATOR (A.) : Nostalgie; LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Dominique...

LA CROISIÈRE DU NAVIGATOR (A.) : Nostalgie; LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Dominique...

LA CROISIÈRE DU NAVIGATOR (A.) : Nostalgie; LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Dominique...

QUE LA FÊTE COMMENCE... BELLE ÉPINE - VÉLIZY - TRICYCLES - AVIATIC - EPICENTRE

MISTER BROWN - Jean-Louis BORY - Action Christine

7 MOIS la gifle - FRANÇOIS TRUFFAUT - PARIS-MONTPARNAISE

ELYSEES LINCOLN - St GERMAIN VILLAGE - L'EXPRESS - EUROPE N° 1 - PARISCOPE - LE QUOTIDIEN DE PARIS - LE PARISIEN LIBRE - DU MEILLEUR SUSPENSE - FRANCE SOIR - LE POINT - JOURS DE FRANCE - ELLE - NOUVEL OBSERVATEUR - NOUVELLES LITTÉRAIRES - LE CANARD ENCHAÎNÉ - LE FIGARO - L'HUMANITÉ DIMANCHE - TROMPE L'ŒIL

CHATELAIN-VICTORIA - PANTHÉON - dimitri kollatos le banquet - ariette baumann dimitri kollatos - LES DOIGTS DANS LA TÊTE

GAUMONT CHAMPS-ÉLYSÉES - IMPÉRIAL PATHE - GAUMONT RIVE GAUCHE - HAUTEUILLE - GAUMONT SUD - LES NATIONS - TRICYCLES - BELLE ÉPINE - VÉLIZY - BALLE ÉPINE - PATHE - PARIS - C2L - VÉLIZY - un film de LUCHINO VISCONTI violence et passion

CHEF D'ŒUVRE D'HUMOUR - Comédie excitante et drôle... Le souffle coupé par le rire... Que c'est drôle, que c'est brillant, que c'est jeune... On ne peut résister à la violence comique de Wilder. A applaudir debout. Spéciale Première

مكتبات الأمل



**MOBIER**

Achat - Vente - Location  
MOTOS - BATEAUX  
PROPOSITIONS COMMERCE  
CAPITAUX  
OCCASIONS

# L'immobilier

## L'immobilier exclusivité

appartements vente

**PASSY** dans très bel imm. d'aspect grand et moderne, grand balcon, 2 ch., 2 b., 11 ch. 45-48-71.

**RE SAINT-LOUIS**  
DANS MANSION. IMM. CLASSE 2° STAGE S/COUVR. SOLEIL. 4-5 PIÈCES. W.C., CHAUFF. IND., DERNIERE PUBLICITE. ACHAT RENOVATION. PRIX 525.000 F.

**17° PIERRE**  
BEL. IMM. PIERRE TAILLE ET CLAIR SOLEIL. 5 PIÈCES tout conf., moulin, chaudière centrale. + CHAMBRE SERVICE. PRIX : 479.000 F. RENDEZ-VOUS. ALM. 35-15.

**18° MAJOLICA**  
Bel. imm. de 11 étages. 300 m². 11 appartements. 5-6 pièces. Balcon. Elev. électr. Vues de ville. PRIX : 230.000 F.

**19° MAJOLICA**  
Bel. imm. de 11 étages. 300 m². 11 appartements. 5-6 pièces. Balcon. Elev. électr. Vues de ville. PRIX : 230.000 F.

**20° MAJOLICA**  
Bel. imm. de 11 étages. 300 m². 11 appartements. 5-6 pièces. Balcon. Elev. électr. Vues de ville. PRIX : 230.000 F.

**NATION** Bel imm. R.T. STANDING. 4 P. Ent., cuis. sal. eau. w.c. 30.000 F. + VERNIL 24-01-50.

**19, RUE DE LABBE**  
Im. n. s. d. stand. 1er et 2° ét. 90 m². Liv. 14 ch. 2 s. 19-19 F. 74. Vis. sam. 14 h. 20-18 h.

**BOUTES-CHAMONT**  
De bel imm. av. 4 ét. asc. 2-3 PIÈCES. Tout confort. Prix 250.000 F. Visite samedi 14 h. 18 h. 21, RUE BOTZARIS.

**15°**  
30 mètres place Fête-Fraude dans rue bel immeuble style provençal. STUDIOS - 2 PIÈCES. L'ameublement moderne et décoré. Placement idéal. L'IMMOBILIERE GIRAUX. PRIX : 325-25-25

**17° PIERRE**  
BEL. IMM. PIERRE TAILLE ET CLAIR SOLEIL. 5 PIÈCES tout conf., moulin, chaudière centrale. + CHAMBRE SERVICE. PRIX : 479.000 F. RENDEZ-VOUS. ALM. 35-15.

**18° MAJOLICA**  
Bel. imm. de 11 étages. 300 m². 11 appartements. 5-6 pièces. Balcon. Elev. électr. Vues de ville. PRIX : 230.000 F.

**19° MAJOLICA**  
Bel. imm. de 11 étages. 300 m². 11 appartements. 5-6 pièces. Balcon. Elev. électr. Vues de ville. PRIX : 230.000 F.

**20° MAJOLICA**  
Bel. imm. de 11 étages. 300 m². 11 appartements. 5-6 pièces. Balcon. Elev. électr. Vues de ville. PRIX : 230.000 F.

### constructions neuves

**la Principauté du 15°**  
151, rue Saint Charles  
2 pièces inamovibles vendues  
Studios 2p, 3p, 4p, duplex  
Prix terminés et définitifs

Check LACHAL S.A.  
Tel. de 13h à 18h : 578.76.65

---

**En plein centre du vieux village  
de Rosny-sous-Bois**  
A 5 km Paris (Aut. A 5) - A 200 m gare (Paris-Bes)  
**HABITAT IMMEDIATEMENT**  
de très agréables appartements

2, 3, 4 et 5 PIÈCES

MISE EN VENTE DE LA DERNIERE TRANCHE : 3 et 4 PIÈCES et STUDIOS/TERRACES (Gyralon fin 1975) Carreaux - Packagés en couvreur

**CRÉDIT C.G.I.B.**

**BUREAU DE VENTE : « ROSNY 2000 »**  
6, place Carnot - ROSNY LES JOURS, de 11 h à 12 h, 14 h à 17 h, 18 h à 19 h (sauf mardi et mercredi).

**40 KM EST VALLEE**  
Séduisant propriété au milieu d'un parc 4.000 m². 4 ch. mur. 8 P. principale. Cd. étendue. Px 450.000 F. avec 50.000 F cpt. VALLEE, 2, rue de Valenciennes, GREY-VAL-CHAPPELLE. Tél. : 80-94-87

Région MELUN. Superbe propriété de 25 ha. Px : 1.100.000 F. 645-80-24. Hres bur., poste 2.

VILLAS 500 m². Px 400.000 F. Vieux SÈVRES. Mais. partie de caractère. 2 étages. Bon état. Jardin 100 m². Préf. parc. Px 400.000 F. Vieux SÈVRES. Mais. partie de caractère. 2 étages. Bon état. Jardin 100 m². Préf. parc. Px 400.000 F.

**MAISON MONTMORENCY**  
Cité de la Vallée. Vues panor. Belle villa rénovée. Hall, séj., 2 ch., vaste terrasse. 4 ch., gar. garage. Magn. jardin paysan. 800 m². PFF. 45.000 F. av. 110.000 CPT. 78-89-80

**VESINET CENTRE**  
S. P. E. N. VILLA FAMIL. 60 m², 4-5 ch., mail. PAIRE OFFRE. Vis. s/pt. sam. 12 dim. 13 de 14 à 19 h. 15. 18. Mr. Albert JOLI. 78-LE VESINET.

**COTE D'AZUR** Saint-Andrieu dans parc 25.000 m², petit village provençal dominé la plaine et le littoral avec sa piscine et son tennis, sa piscine, 27 villas seulement. 1re, 2e, 3e tranches vendues : 1 ch. et 2 ch. à 5 pièces : 170.000 à 200.000. Très large facilité de paiement. Bureau de vente et villa témoin. S.O.P.E.C. 13, bd Carnot, Cannes-sur-Mer - 31-29-72

**INFORMATION**

**LOGEMENT**

Centre Etelle : 525-25-25  
Centre Nation : 343-11-74  
Centre Maïso : 734-17-05

**à Paris (17°)**  
Mise en vente de deux appartements de 5 et 6 pièces. Balcon. Elev. électr. Vues de ville. PRIX : 230.000 F.

**18-22 - MONSIEUR ROBERT**

**appartem. achat**

Part. ch. studio ou 2 p. ch. Part. ch. bureau Saint-Lazare. S. T. des Italiens, 75027 Paris-9.

**immeubles**

PLACE ST-GERMAIN  
Bel imm. de 11 étages. 300 m². 11 appartements. 5-6 pièces. Balcon. Elev. électr. Vues de ville. PRIX : 230.000 F.

**PARIS 11°**  
104, av. Philippe-Auguste DU STUDIO 50 3 PIÈCES. V. s/pt. s. d. 14 h. 18 h. Mardi, vendr. 14 à 18 h.

**CENTRE DE SCEAUX L'ARMORIAL - SUD**  
20, pl. du Général-de-Gaulle dans petit imm. sd stand. appartement de 50 m². Vues de ville. Px 400.000 F. Samedi, dimanche, 14 à 19 h. P.F. 60-77-75 et 72-15-30.

**locations non meublées**

**VILLE VESINET RESID.**  
Villa pl.-pl. div. s. d. ch. 4 p. 2 p. 1 p. 3000 F. S.A. 50 m² - ALM. 5717

**LOUVECIENNES**  
Bel imm. de 11 étages. 300 m². 11 appartements. 5-6 pièces. Balcon. Elev. électr. Vues de ville. PRIX : 230.000 F.

**pavillons**

**PLESSIS-ROBINSON**  
Pav. réct 4/5-pis. h. séjour + 4 p. ch. P.F. 235.000. Tél. : 97-82-14. Cabinet Vermeille.

**villégiatures**

**BOURG-LA-REINE**  
26 villas dans parc 11.000 m². Propriété grande direction. 200 m² au sol, grande dépend.

**BOUGIVAL**  
Dans bel classé 11.000 m². Propriété grande direction. 200 m² au sol, grande dépend.

**maisons de campagne**

A vendre, région Ille-et-Vilaine fermette de 12 ha. Cd. séj. priv. 2 ch. 4 ch. 6 ch. 8 ch. 10 ch. 12 ch. 14 ch. 16 ch. 18 ch. 20 ch. 22 ch. 24 ch. 26 ch. 28 ch. 30 ch. 32 ch. 34 ch. 36 ch. 38 ch. 40 ch. 42 ch. 44 ch. 46 ch. 48 ch. 50 ch. 52 ch. 54 ch. 56 ch. 58 ch. 60 ch. 62 ch. 64 ch. 66 ch. 68 ch. 70 ch. 72 ch. 74 ch. 76 ch. 78 ch. 80 ch. 82 ch. 84 ch. 86 ch. 88 ch. 90 ch. 92 ch. 94 ch. 96 ch. 98 ch. 100 ch.

### Pour vous loger à Paris et dans la banlieue parisienne...

Vous désirez acquérir un logement... L'achat ou la construction d'un logement neuf ou ancien nécessite des sommes importantes. Un emprunt et même parfois un emprunt complémentaire sont souvent indispensables...

La Caisse d'Épargne peut vous prêter ce qu'il vous manque pour construire ou acheter votre résidence principale à Paris et dans la banlieue parisienne.

Faites vos comptes... Avant de réaliser votre rêve, que de calculs faits et refaits... Que de comparaisons de taux d'emprunt! La Caisse d'Épargne de Paris vous propose un « Prêt Personnel Immobilier » aux meilleures conditions.

Quelques exemples pour vous convaincre...

Bien sûr, le tableau ci-contre ne présente que quelques exemples. Chaque cas étant à étudier en particulier.

Si vous avez emprunté :	vous rembourserez chaque mois		
	sur 10 ans	sur 15 ans	sur 20 ans
50.000 F	712.63 F	594.83 F	544.85 F
70.000 F	997.68 F	832.76 F	762.79 F
100.000 F	1.425.26 F	1.189.66 F	1.089.69 F

Frais de constitution de dossier et assurance en sus.

Venez nous voir... Pour savoir comment obtenir un prêt personnel immobilier, rendez-vous à l'agence de la CAISSE D'ÉPARGNE DE PARIS la plus proche de votre domicile ou aux Services des Prêts Personnels Immobiliers 75001 PARIS — 13, place du Havre, 75008 PARIS (ouvert le samedi, fermé le lundi).

Téléphonez-nous... En nous appelant aux numéros suivants : 236.47.81/23.82 - 236.63.94 / 66.93 / 67.16 - 233.65.47 / 522.53.00 - 236.07.21, poste 150. Ou écrivez-nous...

Demande de documentation sur les prêts personnels immobiliers de la Caisse d'Épargne de Paris

M, M. Mlle

Nom .....

Prénom .....

Je désire recevoir votre brochure d'explications concernant les prêts personnels immobiliers.

Rue .....

N° .....

Ville .....

Code postal .....

A retourner à : Prêts Personnels Immobiliers de la Caisse d'Épargne de Paris, 21, rue Étienne-Marcel, 75001 PARIS.

**legende du monde**

Chaque vendredi nos lecteurs trouveront sous ce titre une nouvelle rubrique dans laquelle seront regroupés des offres et des demandes de services pour particuliers (objets et meubles d'occasion, livres, instruments de musique, batteries, etc.) ainsi que des propositions d'entreprises de services (restauration, dépannage, réparations, locations, etc.). Les annonces peuvent être adressées soit par courrier au journal, soit par téléphone au 233-64-21, poste 374

## Caisse d'Épargne de Paris

prêts personnels immobiliers pour payer moins cher.

**bureau**

A louer 450 m² de bureau à Paris, 15 rue de Valenciennes. Proxim. autobus. Prix intéressé. S.O.P.E.C. 13, bd Carnot, Cannes-sur-Mer - 31-29-72

**fonds de commerce**

Vd. exc. 'off. franc. rapace papier pr rest. T. 585-59-88. T.D. 24 Montero 5 N-Madrid 14 ans trais met à votre disposit. de capital. Pr. 250.000 F. PARIS

1° BUREAU 100 m², quart. Location 55 F. de P. As. Malloy 292-45-55 + 52-19-19. S'v. 24/24

2° BUREAU 100 m², quart. Location 55 F. de P. As. Malloy 292-45-55 + 52-19-19. S'v. 24/24

3° BUREAU 100 m², quart. Location 55 F. de P. As. Malloy 292-45-55 + 52-19-19. S'v. 24/24

**CAISSE RETRAITE, VENDS TABAC**

**BIMBELOTERIE**  
Gros village Valenciennes Bon rapport - Ass. s'établir Pour tous renseignements, écr. n° 4704 « Le Monde » Pub. 5, rue des Italiens, 75027 Paris.

**locaux indust.**

A vendre sur env. de Zurich BENTREPOT (6000 m²) les plus modernes. Construction en acier recouvert de plaques métalliques profilées et isolées. Utilisation universelle, chauff. élec. fondations de 3 tonnes/m². Rail de crue, accès pour poids lourds, parking, en cas de besoin possibilité d'extension sans problèmes. — Faire offres sous pli fermé à : PUBLILOC, B.P. CH-8021 ZÜRICH (Suisse).

**VACANCES A DEAUVILLE\***

Avec l'acquisition d'un mois de haute saison (mai, juin, juillet, août, septembre) nous vous offrons gratuitement un mois de moyenne saison.

Exemple de prix pour un studio de 4 personnes :  
 mai + avril ..... 26.400 F  
 juin + mars ..... 27.200 F  
 septembre + octobre ..... 24.000 F

• An «CASTELNORMAND», vous bénéficiez des services hôteliers : petit déjeuner, repas froids, entrées journalières, réservations, salons de détente, etc.

• Au «CASTELNORMAND», vous payez seulement le temps de séjour dont vous profitez pleinement.

**CRÉDIT JUSQU'À 70 %**  
\* en plein centre, à 200 m du casino.  
54, rue du général-Leclerc. Visite sur place tous les jours.  
Réalisation PRODOMO S.A. et JACQUES BOITARD

Bon pour une documentation gratuite en couleurs. A envoyer à : PRODOMO S.A., 7 place de Valois 75001 Paris - Tél. : 231.80.36 + 233.85.45 +.

Nom : .....

Adresse : .....

Code Postal : .....

Tél : .....

**hôtels-part**

**propriétés**

**terrains**

**maisons de campagne**

**châteaux**

**80 KM QUEST**  
Bordeaux de l'Eure CHATEAU XVIII. 2000 m² H.O. Parc 12 ha, trav. à par. Bell 9 a. Cont. à 516 pr. s'édifier. FRANCE - PROMOTION IMMOBILIERE - 974-07-84



**REP**

**PARC ALEXANDRE** - 7, pl. Alexandre - de-Young - 75017 Paris - 13<sup>e</sup> arr. - 1976

**LES BALYSIS** - 34, av. Gambetta, Meudon - 92 - 1975

**RÉSIDENCE ARAGO** - 3, rue Arago - Paris - 1975

**GARFI** - 13, bd. Voltaire - Paris - 1975

**RÉSIDENCE DES 3 BASSINS** - 771, av. de la République - Paris - 1975

**Vous avez choisi... votre projet... avec un prêt cde**

**LE MINISTRE DES ENTREPRISES**

## A PROPOS DE... La nouvelle commission des sites

### Haute surveillance pour les paysages parisiens

Le projet de construction du nouveau siège des Assurances générales de France, entre les rues Favart et de Richelieu (deuxième arrondissement), a reçu le mercredi 9 avril un avis favorable de la commission des sites de la Ville de Paris.

Le même jour, la commission a repoussé le projet d'un ensemble de cent quatre-vingt-deux logements, destiné à un foyer de jeunes filles et à des locaux d'enseignement, rue Notre-Dame-des-Champs (huitième arrondissement). C'était la première réunion de cette assemblée depuis le renouvellement de ses membres.

Parmi les dix personnalités choisies par le préfet, seul demeure de l'ancienne commission M. Pierre Liger, directeur de l'Atelier parisien d'urbanisme. Les nouveaux venus sont : Jacques Jégo et Jean-Benoît Garnier, professeur de géographie à l'université de Paris-1, et François Choisy, professeur d'urbanisme à l'université de Vincennes ; les architectes Joseph Delmont, Henry Bernard, Gaston Lacroix et Jean Willard ; enfin MM. Robert Millet, directeur de l'académie de Paris, Jacques Thuillier, historien d'art et professeur à l'université de Paris-1, et Henri Fabre-Luce, avocat à la cour et secrétaire général de l'association S.O.S. Paris. Parmi les membres choisis par le secrétaire d'Etat à la culture, notre collaborateur André Fernigier remplace M. Jean Benedetti, ancien préfet de la Seine.

Jusqu'au 21 mars dernier, la commission comprenait : Mmes Suquet-Bonnaud et Renée Meyer, MM. Paul Ninot, sénateur, et Robert Catherine, ainsi que les architectes Louis Aronson, Pierre Dufau et Guillaume Gillet ; enfin MM. Claude Charpentier, architecte, et Yves Christ, qui siégeaient depuis de longues années et étaient connus pour leur grande exigence.

A quel sert la commission des sites ? En droit, elle a peu de poids. Le préfet de Paris, qui la préside, peut le consulter avant de délivrer le permis de construire pour un projet définitif dans un site protégé ou au sein d'un monument historique. Mais il n'est pas tenu de suivre son avis. L'administration y est représentée par trois directeurs de la préfecture de Paris, qui peuvent se faire remplacer, ce qui n'est pas permis aux personnalités désignées.

Jusqu'à présent, les préfets ont rarement eu des difficultés à faire passer des projets défendus par l'administration. La présence des cinq conseillers de Paris désignés par leurs pairs, et tenus de respecter le secret des délibérations, n'a pas changé grand-chose. La commission des sites a ainsi approuvé nombre de projets contestables, et contestés par la suite, qui n'ont heureusement pas été construits : l'hôtel qui devait remplacer la gare d'Orsay, dit M. Guillaume Gillet, et qui n'est jamais sorti de terre ; le nouveau siège de Publicis sur les Champs-Élysées, conçu par l'architecte Pierre Dufau, et qui n'est pas une réussite, ou encore l'ensemble très indigeste qui devait remplacer l'hôtel des ventes rue Drouot (le Monde du 11 avril).

Toutefois, la commission des sites peut être utile quand elle examine avec vigilance les dossiers qui lui sont soumis, et l'on pourrait sans doute publier un joli bulletin de ses grâces et de ses refus. En outre, quand les maîtres de la ville échouent à faire passer des dossiers, les membres de la commission les plus remuants peuvent toujours provoquer en temps utile les luttes qui « couleront » le projet. On croit deviner dans le nouveau choix de personnalités un souci d'acquiescer les critiques avec l'ancien directeur d'urbanisme et d'un (un seul) animateur d'association de défense. Au échec assourdi des luttes secrètes, verra-t-on enfin se substituer un débat clair et rendu public ?

MICHELE CHAMPENOIS.

## P. T. T. LES USAGERS DU TÉLÉPHONE DEMANDENT LA CRÉATION DE QUATRE CENT CINQUANTE MILLE CABINES.

L'Association française des utilisateurs du téléphone et des télécommunications (A.F.U.T.T.) a écrit le 9 avril, au président de la République pour le prévenir que, faute de décisions prochaines, « l'insuffisance de nos télécommunications risque de s'accroître au point de faire sentir profondément ses effets au plan social et au plan de l'activité économique ».

Un conseil des ministres restreint doit évaluer, le 22 avril, le dossier P.T.T. et, en préalable, l'A.F.U.T.T. propose cinq mesures qui, selon elle, amélioreraient à terme la situation du téléphone français :

- Une charge de l'usager. — L'association estime indispensable l'établissement d'une charge de l'usager des télécommunications qui permettrait à celui-ci de connaître ses droits. L'A.F.U.T.T. souhaite que soit reconnu le droit à l'accès au réseau téléphonique, c'est-à-dire la création de 450 000 cabines téléphoniques publiques (il y a actuellement 37 000) ; le droit à un service correct, c'est-à-dire que 85 % des communications aboutissent au lieu de 50 % environ actuellement ; le droit à une information claire, c'est-à-dire que l'administration dise la date à laquelle elle sera en mesure de raccorder un usager ; le droit à une facturation justifiée, c'est-à-dire détaillée.
- Une commission nationale pour les usagers. — L'A.F.U.T.T. propose la création d'une commission nationale pour les usagers du téléphone, chargée de définir un plan de développement des télécommunications et une loi-programme de cinq ans, destinée à permettre le rattrapage des pays voisins.
- Un budget 1975 en augmentation. — L'A.F.U.T.T. souligne l'urgence d'une augmentation du budget d'investissement de l'année 1975, elle préconise notamment que soit débloqué le milliard de francs accordé sous condition par le ministre des finances.
- Des budgets séparés. — Pour éviter de mélanger les comptes bénéficiaires du téléphone et ceux des postes, en définitive, l'A.F.U.T.T. demande la séparation du budget des P.T.T. en deux budgets distincts.
- La consultation des usagers. — Enfin l'association souhaite que les usagers soient consultés aussi bien sur la forme des nouveaux combinés que sur l'augmentation des tarifs.

• A.F.U.T.T., B.P. n° 1, 92430 Marnes-la-Coquette.

## CONJONCTURE PASSANT A 10 % Le taux d'escompte de la Banque de France est à nouveau abaissé d'un point

Pour la troisième fois depuis le début de l'année, la Banque de France a abaissé d'un point son taux d'escompte, le ramenant de 11 % à 10 %, à un niveau très voisin de celui qu'il atteignait en septembre 1973, soit 9,5 %.

Une telle réduction, on le sait, n'a plus qu'une valeur indicative : le taux d'escompte officiel n'a plus d'influence sur le coût du crédit, à l'exception des contrats de prêts indexés sur ses variations. Mais son abaissement n'en constitue pas moins un geste politique, traduisant la volonté des pouvoirs publics de voir les banques répercuter dans leurs tarifs la baisse continue des taux d'intérêt, telle qu'elle apparaît dans l'évolution des taux sur le marché monétaire. Ceux-ci, à l'initiative de la Banque de France, ont sensiblement fléchi depuis la dernière baisse du taux d'escompte, le 27 février 1975 ; ils sont revenus de 10 % à 8,5 %.

Il paraît donc logique aux autorités monétaires et à la Rue de Rivoli que les établissements bancaires consentent un nouveau rebais, après celui obtenu à la fin de février dernier.

En haut lieu, l'on se montre soucieux d'alléger les charges financières qui pèsent sur les entreprises en cette période difficile. L'argent à court terme sur le marché monétaire est revenu lui, de 14,50 % en juillet à 8,50 % ces jours-ci. La baisse de l'escompte est donc, pour l'instant, cinq fois supérieure à celle des taux bancaires (6 points au lieu de 1,2).

F. R.

## ÉNERGIE L'ARAMCO ANNONCE LA FERMETURE DE LA TAPLINE

Beyrouth (A.F.P., U.P.I.). — L'ARAMCO, le consortium opérant en Arabie Saoudite, a annoncé jeudi la fermeture de l'oléoduc de la Tapline acheminant le pétrole saoudien jusqu'à la Méditerranée par la Jordanie, la Syrie et le Liban. Le pétrole avait cessé de couler depuis février dernier ; à cause de la baisse des frets maritimes, le pétrole acheminé par oléoduc coûtait 2 dollars de plus que celui qui est transporté par mer, estime l'ARAMCO.

La fermeture de la Tapline aura des conséquences fâcheuses sur les économies de la Jordanie, de la Syrie et surtout du Liban, où une raffinerie traitait une partie du « brut » saoudien. Il ne restera plus que la raffinerie de l'Irak Petroleum Company à Tripoli pour approvisionner le Liban en carburants et autres produits pétroliers.

## LE DANEMARK ACCORDE LES PREMIERS PERMIS DE RECHERCHE DE PÉTROLE AU GROENLAND

De notre correspondant Copenhague. — Le gouvernement danois vient pour la première fois d'attribuer une série de permis de recherche et d'exploitation dans le socle sous-marin situé le long des côtes occidentales du Groenland, entre Godthaab et le golfe de Disco. Les permis ont été répartis entre six groupes, qui se trouvent associés en consortium danois. Parmi les dix-neuf sociétés étrangères, huit nations sont représentées (États-Unis, Grande-Bretagne, Canada, France, R.F.A., Norvège, Espagne et Iran).

Le consortium danois Gretec, qui cofinane une douzaine de bureaux et de grosses sociétés industrielles du royaume, coopérera avec le Gulf et deux sociétés françaises, Total et Aquitaine. Ce groupe, qui dispose de trois blocs, paraît peut-être avoir été favorisé par rapport aux autres.

C. O.

## LOGEMENT LES RÉSIDENTS D'UNE CITÉ DU VAL-DE-MARNE REFUSENT L'AUGMENTATION DE LEUR LOYER

Depuis le mois de janvier, plus de la moitié des locataires de la Résidence de Neuilly-Plaisance (Val-de-Marne) refusent de payer en totalité les loyers à la Société Immobilière de la Résidence (S.I.R.), propriétaire des huit cents appartements de ce groupe immobilier.

Les résidents n'acceptent pas le taux d'augmentation des loyers, qui a atteint 35 % par rapport à l'an dernier, alors que le relèvement autorisé par le gouvernement était de 6,8 %. Cette augmentation leur paraissant arbitraire et non motivée, ils ont décidé de payer les loyers sur la base de décembre 1974 tant que la S.I.R. n'aura pas justifié le relèvement des loyers depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1975. Une entrevue entre une délégation de locataires et les responsables de la S.I.R. n'a donné aucun résultat. M. Charles Cathala, sénateur non inscrit, conseiller général et maire de Neuilly-Plaisance, va interpellé le 15 avril au Sénat, à ce sujet, le ministre de l'Équipement.

Taux d'escompte des principaux pays %	Depuis le
Grèce	11 15 fév. 74
Gr.-Bretagne	10,5 17 fév. 75
France	10 27 fév. 75
Finlande	8,25 1 <sup>er</sup> juil. 75
Danemark	8 4 avril 75
Japon	9 22 déc. 73
Turquie	8,75 28 nov. 73
Belgique	8,25 30 janv. 75
Canada	8,25 13 janv. 75
Af. du Sud	8 14 août 74
Italie	8 27 déc. 74
Espagne	7 16 août 74
Pays-Bas	6 6 mars 75
Suède	7 16 août 74
États-Unis	6,75 3 fév. 75
Autriche	6,5 15 mai 74
Norvège	6,5 30 mars 74
R.F.A.	5 6 mars 75
Suisse	5,5 1 <sup>er</sup> mars 75

## Rockwell: une gamme de sept calculatrices à partir de 189 F.

"The Answer" : une gamme de sept calculatrices de poche Rockwell, la société dont les réalisations micro-électroniques ont contribué à la réussite du programme Apollo. Modèle 10R : les quatre opérations de base plus calcul en répétition. Touche d'effacement partiel ou complet. Protection de dépassement de capacité. Constante automatique. Logique algébrique : 189 F.\*

Modèle 20R (ci-dessous) : même modèle plus mémoire, constante automatique, touche % idéale pour calcul d'escompte et de TVA : 249 F.\*

Modèle 21R : idem 20R. Version rechargeable. Chargeur-adaptateur inclus : 329 F.\*

Modèle 30R : réglé à calcul avec mémoire et pourcentage : parfaite pour les étudiants. Mémes fonctions que 10R et 20R plus  $\sqrt{x}$ ,  $\frac{1}{x}$ , échange de registre, inversion affichage-mémoire, changement de signe : 329 F.\*

Modèle 51R : notre "Universelle" : toutes les caractéristiques de base des "Answers", plus deux mémoires à accumulation, 224 conversions spéciales (pints/litres, farenheight/celsius, pieds/mètres, pieds<sup>3</sup>/m<sup>3</sup>, etc.). Calcul de fractions, système programmable pour calcul des taux de change. L'aide idéale de toute la famille. Batterie rechargeable et chargeur-adaptateur inclus : 629 F.\*

Modèle 61R : notre "Scientifique". Toutes les caractéristiques de base des "Answers" plus mémoire, fonctions logarithmique et trigonométrique, échange de registres et beaucoup d'autres fonctions scientifiques. Batterie rechargeable et chargeur-adaptateur inclus : 629 F.\*

Modèle 63R : mêmes caractéristiques que 61R plus notation scientifique, touche factorielle x!, calcul avec parenthèses (mixte et en série). Batterie rechargeable et chargeur-adaptateur inclus : 759 F.\*

Calculatrices Rockwell : la réponse à tous vos problèmes d'arithmétique et de mathématiques.



Rockwell International — la science au service des affaires.

Les calculatrices Rockwell sont garanties un an. En vente au BHV, Printemps, Galeries Lafayette, Régie à Calcul, Duriez. Points de vente dans toute la France. Pour tous renseignements complémentaires, écrire à : Rockwell International, Dpt micro-électronique - 12 place de la Seine - Zone Siliç - Coteau L 198 - 94533 Rungis Principel - Tél. 686.37.37.

\* Les prix T.T.C. comprennent la housse et pour les modèles 10R, 20R, 30R, une pile 9V. En option pour ces trois modèles, adaptateur courant secteur : 40 F.T.T.C.

## URBANISME La réforme foncière

### LES PROMOTEURS CRAIGNENT L'« ARBITRAIRE POLITIQUE »

Sans être hostiles aux bruts poursuivis par le projet de réforme foncière, les promoteurs craignent la solution d'une Bourse d'échanges de densités de construction, encouragement à l'habitat social, les promoteurs s'interrogent sur l'efficacité des moyens qui vont être mis en œuvre. Telle est la position nuancée exprimée par M. Jean Boissier, président de la Fédération nationale des promoteurs-construc-teurs, au cours d'un dîner-débat organisé le samedi 10 avril par l'Association des anciens de Sciences-Po.

Les municipalités ne vont-elles pas augmenter les coefficients de densité, pour obtenir un avantage de ressources, et être tentées d'accorder des dérogations, a demandé M. Boissier ? Le coût des terrains ne va-t-il pas, en définitive, augmenter ? Le droit de préférence sur les transactions foncières et immobilières accordé à la commune ne va-t-il pas conduire à l'arbitraire au bénéfice du politique ?

En revanche, le président de la Fédération des promoteurs s'est prononcé plus nettement contre la solution d'une Bourse d'échanges de densités de construction, préconisée par M. Georges Mesmin, député-réformateur de Paris (le Monde du 13 mars). Les quartiers riches seraient avantageés par rapport aux quartiers pauvres.

### LE « CALENDRIER » DES HALLES.

Le Conseil de Paris se réunira vraisemblablement les 28, 29 et 30 avril pour trancher en session spéciale sur l'aménagement en surface de l'ancien carreau des Halles. Les trois projets actuellement retenus sont présentés dans une exposition à l'Hôtel de Ville ouverte jusqu'au dimanche 13 avril inclus.

La procédure pour ce qui concerne la session spéciale du Conseil de Paris est ainsi prévue : remise du mémoire préfectoral le 21 avril au soir aux conseillers de Paris et aux commissions. Celles-ci examineront les 22, 24 et 25 avril pour examiner d'une part, le mémoire du préfet et, d'autre part, les diverses pièces du dossier, dont les études techniques fournies par les architectes paysagistes concurrents.

## FAITS ET PROJETS

### Environnement

• MANIFESTATION A BRAUD-ET-SAINT-LOUIS. — Le 9 avril, une soixantaine de manifestants appartenant au Syndicat de défense contre l'installation d'une centrale nucléaire à Braud-et-Saint-Louis (Gironde) ont occupé le terrain sur lequel est conçu le premier travaux du chantier et enlevé les piquets de béton placés par l'É.D.F. A leur demande, le maire convoqua le conseil municipal en session extraordinaire. Il expliqua ensuite que, le quorum n'étant pas atteint, aucune décision ne pouvait être prise pour l'arrêt des travaux. — (Corresp.)

### LES ALLEMANDS ET LA POLLUTION DU RHIN.

L'industrie chimique allemande serait menacée de paralysie si les projets d'accord international sur la lutte contre la pollution du Rhin étaient adoptés, affirme la Fédération de l'industrie chimique de la République fédérale dans des mémoires adressés aux membres allemands de la commission pour la protection du Rhin et au ministre de l'Intérieur. L'adoption de cet accord signifierait, selon elle, l'arrêt de 70 % des entreprises chimiques du pays employant quatre cent mille salariés. — (A.F.P.)

### Transports

• BIEN TÔT UN EMPLOI POUR L'« OPALE ». — Le pétrolier français Opale, désarmé à Brest avant d'avoir entrepris son premier voyage, va rejoindre Le Havre dans quelques mois pour commencer son exploitation, a annoncé, mercredi 9 avril, au Havre, M. René Gasquet, directeur général de la Compagnie navale des pétroles. M. Gasquet a ajouté :

« Ce navire nous a été livré plus tôt que prévu. En fait, nous attendions pour le mois de juin 1975. Il va donc entrer en service normalement à la date que nous avions primitivement envisagée. »

### LE CRÉPUSCULE DES PÉTROLIERS GÉANTS

L'ère du gigantisme touche à sa fin dans le transport maritime du pétrole, selon M. R. A. Huskisson, président du Lloyd's register. Dans son rapport annuel, le président du bureau de classification déclare que les jours des navires gros porteurs, de plus de 300 000 tonnes sont comptés, et que ceux de la classe des 200 000 tonnes eux-mêmes seront beaucoup moins demandés.

Selon le président du Lloyd's, les futures commandes de navires porteront principalement sur des pétroliers de taille moyenne (environ 150 000 tonnes), et des porteurs de marchandises en gros du même tonnage, sans doute parce que ces navires seront capables d'emprunter éventuellement le canal de Suez.

M. Huskisson estime en tout cas que le grand « boom » de la construction maritime est maintenant terminé. Il se basait même à prédire que la marine marchande mondiale ne connaîtra plus jamais une expansion aussi rapide que celle des dernières années. — (A.F.P.)

### DES BÉNÉFICES POUR SWISSAIR.

La compagnie suisse a réalisé, en 1974, un bénéfice de 43 millions de francs suisses contre 40 millions l'année précédente. A partir du 1<sup>er</sup> avril, elle ouvrira de nouvelles escales : Pékin et Changai en Chine, Toronto au Canada, Dhahran et Abudhabi dans le Golfe arabe, et Salzbourg en Autriche.



Rockwell International — la science au service des affaires.

Les calculatrices Rockwell sont garanties un an. En vente au BHV, Printemps, Galeries Lafayette, Régie à Calcul, Duriez. Points de vente dans toute la France. Pour tous renseignements complémentaires, écrire à : Rockwell International, Dpt micro-électronique - 12 place de la Seine - Zone Siliç - Coteau L 198 - 94533 Rungis Principel - Tél. 686.37.37.

\* Les prix T.T.C. comprennent la housse et pour les modèles 10R, 20R, 30R, une pile 9V. En option pour ces trois modèles, adaptateur courant secteur : 40 F.T.T.C.

صحة من الأهل

# LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

## SÉCURITÉ SOCIALE

### Contrairement aux vœux des syndicats médicaux

### Les caisses d'assurance-maladie proposent d'instaurer une réelle concurrence entre médecine libérale et médecine salariée

La Confédération des syndicats médicaux français (C.S.M.F.) et la Fédération des médecins de France (F.M.F.) viennent de recevoir un document explicatif de onze pages définissant les objectifs des trois caisses nationales d'assurance maladie (salariés, agriculteurs, travailleurs indépendants) sur l'avenir des relations entre la « médecine de ville » et les assurés. Ce texte, qui a été adopté à l'unanimité par tous les administrateurs — de ceux de la C.G.T. à ceux du C.N.P.F. — n'a pas été approuvé lors de sa présentation finale par les médecins inquiets, laisse-t-on entendre de la position du patronat et de ses arrière-pensées.

La première partie du dossier essaie de dresser un bilan positif de la dernière convention nationale (1971-1976). Elle avait pour but de garantir un meilleur remboursement des frais de santé aux assurés en augmentant la proportion des médecins conventionnés (dont les honoraires sont mieux remboursés), en prévoyant la mise à jour périodique des tarifs (pour éviter les querelles annuelles sur la revalorisation des honoraires), et en réduisant les dépenses médicales, grâce à un mécanisme d'autodiscipline des médecins. De fait, 86 % des médecins sont aujourd'hui conventionnés (53 481 à la fin de 1974), au lieu de 89 % en 1971. Les règles d'autodiscipline ont été mises en place, mais avec une lenteur imprévue. Quant à l'application des tarifs, elle a, dans la plupart des cas, abouti à des résultats négatifs. Les caisses, tout en proposant le maintien d'une convention

nationale basée sur l'autodiscipline et la concertation grâce à des commissions médico-sociales, se prononcent donc, dans la deuxième partie du document, pour une modification sensible du statu quo. Leurs souhaits vont souvent à l'encontre de ceux que les syndicats médicaux veulent d'exposer.

● **L'ÉVOLUTION ANNUELLE DES TARIFS.** — La C.S.M.F. et la F.M.F. avaient demandé, sous des formes diverses, une sorte d'indexation des honoraires sur les prix et le recours à des experts économiques pour établir une batterie d'indicateurs servant à cette indexation, afin d'éviter ce que la C.S.M.F. appelle « les mégalotages de marchand de tapis ». Les caisses rejettent de tels procédés, qui réduiraient leur pouvoir de décision et qui aboutiraient à des modifications trop fréquentes des tarifs.

● **LA VALEUR DES ACTES MÉDICAUX.** — Les syndicats de médecins souhaitent le maintien pour quatre ans des rapports fixes entre les consultations et visites, les actes des généralistes et ceux des spécialistes. Les caisses refusent toute nomenclature trop rigide, qui empêcherait de tenir compte des progrès de techniques médicales et qui entraverait les efforts en faveur des généralistes. Les gestionnaires de l'assurance-maladie proposent aussi à la reconnaissance d'un tarif spécial pour la consultation prolongée (de 30 jours), leur en se proposant pour la recherche en faveur du généraliste d'une rémunération mieux adaptée à certains actes qu'il effectue.

En conséquence, les gestionnaires de l'assurance maladie proposent l'abandon de l'article 18 de la dernière convention, selon lequel ils s'interdisaient de créer des centres de soins comportant des médecins salariés. Les caisses souhaitent restaurer la concurrence et pouvoir accorder des primes à leur intérêt réduit pour faciliter la création de centres médicaux où il n'y aurait plus de paiement à l'acte, mais des « rémunérations forfaitaires globales ».

Leur souci est soit de faciliter des expériences d'exercice en groupe, soit de combler les lacunes de l'équipement des zones rurales, soit enfin, de permettre aux assurés un remboursement normal de frais là où les médecins privés ne respectent pas les tarifs officiels. Une telle politique permettrait non seulement de mieux protéger les assurés et de donner aux caisses l'arme de riposte dont elles manquent en cas de conflit sur les honoraires, mais aussi de répondre aux besoins de nombreux médecins, notamment des jeunes qui souhaitent avoir une vie de famille plus normale et être rémunérés globalement pour leur fonction.

A ces projets, qui mélangent les préoccupations sociales aux soucis économiques (freiner les dépenses de santé), il faut ajouter d'autres motifs de discordance tenant à la procédure et au calendrier.

Qui doit signer l'éventuelle convention ? Le Conseil d'État a estimé que, selon la loi de 1971, les deux syndicats représentatifs, c'est-à-dire la C.S.M.F. et la F.M.F., doivent parapher le texte au même moment. A la sécurité sociale comme au gouvernement, on estime que toute négociation devient, dans ces conditions, impossible. Une refonte de la loi est

à l'étude, et un projet sera prochainement examiné à l'Assemblée selon la procédure d'urgence.

Les caisses, pour leur part, ont demandé que le législateur accepte la signature d'une seule des organisations représentatives, dans la mesure où, une fois la convention devenue obligatoire, les médecins peuvent s'en dégarer, au bout d'un mois. Fait nouveau : elles réclament aussi que, en cas d'échec des discussions nationales, il soit possible de revenir au système qui a régné de 1960 à 1971 : discussion de conventions départementales et, en cas de nouvel échec, possibilité d'adhésion individuelle à une convention-type. La C.S.M.F. et la F.M.F., qui entendent maintenir leur autorité, s'opposent évidemment à une telle procédure.

Dernière difficulté : le sort des relations médecins-assurés-Sécurité sociale au-delà du 1<sup>er</sup> mai. Compte tenu du calendrier et de la « guerre » qui va s'engager entre les partenaires sociaux, aucun accord ne sera signé le 1<sup>er</sup> mai. Le vide conventionnel actuel, qui pourrait être comblé après avis du Conseil d'État par une validation rétroactive de la dernière convention (actuellement annulée), n'empêchera pas qu'en principe les avantages fiscaux et sociaux des médecins disparaissent en même temps que les règles de remboursement. Le relèvement des honoraires, prévu pour le 2<sup>e</sup> mai, est lui aussi compromis. Si les syndicats médicaux acceptent un armistice de six mois en paraphant un accord provisoire, tout sera sauve. En cas de refus, le risque est grand de voir le gouvernement intervenir pour sauvegarder les droits des assurés, mais accrotre par là même les difficultés d'un accord ultérieur.

JEAN-PIERRE DUMONT.

### Des abus inadmissibles

● **LE DROIT À DÉPASSER** des tarifs conventionnels, qui permet à un médecin libéré de réclamer des honoraires plus élevés au détriment du malade — qui de ce fait est moins remboursé, — constitue un troisième sujet de discordance. Les syndicats de praticiens réclament le maintien de cette formule. Les caisses souhaitent, elles, obtenir une « limitation d'accès à ce droit ». Trois raisons sont avancées : le nombre de médecins bénéficiaires de ce droit s'est révélé plus important que prévu, et il a fortement augmenté (18,1 % des praticiens conventionnés au lieu de 13,2 % au début de la convention) ; ce système profite plus aux spécialistes (32,6 %) qu'aux généralistes (7,1 %), ce qui peut inciter les jeunes à s'orienter vers la spécialisation, alors que cette évolution n'est pas souhaitée ; enfin, certains médecins titulaires du droit à dépassement ont commis des abus inadmissibles dans l'utilisation de cette liberté, sans respecter ainsi « le tact et la mesure » prévus par le code de déontologie.

plus novateurs des caisses. Il s'agit dans certains cas de permettre au malade de ne pas payer la partie des frais qui lui sera pas remboursée, le reste, c'est-à-dire le principal, étant directement versé au médecin par la Sécurité sociale. Cette formule s'oppose au « paiement direct à l'acte », selon lequel le malade paie entièrement la note au médecin, quitte ensuite à se faire rembourser (à 70 % ou plus).

Pour les caisses, « le problème du paiement à l'acte devra être résolu ». Il ne faut pas oublier, insistent-elles, que « la France, dans la Communauté européenne, est un des rares pays » à le pratiquer. Alors que la C.S.M.F. serait disposée à accepter le tiers payant dans des cas limités — à condition que la Sécurité sociale verse les prestations à un centre de paiement qu'elle gèrerait, comme cela existe en Allemagne — les caisses entendent jouer directement ce rôle de tiers payant pour les soins dispensés dans les hôpitaux privés, mais aussi pour les « honoraires correspondants à des actes médicaux effectués au cabinet du médecin ou au domicile du malade (radiologie, biologie, chirurgie) ».

### Confits et revendications

● **GREVE À L'UNION DES ASSURANCES DE PARIS.** — L'Inter-syndicat F.O., C.F.D.T., et C.G.T. des producteurs salariés de l'Union des assurances de Paris (U.A.P.) a déclenché depuis le 8 avril une « grève totale limitée » pour soutenir les revendications de ces agents, qui réclament une indemnité annuelle de vie chère de 3 000 F et la transformation de leur prime de bilan en treizième mois.

Environ quatre mille cinq cents agents d'assurances et de capitalisation ont rejoint les cortèges sans porteur de drapeau, visitant la clientèle et effectuant le relevé des primes — sont concernés, à l'U.A.P., par ce mouvement, sur quelque vingt-cinq mille agents appartenant en France à cette profession.

### Faits et chiffres

● **QUELQUES CINQ CENT CINQUANTE JEUNES AGRICULTEURS DU FINISTÈRE** viennent de décider à Fleyden de constituer un centre départemental (C.D.J.A.) indépendant de celui qui est en place, favorable à la tendance paysans-travailleurs. (Cort.)

● **L'ACCORD ENTRE L'ALLEMAGNE FÉDÉRALE, L'IRAN ET L'U.R.S.S.** pour la fourniture de gaz iranien à la R.F.A. a été signé le 10 avril, à Moscou, après un an de négociations. Il prévoit que l'Iran fournira à l'Allemagne fédérale 13 milliards de mètres cubes de gaz par an à partir de 1981. Le gaz iranien sera acheminé à travers l'U.R.S.S. par un nouveau gazoduc qui reliera les deux pays, puis réparti d'U.R.S.S. vers l'Allemagne fédérale grâce au réseau existant. De source iranienne, on estime que le coût de ce projet sera compris entre 3 et 5 milliards de dollars.

### Monnaie

● **LA MASSE MONÉTAIRE EN FRANCE** s'est réduite de 3 % pendant le mois de mars, ce qui est une réduction supérieure à celle qui avait été constatée pendant le même mois au cours des années précédentes, indique le conseil national du crédit. Ce fléchissement résulte, en grande partie, de la régularisation d'un grand nombre d'opérations qui étaient en suspens à la fin de l'année, du fait de la grève postale.

## CONFLITS ET REVENDICATIONS

### RENAULT : les discussions sont ajournées

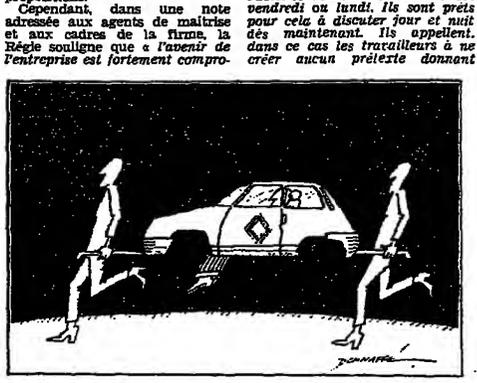
Le conflit à la Régie Renault est toujours dans l'impasse. La position des ouvriers du Mans s'étant durcie jeudi (des incidents ont eu lieu dans la soirée), la direction a décidé de reporter à une date ultérieure la rencontre direction-délégués, qui devait avoir lieu dans l'après-midi de vendredi. Le chômage technique touchait, ce vendredi 11 avril, trente mille ouvriers de la Régie.

Aucun progrès sensible n'a été enregistré jeudi, où, pendant deux heures, le débat entre la direction et les délégués avait porté sur le contenu de la revendication des ouvriers du Mans. M. Sylvain (C.G.T.) a proposé qu'une majoration générale de 8 % des salaires de base soit accordée, ce qui, en fait, n'est pas très éloigné des 250 francs d'augmentation mensuelle revendiqués par les travailleurs du Mans. La direction n'a pas fait de contre-proposition.

Cependant, dans une note adressée aux agents de maîtrise et aux cadres de la firme, la Régie souligne que « nous sommes en mesure de proposer, dans l'entreprise, des améliorations substantielles, nous serions incapables de financer un plan annuel d'investissements comparable à ceux de nos concurrents, puisque, toutes proportions gardées, il nous manquerait 800 à 900 millions d'investissement annuel, et il ne serait plus question ni de renouvellement de la gamme, ni de modernisation, ni d'investissements sociaux ».

Les syndicats C.G.T. de Renault, pour leur part, dans une déclaration publiée jeudi soir, affirment souhaiter un règlement rapide du conflit.

« Ils sont prêts, disent-ils, à réaliser les conditions pour que l'activité redienne normale dès vendredi ou lundi. Ils sont prêts pour cela à discuter jour et nuit, mais ils appellent, dans ce cas les travailleurs à ne créer aucun précédent donnant



(Dessin de BONNAFFE.)

mis ». « Les pertes que l'action illégitime de Mans ont déjà fait subir à l'entreprise sont claires, ajoute la direction. Notre pourcentage de production en France est tombé de 38,8 en mars 1974 à 31,4 en mars 1975. Nous ne savons pas trop ce que seront les mois à venir. Et c'est en fait de notre point de vue le grand danger de voitures en Europe. (...) Le programme d'investissements de 1975 devra être réduit de 400 millions en moins, et nous allons repousser la sortie de nos modèles futurs ».

La direction dénonce l'obstruction de certaines organisations à réajuster les augmentations de salaires « dont chacun sait que la Régie ne peut les supporter », alors que les rémunérations chez Renault sont déjà supérieures à celles de ses concurrents. Si nous acceptons de creuser l'écart, nous serions incapables de maintenir des prix de vente

l'occasion d'une rupture des négociations. Ils pensent que, au Mans, conformément au vote des travailleurs, la situation peut s'améliorer rapidement au fur et à mesure de l'évolution du contenu et de la rapidité des négociations ».

Comment expliquer que, malgré ces déclarations, le conflit d'événements pas ? La direction de la Régie tente de vouloir ou de pouvoir faire des concessions salariales importantes, aurait pu chercher à débouler la situation en acceptant de discuter de l'indemnisation des jours chômés et de la levée des sanctions, sans parler de son action judiciaire en dommages et intérêts contre le syndicat C.G.T. du Mans. N'y a-t-il pas, de sa part, une volonté de casser, une fois pour toutes la forme de grève « illégale » employée par les ouvriers du Mans ?

Mais son intranquillité sur ce point n'a, semble-t-il, eu, pour le moment, comme seul effet, que de retarder l'opiniâtreté des ouvriers du Mans. Ailleurs, ni la C.G.T. ni le début du conflit ni la C.G.T. jeudi, n'ont réussi véritablement à mobiliser la grande masse des ouvriers de la Régie, gravement touchés par le chômage technique. Ainsi le conflit tourne de plus en plus en guerre de positions et les deux camps ne parviennent ni à ouvrir une brèche de nature à faire céder la direction ni à trouver une solution de compromis propre à satisfaire les ouvriers du Mans.

### UN MILLIER DE GRÉVISTES À LA COOPÉRATIVE LAITIÈRE DE HAUTE-NORMANDIE

(De notre correspondant.)

Rouen. — Un conflit entre les salariés de la Coopérative laitière de Haute-Normandie (groupe GAMANOVA) et les producteurs vient d'éclater : depuis jeudi, le lait n'est plus ramassé et les camions sont bloqués à la sortie de la principale usine près de Rouen. Un millier de travailleurs sur les mille trois cents que compte la C.L.B.N. sont en grève dans les sept usines du groupe, qui collectent annuellement 3 millions d'hectolitres de lait produits par cinq mille cinq cents agriculteurs.

Il s'agit, en fait, de rebondissement d'un conflit entamé en septembre 1974 lorsque la direction de la coopérative a dénoncé les accords d'entreprise. D'après les délégués C.F.D.T., qui condamnent la grève sur des revendications salariales, ce mouvement est exemplaire car il est provoqué par la volonté de la direction de casser l'appareil syndical. Selon la direction, il n'est plus possible que la rémunération du personnel se fasse au détriment des agriculteurs.

### RENAULT CONDAMNE POUR RUPTURE ABUSIVE DE CONTRAT

La Cour a condamné par défaut le 30 juin 1975 « à trois ans de sa retraite, après toute une vie de travail à son service », la Régie nationale a agi avec « une intention malveillante ». Pour justifier de licenciement, la Régie Renault invoquait une « absence d'emploi ».

**HOICHE ETOILE**

**6600m<sup>2</sup> de bureaux neufs à louer ou à vendre.**

A 100 mètres de l'Etoile, au cœur du Tout-Paris des Affaires, 52 Avenue Hoche et 26/32 Rue Beaujon, 7 niveaux de bureaux divisibles conçus dans un style fonctionnel et luxueux.

Immeuble — COMPASS-DUVAL / Société Immobilière HOICHE-BEAUJON

JAMES LANE 80, Av. Marceau 75008 PARIS 720-21-23

ALM-98-98 52, Av. des Champs-Élysées 75008 PARIS

(Publié)

**REPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE**

**MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE**

Société Nationale des Industries de la Cellulose

**SONIC - 15, RUE HAMANI, ALGER**

**AVIS DE PRÉSÉLECTION**

Un avis de présélection est lancé en vue de la réalisation de trois (3) centres de stockage et de distribution de produits papetiers (la capacité totale de ces trois centres sera de l'ordre de 50.000 palettes).

Les candidats intéressés pourront obtenir tous renseignements complémentaires à l'adresse suivante :

**SONIC, Direction du Développement, 38, boulevard des 3-Frères-Bouadou, Birmandreïs (Alger).**

Tél. : 60-18-02 - 60-09-16.

Télex : 52.427 DZ.

Les dossiers de candidature devront être adressés sous double pli recommandé dans un délai d'un (1) mois à compter de la date d'insertion de l'avis, l'enveloppe intérieure portant la mention : « Ne pas ouvrir - Avis de présélection - Centres de stockage et de distribution », à M. le Directeur Général de la SONIC, 15, rue Hamani, ALGER.

**BBC-ENGLISH FOR MANAGEMENT**

Cours individuels d'anglais supérieur pour les affaires

BANLIEUE DE LONDRES

ENSEIGNEMENT INTENSIF — SÉJOUR DE COURTE DURÉE

PROGRESSION MODÈLE — ADAPTÉ À VOS BESOINS

MÉTHODE ÉProuvée — Résultats Rapides

Un prix forfaitaire sans surprise comprenant : les cours de groupe et particuliers, l'encadrement et le matériel pédagogique, l'hébergement en pension complète et les loisirs.

**MÉTHODE ET ENSEIGNEMENT** garantis par British Broadcasting Corporation

Pour une documentation complète écrite ou téléphonique

HIS Management Centre, Mrs E. Cable

Lane End, High Wycombe, Bucks, England

Tel. 0494-881885

ou Editions BBC 3, rue de Solf, 75008 PARIS

ACCIDENT

CONFLITS ET REVENDICATIONS

RENAULT : les discussions sont ajournées

Le comité de la région Renault est toujours dans l'attente de la réponse de la direction Renault...

Le comité de la région Renault est toujours dans l'attente de la réponse de la direction Renault...



Le comité de la région Renault est toujours dans l'attente de la réponse de la direction Renault...

Le comité de la région Renault est toujours dans l'attente de la réponse de la direction Renault...

Le comité de la région Renault est toujours dans l'attente de la réponse de la direction Renault...

Le comité de la région Renault est toujours dans l'attente de la réponse de la direction Renault...

Le comité de la région Renault est toujours dans l'attente de la réponse de la direction Renault...

Le comité de la région Renault est toujours dans l'attente de la réponse de la direction Renault...

Le comité de la région Renault est toujours dans l'attente de la réponse de la direction Renault...

Le comité de la région Renault est toujours dans l'attente de la réponse de la direction Renault...

Le comité de la région Renault est toujours dans l'attente de la réponse de la direction Renault...

Le comité de la région Renault est toujours dans l'attente de la réponse de la direction Renault...

Le comité de la région Renault est toujours dans l'attente de la réponse de la direction Renault...

LA VIE ECONOMIQUE

LA CRISE VITICOLE

Le Parlement européen accuse la réglementation communautaire

La crise viticole a fait l'objet, jeudi 10 avril, d'un débat d'urgence au Parlement européen à Luxembourg...

Neuf adopteront mardi prochain les mesures adéquates pour y mettre fin...

Pour les uns, c'est « un échec total » ; pour les autres, la réglementation devrait être revue dans le sens d'un contrôle plus sévère...

Le ministre italien de l'Agriculture, qui évoqua la réunion extraordinaire des ministres, a déclaré qu'un accord pourra être trouvé...

En outre, on apprend dans la capitale romaine qu'un rassemblement de viticulteurs italiens serait organisé à Bruxelles, lundi 14 avril...

Le gouvernement sud-africain envisage l'achat d'avions de ligne commerciaux Airbus et de sous-marins français...

Le gouvernement sud-africain envisage l'achat d'avions de ligne commerciaux Airbus et de sous-marins français...

Le gouvernement sud-africain envisage l'achat d'avions de ligne commerciaux Airbus et de sous-marins français...

Le gouvernement sud-africain envisage l'achat d'avions de ligne commerciaux Airbus et de sous-marins français...

Le gouvernement sud-africain envisage l'achat d'avions de ligne commerciaux Airbus et de sous-marins français...

Le gouvernement sud-africain envisage l'achat d'avions de ligne commerciaux Airbus et de sous-marins français...

Le gouvernement sud-africain envisage l'achat d'avions de ligne commerciaux Airbus et de sous-marins français...

Le gouvernement sud-africain envisage l'achat d'avions de ligne commerciaux Airbus et de sous-marins français...

Le gouvernement sud-africain envisage l'achat d'avions de ligne commerciaux Airbus et de sous-marins français...

Le gouvernement sud-africain envisage l'achat d'avions de ligne commerciaux Airbus et de sous-marins français...

Le gouvernement sud-africain envisage l'achat d'avions de ligne commerciaux Airbus et de sous-marins français...

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

UNE NOUVELLE PIERRE A L'EDIFICE LA HENIN

La Compagnie la Henin détient à ce jour 42% du capital de l'Établissement Foncier et Immobilier (E.F.I.)...

La Compagnie la Henin détient à ce jour 42% du capital de l'Établissement Foncier et Immobilier (E.F.I.)...

La Compagnie la Henin détient à ce jour 42% du capital de l'Établissement Foncier et Immobilier (E.F.I.)...

La Compagnie la Henin détient à ce jour 42% du capital de l'Établissement Foncier et Immobilier (E.F.I.)...

La Compagnie la Henin détient à ce jour 42% du capital de l'Établissement Foncier et Immobilier (E.F.I.)...

La Compagnie la Henin détient à ce jour 42% du capital de l'Établissement Foncier et Immobilier (E.F.I.)...

La Compagnie la Henin détient à ce jour 42% du capital de l'Établissement Foncier et Immobilier (E.F.I.)...

La Compagnie la Henin détient à ce jour 42% du capital de l'Établissement Foncier et Immobilier (E.F.I.)...

La Compagnie la Henin détient à ce jour 42% du capital de l'Établissement Foncier et Immobilier (E.F.I.)...

La Compagnie la Henin détient à ce jour 42% du capital de l'Établissement Foncier et Immobilier (E.F.I.)...

La Compagnie la Henin détient à ce jour 42% du capital de l'Établissement Foncier et Immobilier (E.F.I.)...

La Compagnie la Henin détient à ce jour 42% du capital de l'Établissement Foncier et Immobilier (E.F.I.)...

La Compagnie la Henin détient à ce jour 42% du capital de l'Établissement Foncier et Immobilier (E.F.I.)...

La Compagnie la Henin détient à ce jour 42% du capital de l'Établissement Foncier et Immobilier (E.F.I.)...

La Compagnie la Henin détient à ce jour 42% du capital de l'Établissement Foncier et Immobilier (E.F.I.)...

La Compagnie la Henin détient à ce jour 42% du capital de l'Établissement Foncier et Immobilier (E.F.I.)...

La Compagnie la Henin détient à ce jour 42% du capital de l'Établissement Foncier et Immobilier (E.F.I.)...

FRANCE-ÉPARGNE FRANCE-CROISSANCE

Les Assemblées Générales Ordinaires de ces deux sociétés d'investissement à capital variable, tenues le 3 avril 1975, ont approuvé les comptes et bilans des exercices clos le 31 décembre 1974...

Table with financial data for France-Epargne and France-Croissance, including capital, assets, and liabilities.

Table with financial data for France-Epargne and France-Croissance, including dividends and interest.

Les coupons n° 9 correspondent au revenu des obligations françaises non indexées et les coupons n° 10 aux autres revenus...

Le conseil de surveillance a arrêté les comptes de l'exercice 1974 qui font ressortir un bénéfice net de 481 175,06 francs...

Le conseil de surveillance a arrêté les comptes de l'exercice 1974 qui font ressortir un bénéfice net de 481 175,06 francs...

Le conseil de surveillance a arrêté les comptes de l'exercice 1974 qui font ressortir un bénéfice net de 481 175,06 francs...

Le conseil de surveillance a arrêté les comptes de l'exercice 1974 qui font ressortir un bénéfice net de 481 175,06 francs...

Le conseil de surveillance a arrêté les comptes de l'exercice 1974 qui font ressortir un bénéfice net de 481 175,06 francs...

Le conseil de surveillance a arrêté les comptes de l'exercice 1974 qui font ressortir un bénéfice net de 481 175,06 francs...

Le conseil de surveillance a arrêté les comptes de l'exercice 1974 qui font ressortir un bénéfice net de 481 175,06 francs...

Le conseil de surveillance a arrêté les comptes de l'exercice 1974 qui font ressortir un bénéfice net de 481 175,06 francs...

Le conseil de surveillance a arrêté les comptes de l'exercice 1974 qui font ressortir un bénéfice net de 481 175,06 francs...

Le conseil de surveillance a arrêté les comptes de l'exercice 1974 qui font ressortir un bénéfice net de 481 175,06 francs...

Le conseil de surveillance a arrêté les comptes de l'exercice 1974 qui font ressortir un bénéfice net de 481 175,06 francs...

Le conseil de surveillance a arrêté les comptes de l'exercice 1974 qui font ressortir un bénéfice net de 481 175,06 francs...

Le conseil de surveillance a arrêté les comptes de l'exercice 1974 qui font ressortir un bénéfice net de 481 175,06 francs...

Le conseil de surveillance a arrêté les comptes de l'exercice 1974 qui font ressortir un bénéfice net de 481 175,06 francs...

Le conseil de surveillance a arrêté les comptes de l'exercice 1974 qui font ressortir un bénéfice net de 481 175,06 francs...

Le conseil de surveillance a arrêté les comptes de l'exercice 1974 qui font ressortir un bénéfice net de 481 175,06 francs...

Le conseil de surveillance a arrêté les comptes de l'exercice 1974 qui font ressortir un bénéfice net de 481 175,06 francs...

Le conseil de surveillance a arrêté les comptes de l'exercice 1974 qui font ressortir un bénéfice net de 481 175,06 francs...

Le conseil de surveillance a arrêté les comptes de l'exercice 1974 qui font ressortir un bénéfice net de 481 175,06 francs...

Le conseil de surveillance a arrêté les comptes de l'exercice 1974 qui font ressortir un bénéfice net de 481 175,06 francs...

Le conseil de surveillance a arrêté les comptes de l'exercice 1974 qui font ressortir un bénéfice net de 481 175,06 francs...

Le conseil de surveillance a arrêté les comptes de l'exercice 1974 qui font ressortir un bénéfice net de 481 175,06 francs...

Le conseil de surveillance a arrêté les comptes de l'exercice 1974 qui font ressortir un bénéfice net de 481 175,06 francs...

AFFAIRES

La République Sud-Africaine envisage d'acheter des Airbus et des sous-marins français

Le gouvernement sud-africain envisage l'achat d'avions de ligne commerciaux Airbus et de sous-marins français...

Le gouvernement sud-africain envisage l'achat d'avions de ligne commerciaux Airbus et de sous-marins français...

Le gouvernement sud-africain envisage l'achat d'avions de ligne commerciaux Airbus et de sous-marins français...

Le gouvernement sud-africain envisage l'achat d'avions de ligne commerciaux Airbus et de sous-marins français...

Le gouvernement sud-africain envisage l'achat d'avions de ligne commerciaux Airbus et de sous-marins français...

Le gouvernement sud-africain envisage l'achat d'avions de ligne commerciaux Airbus et de sous-marins français...

Le gouvernement sud-africain envisage l'achat d'avions de ligne commerciaux Airbus et de sous-marins français...

Le gouvernement sud-africain envisage l'achat d'avions de ligne commerciaux Airbus et de sous-marins français...

Le gouvernement sud-africain envisage l'achat d'avions de ligne commerciaux Airbus et de sous-marins français...

Le gouvernement sud-africain envisage l'achat d'avions de ligne commerciaux Airbus et de sous-marins français...

Le gouvernement sud-africain envisage l'achat d'avions de ligne commerciaux Airbus et de sous-marins français...

Le gouvernement sud-africain envisage l'achat d'avions de ligne commerciaux Airbus et de sous-marins français...

Le gouvernement sud-africain envisage l'achat d'avions de ligne commerciaux Airbus et de sous-marins français...

SILIC

Les loyers hors taxes émis par la société pour les neuf premiers mois de l'exercice en cours (du 1er juillet 1974 au 31 mars 1975) s'élevaient à 84 587 000 F...

Les loyers hors taxes émis par la société pour les neuf premiers mois de l'exercice en cours (du 1er juillet 1974 au 31 mars 1975) s'élevaient à 84 587 000 F...

Les loyers hors taxes émis par la société pour les neuf premiers mois de l'exercice en cours (du 1er juillet 1974 au 31 mars 1975) s'élevaient à 84 587 000 F...

Les loyers hors taxes émis par la société pour les neuf premiers mois de l'exercice en cours (du 1er juillet 1974 au 31 mars 1975) s'élevaient à 84 587 000 F...

Les loyers hors taxes émis par la société pour les neuf premiers mois de l'exercice en cours (du 1er juillet 1974 au 31 mars 1975) s'élevaient à 84 587 000 F...

Les loyers hors taxes émis par la société pour les neuf premiers mois de l'exercice en cours (du 1er juillet 1974 au 31 mars 1975) s'élevaient à 84 587 000 F...

Les loyers hors taxes émis par la société pour les neuf premiers mois de l'exercice en cours (du 1er juillet 1974 au 31 mars 1975) s'élevaient à 84 587 000 F...

Les loyers hors taxes émis par la société pour les neuf premiers mois de l'exercice en cours (du 1er juillet 1974 au 31 mars 1975) s'élevaient à 84 587 000 F...

Les loyers hors taxes émis par la société pour les neuf premiers mois de l'exercice en cours (du 1er juillet 1974 au 31 mars 1975) s'élevaient à 84 587 000 F...

Les loyers hors taxes émis par la société pour les neuf premiers mois de l'exercice en cours (du 1er juillet 1974 au 31 mars 1975) s'élevaient à 84 587 000 F...

Les loyers hors taxes émis par la société pour les neuf premiers mois de l'exercice en cours (du 1er juillet 1974 au 31 mars 1975) s'élevaient à 84 587 000 F...

Les loyers hors taxes émis par la société pour les neuf premiers mois de l'exercice en cours (du 1er juillet 1974 au 31 mars 1975) s'élevaient à 84 587 000 F...

Les loyers hors taxes émis par la société pour les neuf premiers mois de l'exercice en cours (du 1er juillet 1974 au 31 mars 1975) s'élevaient à 84 587 000 F...

Les loyers hors taxes émis par la société pour les neuf premiers mois de l'exercice en cours (du 1er juillet 1974 au 31 mars 1975) s'élevaient à 84 587 000 F...

Les loyers hors taxes émis par la société pour les neuf premiers mois de l'exercice en cours (du 1er juillet 1974 au 31 mars 1975) s'élevaient à 84 587 000 F...

Les loyers hors taxes émis par la société pour les neuf premiers mois de l'exercice en cours (du 1er juillet 1974 au 31 mars 1975) s'élevaient à 84 587 000 F...

Les loyers hors taxes émis par la société pour les neuf premiers mois de l'exercice en cours (du 1er juillet 1974 au 31 mars 1975) s'élevaient à 84 587 000 F...

Les loyers hors taxes émis par la société pour les neuf premiers mois de l'exercice en cours (du 1er juillet 1974 au 31 mars 1975) s'élevaient à 84 587 000 F...

Les loyers hors taxes émis par la société pour les neuf premiers mois de l'exercice en cours (du 1er juillet 1974 au 31 mars 1975) s'élevaient à 84 587 000 F...

Les loyers hors taxes émis par la société pour les neuf premiers mois de l'exercice en cours (du 1er juillet 1974 au 31 mars 1975) s'élevaient à 84 587 000 F...

Les loyers hors taxes émis par la société pour les neuf premiers mois de l'exercice en cours (du 1er juillet 1974 au 31 mars 1975) s'élevaient à 84 587 000 F...

L'ACCIDENT DE LAFFREY UNE SOLUTION FRANÇAISE au problème mondial des longues descentes

Le terrible accident de LAFFREY et les accidents comparables qui se produisent trop souvent un peu partout dans le monde (et que le public français ignore) posent une vieille question : faut-il supprimer les longues descentes ou faut-il équiper mieux les poids lourds ?

En réponse à la première question, on parle aujourd'hui sérieusement de remplacer la trop célèbre descente de LAFFREY par une nouvelle route de longueur double et de pente plus réduite (pas plus de 6% au lieu de 12%)...

Pour apprécier le bien fondé de ce projet, on posera très simplement une autre question : Savez-vous que pour descendre la côte de Laffrey à 40 km/heure, les freins d'un car de 55 places dégageant assez de chaleur pour faire fondre 200 kilogrammes de fonte ?

On comprendra qu'il n'y a rien à gagner à remplacer la descente de LAFFREY par une descente à 6% seulement — à priori deux fois plus longue — quand on saura qu'un véhicule de 19 tonnes descendant cette pente à 85 km/heure au moyen de ses seuls freins porte déjà la température de ceux-ci à 400 °C en deux minutes et demie seulement...

Une firme française, animée d'un rare esprit d'initiative, a su poser le problème et le résoudre avec des ingénieurs français, dix ans avant qu'on en comprenne dans le monde la nécessité. Cette firme, la compagnie française TELMA, a été et reste le pionnier mondial du ralentisseur électrique.

DES CHANCES D'ACCIDENTS DE CARS FRANÇAIS A LAFFREY Doit-on étendre l'obligation d'emploi des ralentisseurs ? Seuls 43 départements français sur 95 ont rendu le ralentisseur obligatoire (circulaire ministérielle du 17 juillet 1954) ; il devrait donc y avoir en gros 43/95 = 45% du total des cars français équipés de ralentisseurs de toutes marques.

Or, TELMA à lui seul équipe 95% dudit parc. Cette proportion est à l'honneur des propriétaires français qui s'équipent spontanément au-delà de ce que prévoit la loi. On peut donc estimer que sur cent cars français qui descendent Laffrey, il n'y en a pas plus de cinq qui n'ont pas de ralentisseur électrique, mais ces cinq-là sont dangereux. Comment obtenir qu'ils soient équipés ?

La solution paraît simple : si l'obligation limitée à 43 départements conduit en fait à l'équipement de 95% du parc, cela réduit à 5% le pourcentage à équiper de ralentisseurs électriques de toutes marques ! La dépense totale correspondante à envisager ne dépasserait pas 50 millions de francs, somme dérisoire par rapport au prix de reconstruction de Laffrey et d'autres descentes dangereuses qu'il faudrait aussi reconstruire.

Il n'y a PAS QUE LAFFREY D'autres accidents graves, souvent mortels, du même genre ont eu lieu, par exemple : à Bernay en 1973, à la descente de Marly-le-Roi en 1973, à Brive Charensac en 1974, à La Frette en 1974, à Redon en 1974, à Lyon-Fourvière en 1974, etc. Autant de routes dangereuses dont la reconstruction coûteuse peut être évitée, comme celle de Laffrey, si les 5% de cars français examinés plus haut sont équipés une fois pour toutes, ce qui implique que les Préfets des Départements où l'obligation n'existe pas encore en prennent la décision immédiate, possibilité que leur donne le Décret de 1954.

CREDIT INDUSTRIEL DE L'OUEST (C.I.O.)

L'assemblée générale ordinaire annuelle des actionnaires, qui s'est tenue au siège social à Nantes le 10 avril 1975, sous la présidence de M. Christian de Lavaronne, président du conseil d'administration du Crédit Industriel de l'Ouest, a adopté à l'unanimité les projets de résolution présentés par le conseil.

L'assemblée générale ordinaire annuelle des actionnaires, qui s'est tenue au siège social à Nantes le 10 avril 1975, sous la présidence de M. Christian de Lavaronne, président du conseil d'administration du Crédit Industriel de l'Ouest, a adopté à l'unanimité les projets de résolution présentés par le conseil.

L'assemblée générale ordinaire annuelle des actionnaires, qui s'est tenue au siège social à Nantes le 10 avril 1975, sous la présidence de M. Christian de Lavaronne, président du conseil d'administration du Crédit Industriel de l'Ouest, a adopté à l'unanimité les projets de résolution présentés par le conseil.

L'assemblée générale ordinaire annuelle des actionnaires, qui s'est tenue au siège social à Nantes le 10 avril 1975, sous la présidence de M. Christian de Lavaronne, président du conseil d'administration du Crédit Industriel de l'Ouest, a adopté à l'unanimité les projets de résolution présentés par le conseil.

L'assemblée générale ordinaire annuelle des actionnaires, qui s'est tenue au siège social à Nantes le 10 avril 1975, sous la présidence de M. Christian de Lavaronne, président du conseil d'administration du Crédit Industriel de l'Ouest, a adopté à l'unanimité les projets de résolution présentés par le conseil.

L'assemblée générale ordinaire annuelle des actionnaires, qui s'est tenue au siège social à Nantes le 10 avril 1975, sous la présidence de M. Christian de Lavaronne, président du conseil d'administration du Crédit Industriel de l'Ouest, a adopté à l'unanimité les projets de résolution présentés par le conseil.

L'assemblée générale ordinaire annuelle des actionnaires, qui s'est tenue au siège social à Nantes le 10 avril 1975, sous la présidence de M. Christian de Lavaronne, président du conseil d'administration du Crédit Industriel de l'Ouest, a adopté à l'unanimité les projets de résolution présentés par le conseil.

L'assemblée générale ordinaire annuelle des actionnaires, qui s'est tenue au siège social à Nantes le 10 avril 1975, sous la présidence de M. Christian de Lavaronne, président du conseil d'administration du Crédit Industriel de l'Ouest, a adopté à l'unanimité les projets de résolution présentés par le conseil.

L'assemblée générale ordinaire annuelle des actionnaires, qui s'est tenue au siège social à Nantes le 10 avril 1975, sous la présidence de M. Christian de Lavaronne, président du conseil d'administration du Crédit Industriel de l'Ouest, a adopté à l'unanimité les projets de résolution présentés par le conseil.

L'assemblée générale ordinaire annuelle des actionnaires, qui s'est tenue au siège social à Nantes le 10 avril 1975, sous la présidence de M. Christian de Lavaronne, président du conseil d'administration du Crédit Industriel de l'Ouest, a adopté à l'unanimité les projets de résolution présentés par le conseil.

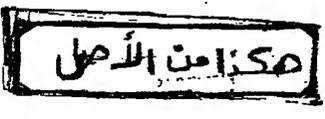
L'assemblée générale ordinaire annuelle des actionnaires, qui s'est tenue au siège social à Nantes le 10 avril 1975, sous la présidence de M. Christian de Lavaronne, président du conseil d'administration du Crédit Industriel de l'Ouest, a adopté à l'unanimité les projets de résolution présentés par le conseil.

L'assemblée générale ordinaire annuelle des actionnaires, qui s'est tenue au siège social à Nantes le 10 avril 1975, sous la présidence de M. Christian de Lavaronne, président du conseil d'administration du Crédit Industriel de l'Ouest, a adopté à l'unanimité les projets de résolution présentés par le conseil.

L'assemblée générale ordinaire annuelle des actionnaires, qui s'est tenue au siège social à Nantes le 10 avril 1975, sous la présidence de M. Christian de Lavaronne, président du conseil d'administration du Crédit Industriel de l'Ouest, a adopté à l'unanimité les projets de résolution présentés par le conseil.

L'assemblée générale ordinaire annuelle des actionnaires, qui s'est tenue au siège social à Nantes le 10 avril 1975, sous la présidence de M. Christian de Lavaronne, président du conseil d'administration du Crédit Industriel de l'Ouest, a adopté à l'unanimité les projets de résolution présentés par le conseil.

BBC-ENGLISH FOR MANAGEMENT advertisement with logo and text.



سكنا من الأصل

# LA VIE ÉCONOMIQUE

(PUBLICITE)

## REPUBLIC OF TURKEY

MINISTRY OF ENERGY AND NATURAL RESOURCES  
GENERAL DIRECTORATE OF STATE HYDRAULIC WORKS  
KARAKAYA DAM AND HYDROELECTRIC POWER PLANT CONSTRUCTION  
INVITATION TO CONTRACTORS FOR PREQUALIFICATION

D.S.I. (General Directorate of State Hydraulic Works) shall solicit bids for the construction of KARAKAYA DAM AND HYDROELECTRIC POWER PLANT, which is within the zone of D.S.I. Tenth Regional Directorate in Diyarbakir, among the contractor from the member countries of the World Bank and from Switzerland. Formal prequalification shall be used for selecting prospective bidders for the construction of this project.

- Characteristics of the Project:
  - A Concrete arch dam with crest length of 462 meters. Height is 170 meters from foundation and thickness is varying between 10 meters to 22 meters.
  - A power plant at the toe of the dam with six units, 315 MVA each.
  - An overflow spillway with ten radial gates each 14.0x14.8 meters in size and with flip buckets on the top of the power plant. Capacity of the spillway is 17 000 m<sup>3</sup>/s.
  - Two diversion tunnels with 13.5 meters excavation diameter, 568 and 668 meters in length and the former shall be used as bottom outlet later.
  - A cable terminal on top of the dam at left for connecting 380 KV cables to 380 KV transmission lines to transmit power produced in power plant to switchyard.
  - Three double circuit 380 KV transmission lines for connecting cable terminal to switchyard.
  - A switchyard 2.5 kilometers away from dam occupying an area of 389x147 meters and containing 280, 124, 315 KV sections.
- The scope of construction contract will include civil works and such other electro-mechanical equipment as gates, penstocks and elevators. Approximate amounts of major work items are as following:
  - Dam excavation ..... 3.000.000 m<sup>3</sup>
  - Dam concrete ..... 3.000.000 m<sup>3</sup>
  - Other excavation ..... 850.000 m<sup>3</sup>
  - Other concrete ..... 770.000 m<sup>3</sup>
  - Cofferdam fill ..... 660.000 m<sup>3</sup>
  - Penstocks ..... 5.000 tons
  - Switchyard steel construction ..... 5.000 tons.
- Firms wishing to apply for prequalification shall first obtain a brochure containing general basic information on the work from the address below.
- Firms wishing to be invited for tendering shall attach to their letter of application for prequalification documents necessary, as listed below, to introduce their firms and their experience. Documents shall be prepared in Turkish or English. Followings are the main particulars to be considered in prequalification:
  - Must have constructed large tunnels in similar rock formations.
  - Must have performed large and deep excavations.
  - Must have performed great curtail.
  - Must have poured bulk concrete in large quantities.
  - Must have constructed large hydroelectric power plants and similar works.
- Karakaya Hydroelectric Power Plant is planned to come into commercial operation towards the end of 1981. Initially with two units of 315 MVA. Four further units of 315 MVA each will be completed in subsequent years, two becoming operational during 1982 and two during 1983.
- Documents required from the firms are indicated in detail in the above mentioned brochure. Some of the essential documents are as following:
  - Commercial business certificate of the firm (s). Turkish firms are required to submit Contractor's Carnet in addition to commercial business certificate.
  - Capital of the firm (s), annual turnover and financial statements for the last five years.
  - References issued by banks or other commercial and financial organizations.
  - Construction equipment currently owned by the firm (s), type, number and present condition.
  - Location, date of contracting, employing agency, type of contract, contract price, characteristics of installations and important work items (concrete volume, excavation quantity, length of grouting holes, size of tunnels, capacity of units, etc.) of concrete dams and hydroelectric power plants constructed by the firm (s) or presently under construction.
  - Experience records of those principals and key personnel of the firm (s) who would be allocated to the Karakaya work.
  - Other information and documents found suitable by the firm (s).
  - Joint Venture: Firms may apply for prequalification in joint ventures. Foreign firms are encouraged to form joint venture with Turkish firms during prequalification and execution of this work. Firms intending to establish joint ventures shall obtain Joint Venture Declaration forms from D.S.I. and shall fill them in fully indicating the sponsor firm which represents the joint venture. Documents to be submitted by the Joint Ventures are as following:
    - Joint Venture Declaration.
    - For each member firm of the joint venture, all documents listed in Paragraph 8 above, individually and separately.
  - The type of contract for Karakaya work shall be in unit price form allowing certain escalation in labor and material costs. The escalation conditions shall be contained in bid documents. D.S.I. is particularly anxious to keep foreign currency expenditure of the works to the lowest possible level.
  - Firms wishing to participate in prequalification shall submit above mentioned documents in Turkish or English with an application letter to D.S.I. at the address shown below not later than 5:00 P.M. on the Friday, June 6, 1975. Delays in the mail or application by cables shall not be taken into consideration and documents arriving later than the specified time shall be returned to the applicants. Application letter must enclose power of attorneys for those persons of the firms (s) who are authorized to sign joint venture agreement and application letter. Following documents of foreign firms must be certified by Turkish Consulate of their country:
    - Powers of attorneys.
    - Documents listed in subparagraphs (a), (b) and (c) of paragraph 8 above.
  - DSI reserves the right to make selection to invite tendering among the firms properly applied.
  - Applicants applied property on time without omissions and selected shall be invited by a letter to collect the tender documents against 1000 Turkish Lira and will be permitted to submit tender.
  - Application for preselection is as follows:
 

DEVLET SU ISLERI GENEL MUDURLUGU  
BARAJLAR VE HIDROELEKTRIK SANTRALLAR DAIRESI BASKANLIĞI  
ISMET PONSU BULVARI  
ANKARA  
TURKEY.

## Libres opinions

### LA RÉFORME DE L'ENTREPRISE

## Du programme commun au rapport Sudreau

par DANIEL MOTHÉ (\*)

ON nombre de solutions proposées par le rapport Sudreau convergent avec celles proposées par le programme commun. Sont-elles animées par le même esprit humanitaire ou relevant d'une même pusillanimité? C'est pour répondre affirmativement à la deuxième question que je propose ces quelques réflexions au sujet de l'entreprise.

Si l'entreprise est malade aujourd'hui, c'est parce qu'une partie de la population qui y vit refuse de plus en plus ses contraintes: autoritarisme, nuisances de toutes sortes, durée du temps passé dans son enclos, exigence des règlements, etc. Mais l'entreprise n'est pas que cela: elle offre, pour une autre partie de la population, un certain nombre d'avantages et de satisfactions qui font qu'elle est soutenue non seulement par les représentants du capital mais par tous ceux qui bénéficient de ses privilèges. Il faut bien en finir avec cette idée puérile qui consiste à croire que l'entreprise est divisée entre ceux qui possèdent les capitaux et les autres. Les conflits qui ont eu lieu dans les services publics (les postiers en novembre) et les entreprises nationalisées (grève des caristes en février) montrent bien que la passion des capitaux, d'actionnaires privés à l'Etat, même si elle est souhaitable ne résoudra pas la nature de la maladie.

L'entreprise est une institution constituée de couches socio-professionnelles qui entraînent entre elles des rapports, subissant les fluctuations du temps, marquées par des équilibres de rapport de forces et des déséquilibres qui se manifestent par des conflits. Les rapports sociaux existent entre ceux qui dirigent (personnel de commandement) et ceux qui exécutent, entre ceux qui gèrent la technique (service de méthodes) et ceux qui la subissent; rapports économiques entre ceux qui bénéficient d'une partie de la plus-value (personnel dirigeant ou concepteur) et ceux qui ne sont que des subalternes; division des pouvoirs qui recoupe la division des fonctions et la division économique.

Une occultation de ce problème conduit aussi bien le programme commun que le rapport Sudreau à des propositions tendant à renforcer le système bureaucratique, sans pour autant toucher quoi que ce soit aux structures sociales internes de l'entreprise.

L'augmentation de la représentativité syndicale dans les comités d'entreprise, les comités d'hygiène et de sécurité, l'obligation de consulter ces institutions, ne changera rien si on ne modifie pas les rapports de pouvoir. Mais comme il est admis par ailleurs, surtout dans le rapport Sudreau, que la représentativité sera accompagnée de formation et d'information, on doit croire que la mauvaise fonctionnement de ces organismes ne vient pas de rapports sociaux mais de l'incompétence des syndicats.

Or, compétence ou non, ce n'est pas le problème de la connaissance qui améliore les rapports sociaux. Les patrons du dix-neuvième siècle considéraient fort bien la vie de la classe ouvrière et son taux de mortalité, et ils n'ont pas agi pour y remédier. Quant à la représentativité, elle ne veut pas dire grand-chose, si elle s'inscrit dans les rapports sociaux existants, qui admettent la division des pouvoirs dans l'entreprise. Les conventions collectives qui sont signées actuellement ne touchent pas à ces structures sociales; comment croire alors qu'elles les modifieront demain et toutes les parties sont toujours complices pour les conserver?

Quant à l'augmentation des pouvoirs, si l'augmentation de la représentativité syndicale veut signifier qu'il y aura une autre répartition des pouvoirs, ce qui n'est jamais explicité ni dans le programme commun ni dans le rapport Sudreau, alors on doit se demander à qui les pouvoirs que l'on donne vont être pris? Toutes les couches sociales de l'entreprise étant représentées syndicalement, il n'est pas question, pour l'instant, que celle qui exerce des pouvoirs et possède des privilèges les abandonne à d'autres. Que veut dire plus de pouvoirs aux travailleurs si, syndicalement, les agents de maîtrise veulent et réclament le renforcement de leur? Que veut dire plus d'initiative aux travailleurs si l'entreprise continue à être structurée de telle manière qu'il existe un service spécial de méthodes dont la fonction est de mâcher le travail aux autres et que ce service est syndicalement aussi représenté que les autres travailleurs? Que veut dire le respect de la grille unique des salaires ou la participation puisque cette répartition suivra les mêmes lignes hiérarchiques qu'actuellement.

Enfin sur l'augmentation de la formation et l'information: que les services de méthodes et de commandement soient plus informés peut empêcher certaines aberrations, mais il serait faux de croire que la formation est une solution. Ce n'est pas parce que les industriels sont informés que les théories de Taylor étaient défectives qu'ils se posent le problème: c'est parce que le taylorisme commence à être refusé. Si l'on apprend davantage à tout le monde (le commandement à la maîtrise, l'organisation du travail aux techniciens, etc.), que restera-t-il à apprendre à ceux qui sont contraints de faire des tâches idéales et que le système technique continue à régner impunément sur ces fonctions? A l'inverse, si on apprend aux O.S. à gérer eux-mêmes leur travail, à comprendre et à inventer leur technologie, quel enseignement donnera-t-on à ceux qui ont pour charge actuellement de telles fonctions?

Donner plus de pouvoir à tous, dans l'entreprise, donner plus de savoir à tous, donner plus de représentativité à tous, donner plus d'argent à tous; c'est le vieux rêve chrétien qui recoupe la démagogie. Non, il faudra un jour se résigner à troubler l'équilibre social de l'entreprise, à détruire les structures hiérarchiques des pouvoirs et des savoirs, sans oublier celle qui gêne le plus, celle de la hiérarchie des salaires.

\* MILLEAU C.P.D.T.

## CONJONCTURE ÉTRANGÈRE

### Reprise ou récession?

La grave récession économique que connaissent la plupart des économies capitalisées est-elle en train de reculer? Certains signes favorables apparaissent ici et là: en Allemagne et au Japon notamment. Aux Etats-Unis, le déficit budgétaire pour la prochaine année fiscale ne cesse de croître pour assurer la reprise. En Autriche, l'activité va être stimulée par une relance énergétique du gouvernement « le Monde » du 11 avril. En revanche, les faillites continuent d'augmenter en Grande-Bretagne et les perspectives des chefs d'entreprise français sont très pessimistes.

Que résultera-t-il globalement de ces situations contrastées? La commission économique des Nations unies prévoit dans son rapport annuel une amélioration de la situation économique en fin d'année. Ce pronostic est celui de presque tous les experts: reprise au long du second semestre, provoquée par la nécessité de recomposer des stocks en train de se dégrader, mais sans relance générale. La question se pose de savoir si une demande autonome, spontanée, peut à partir de l'été ou si une seconde vague de récession aggravée de nouveaux le chômage l'an prochain.

Un élément favorable: l'inflation dans les principaux pays industriels a nettement reculé au cours des trois derniers mois pour lesquels les statistiques sont connues. Le taux de hausse de prix qui était encore de 15 % l'an sur la période novembre-décembre 1974-janvier 1975, est revenu à 9,5 % pour la période décembre 1974-janvier-février 1975.

#### ● ETATS-UNIS: escalade du déficit budgétaire pour assurer la relance.

Washington (Aepi). — Le chômage, qui frappe officiellement huit millions d'Américains, mais quelque neuf millions en réalité, est au centre des préoccupations. Le gouvernement, le Parlement, les économistes du secteur privé, étudient les moyens d'arrêter l'extension du fléau.

Les solutions comportent un danger redoutable: celui de relancer l'inflation. Car la stimulation de l'économie par l'injection systématique et massive de crédits risque d'être illusoire si l'expansion n'est pas au rendez-vous, toujours fixé, en principe, pour le second semestre.

Le gouvernement multiplie ses efforts pour contenir le déficit budgétaire dans des limites raisonnables. Sans grand succès. Au début du mois de février, à l'occasion de la présentation du budget, le Congrès s'engageait à maintenir à 50 milliards de dollars l'« impasse » de l'exercice s'ouvrant le 1<sup>er</sup> juillet prochain et se terminant le 30 juin 1976. Les circonstances — en fait la décision du Congrès de lui imposer des réductions d'impôts plus importantes que ne l'envisageait la Maison Blanche — l'ont obligé à relever sensiblement la barre. Le président parle maintenant de contenir le déficit dans la limite de 60 milliards de dollars.

En fait, cet engagement paraît d'ores et déjà sérieusement compromis. Les collaborateurs de la Maison Blanche n'ont pas entendu que le président pourrait accepter une proposition de loi discutée par le Congrès et prévoyant quelque 6 milliards de dollars de crédits pour créer neuf cent mille emplois nouveaux dans la fonction publique.

● JAPON: des signes de redressement.

Les commandes de l'industrie mécanique japonaise ont fortement progressé en février der-

nier par rapport au mois précédent. Selon les statistiques de l'agence de planification économique, qui dépend du premier ministre, les nouvelles commandes se montent en valeur à 304 milliards de yens (environ 1 milliard de dollars). Ce chiffre, corrigé des variations saisonnières et ne comprenant pas les commandes de chantiers navals, est en progression de 23 % par rapport à janvier.

#### ● GRANDE-BRETAGNE: faillites plus nombreuses.

Les faillites ont encore augmenté en Grande-Bretagne lors du premier trimestre, selon «Trade Indemnity», organisme d'assurances contre les difficultés économiques.

Les faillites ont touché au cours des trois premiers mois six cent quatre compagnies, soit 40 % de plus que lors du trimestre correspondant de 1974. C'est le chiffre le plus élevé depuis le début de 1972.

#### ● BELGIQUE: femmes sans travail.

Le nombre des travailleurs belges sans emploi s'est accru en mars pour atteindre 158 008 contre 153 345 à la fin février (+ 1,7 %) vient d'annoncer l'Office national de l'emploi.

A la fin de mars 1974, il n'y avait que 96 065 travailleurs en chômage. Le pourcentage des chômeurs par rapport à la population active est aujourd'hui de 6,5 %; 4,8 % pour les hommes, 9,5 % pour les femmes.

**SGI**  
missions confidentielles  
études, recherches, enquêtes  
des, projections, finances, rap-  
ports, renseignements France Etrangère  
202  
99-45  
807 05-12  
206 83-29

COULEUR	BLANC NUANCÉ		LÉGÈREMENT TEINTÉ		MARGE
	PURETÉ	V.V.S.	Lég. piqué	V.V.S.	
1 carat: 0 g 20	14.500 F	8.500 F	6.800 F	4.500 F	55/10'
2 carats: le carat	18.500	11.500	8.500	4.800	64/10'
3 carats: le carat	22.000	14.800	9.500	5.400	80/10'
4 carats: le carat	27.500	17.500	10.500	5.800	104/10'
5 carats: le carat	32.800	22.500	12.000	6.500	114/10'

Ce barème étant forcément incomplet, M. Godechot et Pauliet se tiennent à votre disposition pour vous renseigner d'une façon plus précise sur le cas qui vous concerne dans leur soumission.

**GODECHOT & PAULIET**  
80, AVENUE RAYMOND-FOUCARE  
PARIS 14<sup>ème</sup>

ACHATS - VENTES - EXPERTISES - PARTAGES  
PARKING POCH NIETRO VICTOR-HUGO Tous les jours, sauf dimanche

REPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE  
MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE  
Société Nationale de Constructions Mécaniques  
**(SONACOME)**

**AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL**

La SONACOME lance un appel d'offres international en vue de la réalisation « produit en main » d'une unité de fabrication de 1.000.000 de roues par an.

Les sociétés intéressées peuvent retirer le cahier des charges du 1<sup>er</sup> au 30 avril 1975, contre remise d'une demande écrite et un versement de 100 DA, à l'adresse suivante:

**SONACOME**  
Direction de la Planification  
et du Développement Industriel,  
Route Nationale n° 1 - BIRKADEM (Alger).  
Tél.: 65-93-92 à 96 - Téléx: 52.800.

**1000F aujourd'hui = 1648F (brut) dans 5 ans**

**Bons anonymes de la Caisse d'Épargne**

Un placement simple qui rapporte.  
Un placement sûr dont le taux est garanti pendant 5 ans.  
Il existe aussi des bons à 2 et 3 ans

**Renseignez-vous aux guichets de la Caisse d'Épargne, Celle de l'écurieuil.**

LES MARCHÉS FINANCIERS

CONJONCTURE ÉTRANGÈRE Reprise ou récession?

La grave conjoncture économique que connaît la plupart des pays occidentaux...

Les membres du G-7 ont convenu de la nécessité de réexaminer la situation économique...

Le marché de l'or a connu une hausse de 24 000 F...

Les marchés de Londres et de New York ont été marqués par une forte activité...

Les marchés de Paris, Londres et New York ont été marqués par une forte activité...

PARIS 10 AVRIL Flambée de hausse Le lingot au-dessous de 24 000 F

Bien qu'attendu, la baisse d'un point du taux de l'escompte...

La mesure prise par l'Institut d'émission a causé une impression d'instabilité...

Le marché de l'or a connu une hausse de 24 000 F pour revenir à 23 940 F...

Les marchés de Londres et de New York ont été marqués par une forte activité...

LONDRES Recul

A l'approche de la présentation du budget annuel, le marché s'est orienté à la baisse...

Les marchés de Londres et de New York ont été marqués par une forte activité...

Les marchés de Londres et de New York ont été marqués par une forte activité...

NEW YORK Farine et actif

Une très forte activité a régné jeudi à Wall Street...

Les marchés de Londres et de New York ont été marqués par une forte activité...

Les marchés de Londres et de New York ont été marqués par une forte activité...

Table of financial data including stock prices, exchange rates, and market indices for various countries and currencies.

Table titled 'BOURSE DE PARIS - 10 AVRIL - COMPTANT' showing stock prices and market movements.

Table titled 'MARCHÉ A TERME' showing forward market data and exchange rates.

Advertisement for 'BAREME DES BRILLANTS' and 'CODECHOT & PALLET'.

Advertisement for 'la Caixa d'Epargne' (The Savings Box).

Table titled 'COTE DES CHANGES' and 'MARCHÉ LIBRE DE L'OR' showing exchange rates and gold prices.

Handwritten text in Arabic script: 'مركزنا الأصلي'.

# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

- 2. PROCHE-ORIENT**
  - ISRAËL : selon Haaretz, deux émissaires soviétiques auraient fait une visite discrète à Jérusalem.
- 2. ASIE**
  - SIKKIM : le Parlement vote l'abolition de la monarchie et le rattachement du territoire à l'Inde.
- 3. LE VOYAGE DE M. GISCARD D'ESTAING EN ALGERIE**
  - L'entretien de Soljenitsyne avec des journalistes à Paris.
  - PORTUGAL : « Les querelles des partis politiques sont choquantes », déclare le ministre de l'Information.
  - GRANDE-BRETAGNE : le référendum sur le C.E.E. pourrait avoir lieu le 5 juin.
- 5. AFRIQUE**
  - L'O.U.A. et l'Afrique australe.
- 6-7. DIPLOMATIE**
  - « Les États-Unis en perte de vitesse » (II), par André Fontaine.
- 8-10. POLITIQUE**
  - L'ajournement du voyage de M. Mitterrand en U.R.S.S.
  - Les députés ont adopté le nouveau statut du fermage.
  - Le sort des handicapés étudié au Sénat.
- 10. AERONAUTIQUE**
  - La Lufthansa pourrait demander un report de livraison de ses Airbus.
- 10-11. EDUCATION**
  - La C.H.U. dans le terrain vague : pas de locaux pour Lavoisier-Saint-Louis.
- 11. RELIGION**
  - La réforme de l'imprimerie.
- 12. ECONOMIE**
  - « L'énergie du désespoir ? » (V), par M. Ambroise-Beaudin.
- 14. FAITS DIVERS**
  - La fusillade de Paris : la version des policiers est contredite par certains témoins.
- 14. JUSTICE**

**LE MONDE DU TOURISME ET DES LOISIRS**  
PAGES 15 A 23

- Le folklore ne veut plus du folklore.
- Le « Queen-Elizabeth-II » exploite l'héritage de « France ».
- Année archéologique en Bourgogne.
- Le roman des grands faucons.
- SPORTS : Saup-Strödel dans la tourmente.
- PLAISIRS DE LA TABLE : Provinciales.
- ANIMAUX : Deux faux empoisonnés.
- HYPPISME : La fuite des propriétaires.
- Mode, maison, jeux, philatélie.

**25 à 27. ARTS ET SPECTACLES**  
VARIÉTÉS : Charles Trenet à l'Olympia.  
CINÉMA : *Paris sur la ville*, d'Henri Verneuil.

**31. EQUIPEMENT ET REGIONS**  
PARIS : une nouvelle commission des sites.

**31 à 34. LA VIE ECONOMIQUE ET SOCIALE**  
LIBRES OPINIONS : « Du programme commun au rapport Sudreau », par Daniel Mathé.  
LA CRISE VITICOLE : le Parlement européen accuse le réglementation communautaire.

**LIRE ÉGALEMENT**  
RADIO-TELEVISION (26)  
Annonces classées (28 et 29) : Aujourd'hui (31) ; Carrefour (31) ; Journal officiel (14) ; Méétéorologie (14) ; Mots croisés (14) ; Pimaces (35).

Le numéro du « Monde » daté 11 avril 1975 a été tiré à 559 088 exemplaires.

**europcar**  
645.21.25

A C D E F G H

### Au Cambodge

#### M. SAUKHAM KHOY INVITE LE CHEF DU PARTI DÉMOCRATE A FORMER UN NOUVEAU GOUVERNEMENT

Phnom-Penh (A.F.P.). — Le chef de l'Etat par intérim, M. Saukham Khoy, a demandé au président du parti démocrate cambodgien, M. Chau Sau, de former un nouveau gouvernement à Phnom-Penh.

Le parti démocrate, qui donne vendredi 11 avril cette information, indique que M. Saukham Khoy « a fait appel au patriotisme de M. Chau Sau pour tenter de sortir de la crise politique et militaire actuelle ».

M. Chau Sau, qui accepte en principe de former ce gouvernement, ne devait donner cependant sa réponse définitive que dans la soirée, précédant-on au siège du parti démocrate M. Chau Sau veut, en effet, s'assurer de l'appui « de tous les Khmers ». D'autre part, les membres du parti démocrate tiennent « à rester dans le cadre très strict de la légalité », et ne pas s'imposer par un coup de force et à mener légalement le premier ministre actuellement en fonctions, M. Long Boret, à proposer lui-même sa démission.

M. Chau Sau, d'origine khmère krom (né au Vietnam du Sud), est âgé de cinquante et un ans. Il est juriste de formation et passe pour un spécialiste des questions économiques.

Le parti démocrate n'a jamais participé à un gouvernement de-

Des commerçants du C.I.D.-UNATI de Charente-Maritime ont entamé ce vendredi 11 avril une « marche sur Paris ». Ils souhaitent obtenir une entrevue avec M. Giscard d'Estaing. Une vingtaine de personnes escortées de voitures munies de haut-parleurs et d'un corbillard de campagne tiré par un cheval ont quitté la chambre de Commerce de Rochefort pour se rendre à La Rochelle, première étape de cette « marche ». — (Corresp.)

### A Marseille

#### OUVERTURE D'UNE INFORMATION JUDICIAIRE APRÈS LE DÉCÈS D'UN JEUNE ALGÉRIEN AUX BAUMETTES

Une information judiciaire est ouverte à la suite du décès, le 4 avril dernier, de la jeune Algérienne à Marseille, d'un jeune Algérien âgé de vingt ans, M. Bel Abès Sahal. Les circonstances de sa mort sont en effet assez troublantes. Le jeune homme, né le 1<sup>er</sup> janvier 1955 à Bel-Abès (Algérie), a été arrêté le 27 mars, alors qu'en compagnie d'un ami, il venait de briser la vitrine d'un petit magasin de la résidence des Isles, sur la corniche Kennedy, à Marseille et d'y commettre un vol. Tous deux étaient soignés dans une maison de repos et se trouvant, à l'époque, peut-être sous l'effet d'un traitement à effet délirant.

Peu après avoir cassé la vitrine, les deux Algériens ont été poursuivis puis maîtrisés par un groupe de cinq ou six personnes — dont une armée d'un fusil, — qui les ont frappés avant de les remettre aux policiers. Ces derniers seraient encore frappés dans le car de police MM. Bel Abès Sahal et son compagnon. Les deux hommes ont été examinés par un médecin, qui ne s'est pas opposé à leur incarcération. Mais, sur le chemin, M. Bel Abès Sahal fit une crise d'agitation, qui lui valut d'être sanctionné de dix jours de cellule, peine refusée par le médecin. Sa santé venant à se dégrader, il fut transféré le 3 avril au pôle de soins de la clinique de la Croix-Rouge, où il mourut le 4 avril, à l'âge de vingt ans. Deux jours plus tard on apprenait sa mort.

M. Dussac, avocat de la famille Sahal, a porté plainte pour homicide et une autopsie a été ordonnée par le parquet de Marseille. Révisée le 5 avril, elle a fait apparaître un décès par « collapsus cardiovasculaire ». Un examen des viscères a été pratiqué après cette autopsie.

### DEMANDANT L'OUVERTURE IMMÉDIATE DES CONVERSATIONS AVEC LES ÉTATS-UNIS

#### La C.E.E. proteste contre l'embargo américain sur les matières fissiles

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — La Communauté proteste contre l'embargo sur les exportations et importations de matières fissiles — uranium naturel, uranium enrichi, plutonium — décidé unilatéralement voici une quinzaine de jours par l'administration américaine. Faisant valoir que l'arrêt des livraisons américaines risque de mettre en cause la bonne exécution des programmes nucléaires européens, elle demande l'ouverture immédiate de conversations avec les États-Unis. Tel est le sens de la note que M. Simonet, le vice-président de la commission européenne chargée des affaires énergétiques, devait remettre, ce vendredi, à l'ambassadeur, M. Greenwald, chef de la mission des États-Unis auprès de la C.E.E.

En fait l'embargo qui vient d'être décidé n'est pas tout à fait une surprise : depuis plusieurs mois, sous des prétextes divers, les États-Unis ne livrent plus à l'Europe le combustible hautement enrichi employé pour certains réacteurs de recherche. Le Congrès et l'administration américaine sont plus sensibles que dans le passé aux risques d'accidents nucléaires. On a appris par exemple avec effroi qu'un avion provenant d'Europe s'était posé à La Guardia, un des aéroports de New-York, transportant dans ses soutes entre 20 et 25 kilos de plutonium. Que serait-il advenu si, par malchance, cet avion avait eu un accident grave sur la piste ? Les Américains sont d'autant plus préoccupés que les Européens — pour des raisons financières ou pour des raisons de psychologie politique ? — ne semblent pas disposés à mettre en place, en liaison avec eux, des mesures de sécurité draconiennes.

« C'est là un embargo tout à fait effarant », nous confiait un haut fonctionnaire bruxellois. Les livraisons d'uranium enrichi étaient faites en application de contrats commerciaux parfaitement réguliers conclus entre les États-Unis et l'Agence d'approvisionnement de la Communauté. Il y a donc bel et bien rupture unilatérale de contrat.

Pour s'en tenir à l'uranium enrichi qui est le combustible nucléaire utilisé dans la majorité des centrales atomiques installées ou en construction, les besoins de la C.E.E. portent en 1975 sur 1,7 million d'unités de travail de séparation (U.T.S.). Ces besoins sont évalués à environ 10 millions d'U.T.S. en 1980, et à 25 millions en 1985. En attendant la mise en production de l'usine d'Eurodif, en cours de construction au Tricastin, dans la vallée du Rhône, l'uranium enrichi nécessaire aux centrales des pays de la C.E.E. est fourni essentiellement par les États-Unis, mais aussi pour une part non négligeable qui ira d'ailleurs en s'accroissant d'ici la fin de la décennie, par l'Union soviétique. « Les Russes s'avèrent beaucoup plus sûrs que les Américains », commentait ainsi, quelque peu désabusé, un expert bruxellois.

### LES AUGMENTATIONS DES TARIFS DE TRANSPORT EN 1975

Le ministère de l'économie et des finances vient de mettre au point le calendrier des hausses de tarifs qui seront consenties pour toute l'année en cours aux différents modes de transport pour les voyageurs et pour les marchandises. Il reste à fixer la majoration des barèmes de la R.A.T.P. qui devrait intervenir au mois de juillet. Contrairement à la pratique des années précédentes, la Rue de Rivoli s'est efforcée d'établir une programmation globale des relèvements tarifaires au lieu d'agir au coup par coup. Nous avons fait figurer entre parenthèses après les hausses prévues les dernières qui ont été décidées :

- AIR INTER. — 15 avril : 8,5 % (9 mars 1974 : 16 %).
- S.N.C.F. — Marchandises : 1<sup>er</sup> avril : 9,5 % (1<sup>er</sup> avril 1974 : 7,5 %); voyageurs : 15 avril : 8,5 % (1<sup>er</sup> avril 1974 : 7,5 %).
- BATELLERIE. — 1<sup>er</sup> mai : 5,12 % (18 novembre 1974 : 3,92 %).
- ROUTE. — Marchandises : 1<sup>er</sup> mai, 5,13 % (11 novembre 1974 : 5,13 %); 1<sup>er</sup> septembre, 2,56 %; voyageurs : transports interurbains : 15 mai, 5 % (1<sup>er</sup> avril 1974 : 3 %); transports urbains : 1<sup>er</sup> juin, 7,8 % (1<sup>er</sup> avril 1974 : 8 %); transports scolaires : 15 avril, 5 % (1<sup>er</sup> avril 1974 : 2,5 %); 15 septembre, 2,5 %.

● Le Capitole bloqué par des manifestants à Châteauroux. Le train rapide T.G.E. le Capitole est bloqué ce vendredi matin pendant trente minutes en gare de Châteauroux par plusieurs centaines d'ouvriers de la SNIAS de Déols (Indre). Ces derniers entendent ainsi protester contre le démantèlement de leur usine prévue pour la fin de l'année.

### La réunion de l'avenue Kléber

#### LES DISCUSSIONS ENTRE LES « DIX » S'AVÈRENT LABORIEUSES

On ne savait pas vendredi, en fin de matinée, si les Dix (Algérie, Arabie Saoudite, Brésil, C.E.E., États-Unis, Inde, Iran, Japon, Venezuela, Zaïre), réunis depuis lundi avenue Kléber, parviendraient à un accord dans la journée sur le contenu à donner à la conférence internationale proposée par M. Giscard d'Estaing. Les discussions s'avèrent laborieuses. Bien que certaines délégations espèrent terminer la réunion vendredi et tard dans la nuit, s'il le fallait.

Le groupe de travail restreint constitué jeudi par la C.E.E., d'une part, l'Iran et le Zaïre, d'autre part,

## Comptes bancaires

## Intérêts

au taux actuariel annuel brut de **914,1250%** (selon la formule choisie)

de 3 à 12 ans  
à partir de 5000 f.



### SOCIÉTÉ DE BANQUE ET D'INVESTISSEMENTS

28, bd d'Italie MONTE-CARLO (Principauté de Monaco)  
Documentaire N° 311  
sans aucun engagement de votre part

**VOUS ÊTES ACTIF. VIVEZ AU CALME.**

OUVERTURE D'UNE NOUVELLE TRANCHE

Ci-dessus, "Belgravia", 150 m<sup>2</sup>, 7 pièces, 3 s. de b., garage. Vous visiterez aussi des maisons de 4, 5 et 6 pièces.

**DOMAINE DU BOIS+LA+CROIX**  
77 Pontault-Combault ☎ 406.53.56 & 64.63  
à 18 km du Bd Périphérique par la RN 4.

Le Domaine s'étend sur les terres de l'ancienne propriété de « Madame Sans-Gêne », la Maréchale Lefebvre.  
● à 18 km de Paris par la N 4 (route de Nancy).  
● à proximité d'une sortie de la future autoroute A 4.  
● à 12 km à pied de la gare (40 trains par jour pour Paris).  
● dans la campagne la plus proche de Paris mais tout près d'un centre ville, il comprend : tennis, clubhouse, centre commercial, et 18 ha de zone boisée !

Les maisons du domaine, de 5 modèles différents, vont toutes de 90 à 150 m<sup>2</sup>, 4 à 7 pièces, 1 à 3 s.d.b., un garage (grand living, s.d.b., prévue pour les parents, mezzanine, vastes rangements).  
Crédits LA HENRI. Prix de 225 à 366 000 F. Maisons livrées complètement terminées.  
VISTE DES MAISONS MODÈLES TOUS LES JOURS DE 10 à 19 H.

**Breguet Construction**